

Impasse au Soudan

La destruction d'un avion civil soudanais abattu, samedi 17 août, par les forces de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), constitue une nouvelle et grave escalade dans la sanglante guerre civile qui oppose depuis près de trois ans le Sud, chrétien et animiste, au gouvernement central musulman de Khartoum. Le drame, au cours duquel auraient péri plus d'une soixantaine de civils, intervient quelques jours après les élections qu'ont eues à Addis-Abeba, en marge du sommet de l'OUA, le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, et le colonel Garang, le chef de la rébellion, sur une éventuelle conférence constitutionnelle qui réunirait toutes les forces politiques du pays.

La rencontre d'Addis-Abeba a échoué sur le même obstacle qui a empêché jusqu'à présent tout progrès dans les négociations officielles qui se déroulent depuis plusieurs mois entre les dirigeants de la rébellion et le gouvernement issu des élections d'avril. Il est maintenant clair que tant que la charte (la loi islamique) imposée par l'ancien président Néméri ne sera pas abrogée, il n'y aura aucun espoir de paix entre les deux parties du Soudan. L'échec de la réunion d'Addis-Abeba a apparemment croulé davantage la fosse de méfiance qui existe entre les deux frères ennemis. Les nouveaux dirigeants de Khartoum sont convaincus que les rebelles du Sud, forts de l'appui que leur accorde l'Éthiopie, ne sont pas pour l'instant disposés à négocier sérieusement, et souhaitent d'abord assurer leur mainmise totale sur l'ensemble du Sud afin de pouvoir traiter d'égal à égal avec le pouvoir central.

Pour leur part, le colonel Garang et ses amis sont persuadés que le Nord veut reprendre le contrôle militaire du Sud — fût-ce avec l'appui militaire de la Libye — avant d'engager avec l'APLS des pourparlers qui n'accorderaient aux sudistes qu'une autonomie limitée. Le colonel Garang réclame, pour sa part, une refonte totale des structures politiques du pays, qui assurerait aux habitants du Sud une participation effective au pouvoir à Khartoum. L'impasse est donc totale, malgré le dialogue — de sourds — qui se poursuit par intermittence entre le Nord et le Sud, et les deux parties s'efforcent, entre-temps, de consolider leurs positions sur le terrain.

Dans ce domaine, l'avantage revient incontestablement à l'APLS, dont les unités occupent pratiquement le haut Nil et le Bahr-el-Ghazal, et ont réalisé au cours des deux derniers mois une percée spectaculaire à l'intérieur de la province de l'Équatoria, en direction de Juba, qui fut jadis la capitale de la province unifiée du Sud. L'Équatoria, qui, jusqu'à tout récemment encore, était demeurée à l'écart des affrontements, risque désormais de sombrer dans la guerre, privant le pouvoir central d'un allié fort appréciable dans sa lutte contre les forces du colonel Garang.

Les enjeux militaires de l'épreuve de force qui oppose actuellement le Nord au Sud semblent avoir relégué au second plan les efforts en vue de venir en aide aux millions de personnes menacées de famine dans le sud du pays. De plus en plus, les deux adversaires ont recouru à l'arme de la faim pour obtenir des gains militaires. Les forces de Khartoum n'hésitent pas à appliquer la politique de la « terre brûlée » dans les zones rurales qui appuient les rebelles, et ces derniers utilisent fréquemment le blocus économique pour venir à bout de la résistance des forces qui leur font face. Dans ces conditions, il sera de plus en plus difficile d'acheminer l'aide internationale aux populations sinistrées. Celles-ci, une fois de plus, seront les principales victimes d'un conflit qui les dépasse.

(Lire nos informations page 3.)

Premières consultations officielles depuis dix-neuf ans

Soviétiques et Israéliens se rencontrent à Helsinki

Soviétiques et Israéliens se rencontrent, ce lundi 18 août à Helsinki, pour des consultations officielles portant théoriquement sur des questions d'ordre consulaire. En dépit des démentis de Moscou, ces consultations pourraient — si leurs résultats sont positifs — constituer un premier pas vers le rétablissement des relations diplomatiques, rompues en 1967.

MOSCOU
de notre correspondant

Ce n'est pas l'an prochain à Jérusalem que s'installera un ambassadeur soviétique, et les conversations, prévues pour durer deux jours, qui commencent ce lundi 18 août à Helsinki, entre représentants soviétiques et israéliens, ne portent que sur des questions consulaires limitées. Tel est l'essentiel du message que Moscou essaye de faire passer à propos des premières consultations officielles entre les deux pays depuis dix-neuf ans.

Deux fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, présentés comme de rang peu élevé : MM. Pikhine et Tikhomirov, constituent la délégation soviétique. « Il ne s'agit dans l'immédiat que de contacts de travail entre des collaborateurs des services consulaires des deux pays à propos des biens soviétiques en Israël, ainsi que des ressortissants soviétiques résidant en permanence en Israël, et de rien d'autre », écrit le 12 août, le *Yevreia*. Le quotidien du soir démentait les « rumeurs » selon lesquelles ces contacts étaient un premier pas vers le rétablissement des relations diplomatiques rompues en 1967 après la guerre de six jours.

Il reste à expliquer pourquoi l'État soviétique se préoccupe soudain, au bout de dix-neuf ans, des biens immobiliers en Terre sainte appartenant à l'Église orthodoxe russe, et dont il a hérité des tsars. Cette nouvelle sollicitude envers les « ressortissants soviétiques » en Israël est tout aussi étonnante. Les juifs soviétiques qui émigrent en Israël sont en effet déçus de leur citoyenneté d'origine, comme le prouve le laissez-passer qui leur est remis à leur départ et qui ne vaut que pour la durée de leur voyage.

Le fait est qu'ils ont souvent besoin par la suite de certificats de naissance, de mariage ou de divorce, mais ces problèmes d'état civil ne semblaient pas préoccupés jusqu'ici les autorités soviétiques. Les « questions consulaires » sont en fait le prétexte trouvé par Moscou pour renouer

expérimentalement, en quelque sorte, un contact officiel avec l'État hébreu.

Le Kremlin veut tester la réaction arabe. Si celle-ci reste modérée, le prochain pas sera l'envoi d'une délégation en Israël même. M. Gromyko en personne avait fini par reconnaître devant des diplomates occidentaux que la rupture des relations en 1967 avait été une erreur. L'URSS aspire à retrouver un rôle plus actif au Proche-Orient. Il lui faut donc entretenir un minimum de contacts avec l'État hébreu pour pouvoir participer à cette conférence internationale qu'elle propose depuis des années « à toutes les parties intéressées ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

M. Chirac promet une aide aux éleveurs



M. Jacques Chirac a annoncé, le 17 août, à Meymac (Corrèze) que les éleveurs recevraient une aide financière directe pour compenser les dépenses supplémentaires de céréales que la sécheresse leur oblige à effectuer pour nourrir leur bétail. Le ministre de l'Agriculture a, de son côté, déclaré que les 400 000 tonnes de céréales cédées à bas prix par la CEE seraient, en partie, données aux exploitants les plus touchés par la rareté du fourrage. Les mécanismes de fixation et de distribution de ces aides restent à préciser. Des réunions entre les organismes agricoles et les pouvoirs publics devraient arrêter le dispositif des aides avant la fin du mois d'août.

Au cours de sa visite à Meymac, M. Chirac a également précisé le sens de ses déclarations à un quotidien israélien sur la politique française au Proche-Orient.

(Lire nos informations pages 3 et 17.)

Refonte du régime des impôts aux États-Unis

M. Reagan a fait adopter sa réforme de la fiscalité

Le président Ronald Reagan a qualifié d'« historique » le compromis sur la fiscalité, intervenu à la fin de la session parlementaire, dans la nuit du 16 au 17 août. Cette profonde réforme, qui sera soumise au vote final du Congrès en septembre, met fin à quarante ans de confusion fiscale, et exempte d'impôt six millions d'Américains, grâce à une hausse des versements des sociétés.

WASHINGTON
correspondance

Après deux ans d'âpres débats et controverses, suivis d'intenses discussions à huis clos au sein de la commission réunissant des membres de la Chambre des représentants et du Sénat, l'accord s'est fait sur un projet de réforme fiscale. De sa résidence d'été de Santa-Barbara, le président Reagan a qualifié d'« historique » la décision, ajoutant que la réforme était bonne pour l'économie et les contribuables.

Si le Congrès, à la rentrée parlementaire de septembre, approuve le projet, le président Reagan aura marqué un point très important en assurant aux contribuables, comme il l'avait promis, une réduction d'impôt moyenne

de 6,1 %. Il aura ainsi tenu son engagement de promouvoir la réforme fiscale qui figurait en priorité dans son programme législatif.

Toutefois, les experts estiment que dix-sept millions d'Américains subiront une augmentation d'impôt en 1987, année de transition où cinq taux d'imposition seront en vigueur (actuellement, on en compte quinze, variant de 11 % à 50 %) en attendant l'introduction du nouveau système à deux taux, de 15 % et 28 %. En outre, si les compagnies de gaz et d'électricité, les promoteurs immobiliers et d'autres industries répercutent sur leurs clients l'augmentation de leurs taxes, le bénéfice de la réduction d'impôt sera pratiquement annulé pour un grand nombre de contribuables.

Il est vraisemblable que les deux Assemblées approuveront la décision prise par leurs représentants, mais non sans remous, dans la mesure où le projet de réforme s'écarte de ceux qu'elles avaient primitivement votés. Le conflit entre sénateurs et représentants pourrait sommairement se résumer ainsi : le Sénat, contrôlé par les républicains, se préoccupait de l'intérêt des sociétés et des entreprises, « moteur de l'économie » ; la Chambre, en majorité démocrate, entendait que les petits et surtout les moyens contribuables soient les premiers bénéficiaires de la réforme.

Or le projet définitif supprime ou restreint les déductions plus largement que la Chambre ne le souhaitait, mais il augmente l'impôt sur les sociétés au-delà de ce que le Sénat escomptait. Il faut donc s'attendre que la réforme sera mal accueillie et même vigoureusement critiquée par ceux qui estiment avoir payé trop cher le « compromis » intervenu.

Jusqu'à nouvel ordre, la déception est plus perceptible dans les rangs des sénateurs. Beaucoup s'étaient battus pour le maintien des concessions fiscales en faveur des industries dans leurs États respectifs, comme l'industrie pétrolière au Texas ou les compagnies aéronautiques dans le Missouri ou ailleurs.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 17.)

L'explosion d'une voiture à Toulon

Les quatre passagers ont été tués par la bombe qu'ils transportaient. Des tracts racistes ont été retrouvés sur place.

PAGE 20

CHRONIQUE DES ANNÉES 60

« Oui mais... » et « non mais... »

PAGE 6

L'audiovisuel et le Conseil constitutionnel

Les socialistes invoquent la défense du service public et le respect du pluralisme.

PAGE 7

La politique spatiale américaine

La privatisation des satellites commerciaux va renforcer l'influence des militaires sur la NASA.

PAGE 8

Succès des obligations en Chine

Un nouveau signe d'ouverture : les souscriptions se multiplient.

PAGE 18

Changement dans l'édition

M^{me} Françoise Verry quitte Gallimard pour Flammarion.

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve page 20

La formation des policiers et les « bavures »

Le tir et la loi

Paris, Fontenay-sous-Bois : à quelques semaines d'intervalle, deux policiers tirent sur deux fuyards, l'un à pied, l'autre à moto. Et les tuent. Or, dans leurs poches, le CRS Gilles Burgos et le gardien Eric Laignel ont théoriquement, depuis le début de l'année, un petit carnet bleu, bréviaire fort bien conçu de l'action policière quotidienne censé constituer leur documentation professionnelle. C'est le *Mémento du gardien de la paix*.

« Le policier et son arme » : les pages 32 à 35 développent cet axiome : « L'utilisation d'une arme à feu par un policier est un acte grave. » Et voici ce que chaque policier peut y lire : « Dans une action individuelle, vous ne pouvez utiliser votre arme que dans le cas de légitime défense de vous-même ou d'autrui. Pour être en état de légitime défense : il faut une agression injustifiée contre une personne (soi-même ou autrui), il faut une attaque

caractérisée et non une simple crainte d'une éventuelle violence. Il faut que cette attaque, cette menace soient actuelles ou imminentes entraînant la nécessité immédiate de se défendre. Lorsque le danger est passé, il n'y a plus légitime défense (fuyard). »

Il n'est nul besoin d'un grand savoir juridique pour saisir que, rotation du torse ou non, ébauche d'un geste menaçant ou non, les circonstances des morts de Loïc Lefebvre et de William Normand n'entrent pas dans ce cadre juridique. D'autant plus que le *Mémento* ajoute, avec une minutie très didactique : « Il faut que la défense soit proportionnée à l'attaque : l'usage de l'arme à feu suppose que l'attaque est portée avec un objet capable de procurer la mort ou des violences physiques graves, ou que la force déployée par l'agresseur est telle qu'elle ne peut être stoppée que par l'usage de l'arme. »

Telle est la loi, traduite ici, par la police elle-même, en consignes

simples. Elle n'est pas la même pour les gendarmes qui, eux, peuvent tirer, après sommation, sur un automobiliste ou un individu qui n'obéirait pas à leurs injonctions même s'il ne les menace pas. N'en déplaise à quelques maximalistes qui appellent de leurs vœux l'alignement du droit policier sur le droit gendarmique, il y a des raisons à cette inégalité.

Différence de terrain d'abord : la campagne n'est pas la ville, les situations y sont souvent plus claires, la connaissance du terrain plus exhaustive, les risques des balles perdues moindres. Différence d'institution surtout : la police n'est pas l'armée ; service public civil, elle ne relève pas du « métier des armes » et, partant, la formation au tir n'y a pas la même ampleur ni la même finalité extrême (la guerre).

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 8.)

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE DE JUILLET-AOÛT

NOTRE-DAME DE RONCHAMP • NOUVELLES VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

Débats

Les « tables de la loi » ne peuvent tout prévoir

Renforcer le fonds commun des permanences nationales

par LÉO HAMON (*)

Le respect même verbal de la Constitution serait-il au moins aussi difficile à tenir au pouvoir que dans l'opposition ? Les récents propos de M. Chalon ont obligé à se le demander. Le Conseil constitutionnel n'avait guère eu les faveurs du Parti socialiste, qui, dans l'opposition, fut pour lui généreux en appréciations péjoratives. Celui qui était alors le premier secrétaire du parti n'y manqua point pour sa part. Mais quand il fut devenu maître du pouvoir, en dehors de quelques airs de bravoure de MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe et de quelques ambiguïtés de parlementaires mineurs, on s'inclina devant les décisions de la haute instance rendues sur les réquisitions de ce qui était devenu l'opposition, l'opposition dont les diligences firent plus que doubler le nombre des saisines.

Bien plus ; on fit entrer dans le travail législatif la jurisprudence du Conseil constitutionnel, en ce sens que les auteurs des projets de loi et des amendements déposaient et rédigeaient leurs textes en tenant compte des principes posés, afin d'éviter la censure, qui se fut imposée à tous au terme de l'article 62 de la Constitution.

M. Chalon demande aujourd'hui que soient données à ce jargon de « tables de la loi ». Le ministre de la justice — et non de la loi — sait que l'action des juridictions, à la marche desquelles il doit pourvoir, va bien au-delà d'une application de la loi. Comme on l'explique depuis longtemps dans nos facultés à nos étudiants, ce n'est pas l'application de la loi mais l'indépendance du juge qui définit l'action de ce juge.

En font foi notamment la jurisprudence du Conseil d'Etat, construite moins à partir de textes que de grands arrêts — les revirements de jurisprudence, qui accordent l'interprétation des textes à l'évolution du sentiment public, — et ce qu'on appelle la jurisprudence gracieuse, par laquelle tous les jours les magistrats prennent, en vertu de leur pouvoir d'appréciation, des mesures telles que la garde d'enfant, la mise sous séquestre, etc., qui ont pour objet de créer des situations d'équité et non d'appliquer la loi.

Loin qu'il s'agisse ici d'une particularité du droit français, il est notoire que le droit anglais et le droit américain reposent, pour l'essentiel, non pas sur l'application des lois mais sur les précédents des juges tranchant des cas.

Pour le surplus, la Cour suprême des Etats-Unis à Washington ne puise pas moins son pouvoir dans la Déclaration des droits américains que le Conseil constitutionnel français dans nos préambules, ou le tribunal de Karlsruhe, en Allemagne, dans les principes généraux de la République fédérale d'Allemagne.

Il en est nécessairement ainsi car les principes énoncés en termes généraux par les déclarations requièrent pour être mis en œuvre dans la législation que dictent les besoins quotidiens une part notable d'appréciation ; le garde des sceaux doit bien le constater, il n'est pas de « table de la loi » qui puisse tout prévoir.

Sans doute peut-on réserver ce pouvoir d'appréciation au Parlement et refuser tout contrôle de constitutionnalité. Ce fut la solution de la III^e et même de la IV^e République. Mais elle reposait sur le dogme de la souveraineté parlementaire qu'a écarté la Constitution de 1958 au profit de la souveraineté nationale, le pouvoir du Parlement ne s'exerçant dès lors que dans le cadre de la Constitution, des procédures et des instances qu'elle prévoit.

Un principe gauliste essentiel

S'il est un principe gauliste essentiel, outre quelques autres, c'est bien celui-ci. Il a fondé notamment la compétence du Conseil constitutionnel pour assurer le respect par le Parlement de ses limites et du domaine propre du pouvoir réglementaire. Sans doute la haute instance s'est-elle, pendant les douze premières années, tenue principalement à la limitation des domaines législatif et réglementaire, sans se référer au préambule. Mais, après le départ du fondateur de la V^e République, c'est sous la présidence d'un gauliste comme Gaston Palewski que le Conseil décide en pleine conscience de l'innovation d'élargir la portée de son contrôle.

C'est en 1974, sous la présidence d'un autre gauliste, Roger Frey, qu'il met en œuvre (et peut-être inspire) l'extension de sa saisine mise à la portée de soixante parlementaires, pour donner toute sa portée pratique à l'élargissement réalisé quelques années plus tôt. (Cette révision constitutionnelle est votée par les parlementaires.)

A défaut, on ira même jusqu'à contester à certains témoins qui gênent la version policière leurs opinions politiques supposées, et à faire pression sur d'autres (les prostituées de la rue Mogador) pour qu'ils ne parlent pas.

La situation est bien dégradée pour qu'il soit aujourd'hui nécessaire de rappeler tout simplement que les policiers, souvent il est vrai dans des conditions difficiles, ont à arrêter les délinquants et non pas à les exécuter ; qu'il y a une différence entre le fait de tirer à hauteur des coudes d'un véhicule qui s'enfuit, et celui de tirer à hauteur des individus ; qu'avec des « antécédents judiciaires » ou sans (ce qui est impossible à savoir lors de l'intervention, et qui n'a rien à voir avec les modalités de celle-ci) tout individu a le droit de vivre. (...).

JEAN-PAUL JEAN, secrétaire général du syndicat de la magistrature.

Pour des armes soporifiques

Me sera-t-il permis, à propos de l'état des bavures, d'avancer ici une proposition ? Débile, sans doute, car comment expliquer sinon qu'un autre que moi ne l'ait suggérée plus tôt ? C'est entendu, il faut une police : l'état de notre société ne permet pas de s'en passer. Mais alors pourquoi ne pas faire usage de ces armes soporifiques avec lesquelles, dans les réserves, on tire sur le gros gibier ? Les projectiles sont surabundants et ça vous couche un paillard sur terre en moins de rien. Mais ça ne tue pas.

J. FINK.
(Paris.)

LES POUVOIRS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

« Le Monde » a ouvert, avec l'interview du garde des sceaux (9 août) et l'article d'Edgar Faure (13 août), un débat sur le rôle du Conseil constitutionnel qui ne paraît pas près de s'épuiser. Léo Hamon répond à Albin Chalon que la haute instance a le mérite de contenir les écarts possibles d'une majorité à l'autre. François Luchaire s'en prend à Edgar Faure et estime que la France ne peut renoncer aux garanties juridictionnelles des droits et des libertés de la personne humaine.

La double confusion d'un vrai théologien

Les récentes décisions de la haute instance témoignent d'une remarquable continuité

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

Le président Edgar Faure, avec tout le talent qui le caractérise, considère les membres du Conseil constitutionnel comme de « nouveaux théologiens ». Pourquoi ?

Parce que dans sa décision relative aux entreprises de presse, le Conseil avait « décidé qu'une loi de 1984 et une ordonnance de 1944 étaient inapplicables », sauf, car ensuite l'auteur rectifie son propos — si le texte est « remplacé par un autre qui permette d'aboutir au même résultat », c'est-à-dire à une garantie analogue à celle contenue dans le texte abrogé.

Il est parfaitement loisible à un parlementaire — qui par définition n'est pas membre du gouvernement — de critiquer une décision du Conseil constitutionnel ; encore faut-il qu'il l'ait bien lue. Or l'analyse du président Edgar Faure procède d'une double confusion.

1^o Que l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 ne puissent être abrogées sans être remplacées par des dispositions comprenant des garanties analogues, c'était la thèse des parlementaires qui avaient saisi le Conseil, mais non la décision de celui-ci. Le Conseil s'est opposé à cette abrogation pour une raison très simple et que sa décision expose très clairement : il a considéré que l'article d'abrogation (art. 21) n'était pas séparable de l'article 11 jugé contraire à la Constitution ; en effet, cet article (essentiel et très différent de ceux des anciens textes) disparaissant, le Conseil ne pouvait déterminer lui-même quels auraient été les articles anciens que le Parlement aurait abrogés ou maintenus s'il avait voté la loi sans cet article 11 ; il a donc laissé au Parlement le soin de réaliser cette dichotomie. Le président Edgar Faure a donc confondu la saisine et la décision.

2^o C'est dans une autre décision en date du 20 janvier 1984 que le Conseil s'était opposé à l'« abrogation totale » d'une loi « accordant des garanties non remplacées par des garanties équivalentes » ; or il s'agissait de la loi du 12 novembre 1968 relative à l'enseignement supérieur, mieux connue sous le nom de loi « Edgar Faure » ; en confondant ces deux décisions, ce dernier nous rappelle donc que c'est lui le vrai théologien puisqu'il a posé des principes dont le Conseil constitutionnel a refusé l'abrogation.

Droits et libertés

Il est surprenant de voir l'ancien président de l'Assemblée nationale se joindre à une campagne dirigée contre le Conseil constitutionnel et qui, suivant sa décision sur la presse écrite, précède celle qui est relative à la communication audiovisuelle.

Cette campagne elle-même entraîne trois observations. En premier lieu, ce qui est reproché au Conseil c'est l'application et l'interprétation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (1) et du préambule de la Constitution de 1946 auxquels se réfère le préambule de la Constitution de 1958.

Or il s'agit des droits et libertés de la personne humaine ; si l'on désire une protection constitutionnelle de ces droits ou libertés, il est évident que seul le Conseil constitutionnel peut assurer cette protection face au législateur.

En second lieu, ces droits et libertés font aujourd'hui l'objet d'une protection internationale ; supprimer la protection nationale serait donc multiplier les cas dans lesquels notre pays serait traîné devant des tribunaux internationaux ; mieux vaut balayer soi-même sa propre maison que d'en confier le soin à des voisins. C'est ce qu'ont compris tous les pays démocratiques (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Italie, etc.) où le juge constitutionnel s'est reconnu plus de pouvoirs que le Conseil constitutionnel français.

En troisième lieu, les récentes décisions du Conseil constitutionnel témoignent d'une remarquable continuité par rapport à celles qu'il a rendues pendant la précédente législature ; on ne peut se féliciter de sa jurisprudence quand la gauche est au pouvoir et lui demander de l'abandonner quand vient le tour de la droite.

La France s'est toujours considérée comme le pays de la liberté ; elle ne peut — seule parmi les autres pays démocratiques — renoncer aux garanties juridictionnelles des droits et libertés de la personne humaine.

(*) Président honoraire de l'université Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel.

(1) Le président Edgar Faure la date de 1791 ; ce n'est pas entièrement faux, car elle a été reproduite dans la Constitution de 1791.

Un saint, non un hérésiarque

Le président Edgar Faure, à propos du Conseil constitutionnel, se réfère à Pierre Damien, qu'il qualifie d'« hérésiarque ». Permettez-moi de rappeler à vos lecteurs que saint Pierre Damien, moine du mont Cassin, est un saint authentique (et un très remarquable écrivain). Si les thèses extrêmes de son traité sur la toute-puissance de Dieu ont été souvent érigées, il n'a pas été condamné pour « hérésie » encore que les théologiens aient admis en général que modifier le passé serait pour Dieu se contredire.

MAURICE DE GANDILLAC, professeur honoraire à la Sorbonne.

Une ombre au tableau

Le dessin fait-il encore partie de la culture ? Je lis, à la page 5 de votre journal du mardi 12 août ces propos qu'aurait tenus M. Léotard, ministre de la culture : « Le législateur légifère sous l'ombre portée du Conseil constitutionnel... si on l'ampute (le Parlement) de ses moyens de légiférer par une espèce d'ombre qu'on fait porter sur son travail, alors là on change un petit peu l'équilibre des institutions... »

N'y aurait-il pas une espèce d'ombre au tableau du ministre de la culture ? Car, sans l'ombre d'un doute, ce n'est pas l'« ombre portée » du Conseil constitutionnel qui fait de l'ombre au travail du Parlement, mais l'ombre « projetée » (...).

RAYMOND JOURDAN.
(Paris.)

« LA FAUTE DU PASTEUR CRUSE »

de René Cruse

L'Olympe sous les drapeaux

TITRE modeste si nous le comparons à l'énormité du crime : celui qui s'attaque au saint des saints ne vaut pas la corde pour le pendre. Un homme, René Cruse, souligne que l'offensive contre la raison d'Etat, l'indiscipline radicale, l'atteinte à l'ordre public, la blasphème, venant de très haut, d'une ernix d'esclaves rabellés. Le transgresseur des frontières les plus sacrées ne vaut pas les coups pour lui transpercer mains et pieds.

René Cruse voit notre société, dita sécularisée, remplie de dieux. Nos empires, le dollar et le prolétariat, possèdent chacun leur sanctuaire où se tient le dieu caché de la force d'équilibre cosmique. Les vicielles divinités reprennent du service dans la préparation d'une guerre des étoiles ou de la mer. Pluton, qui régnait sur les enfers, dirige les morts, est réquisitionné. Possédons aussi, le dieu marin. Le terrible, le redoutable sillonnent le fond des eaux. L'Union soviétique ne donne pas plus de nom à ses missiles qu'Israël à son Dieu. Pour désigner la salle de commandement du sous-sol élyséen,

notre pays, lui aussi muni d'un sanctuaire, choisit Jupiter, le dieu en chef. Tout l'Olympe est appelé sous les drapeaux. Bref, une armée de dieux qui se disaudent les uns les autres.

La logique d'une adhésion à Jésus-Christ, grand athée de toutes les idoles même dissimulées sans le vancabla Diau, conduit René Cruse au crime de lèse-majesté : déchirer la voile du Temple, violer le secret d'Etat et le secret bancaire, la militarisation sacrée, le sacre de l'arme absolue. Avec des réserves sur une méconnaissance du rôle de la maternité virgine (l'inconcevable, l'humain fraternel est conçu), je n'exprime qu'un seul regret : pourquoi diable réduire le délit d'un combat d'humanité à la faute d'un pasteur ? René Cruse est en unanimité d'antithéisme. La plus belle des chefs d'accusation. Adversaire irréductible du gouvernement de la mort. C'est sa faute, sa foi.

JEAN CARDONNEL

★ René Cruse, *La Faute du pasteur Cruse*, préface de Jean Ziegler, Le monde libre veut-il la guerre ? (Les lettres libres, 201 p., 75 F.).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Imprimé :

« Le Monde »

7, rue de la Harpe

PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 OA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 456 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ;

Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 9 kr. ;

Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Israël, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 1.400 L. ;

Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 pes. ; Roumanie, 336 F CFA ;

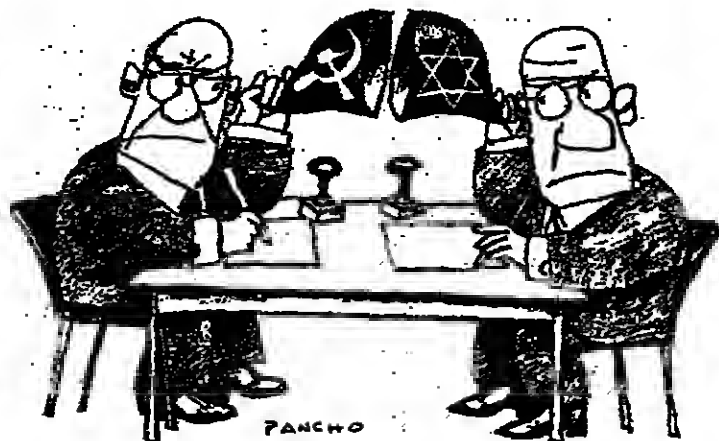
Suisse, 9 fr. ; Suède, 1,80 kr. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Les conversations israélo-soviétiques à Helsinki

Jérusalem souhaite aborder le sort des juifs d'URSS

JÉRUSALEM
De notre correspondant

« Le géant soviétique possède un pied immense ; on pourrait donc dire que, dans un tel pied, le pas qu'il fait en direction d'Israël est nettement plus petit que ceux qu'il effectue généralement ». Cette formule du premier ministre, M. Shimon Pérès, traduit parfaitement l'extrême prudence des Israéliens à l'égard de la rencontre d'Helsinki. Pour reprendre une autre petite phrase de M. Pérès : « Cette rencontre recèle un potentiel mais non pas une certitude », ou, plus exactement, la seule certitude c'est que l'URSS a l'intention d'aborder à Helsinki des questions consulaires liées aux biens de l'Eglise orthodoxe russe en Israël. Le reste — c'est-à-dire les perspectives d'un véritable dégel avec le bloc soviétique — relève du domaine des « signes », que l'on se refuse ici à interpréter de manière définitive, même si l'on reconnaît que ces « signes » se multiplient : ouverture prochaine d'une représentation officielle polonaise à Tel-Aviv ; invitation à Sofia de M^{me} Shamir, la femme du ministre des affaires étrangères, qui est elle-même d'origine bulgare ; accroissement des échanges commerciaux et touristiques avec la Hongrie...



PANCHO

t-elle pas, d'emblée, de torpiller le dialogue israélo-soviétique ? Une large controverse s'est engagée autour de ces questions. Dès l'annonce de la rencontre d'Helsinki, il y a deux semaines, les organisations de soutien aux juifs soviétiques se sont mobilisées. Elles ont déclenché une campagne, dont Anatoli Tchicharanski s'est fait le porte-parole. Après sa libération des camps soviétiques en février dernier et son installation en Israël, le célèbre dissident juif avait fait savoir qu'il consacrerait son énergie à la lutte en faveur de ses frères restés en URSS. Le rendez-vous d'Helsinki a permis à Anatoli Tchicharanski de passer résolument à l'action. Il a pris la tête de manifestations et multiplié les déclarations à la presse.

Dans un article publié vendredi 15 août en première page du *Jérusalem Post*, Anatoli Tchicharanski a plaidé longuement en faveur de l'établissement d'un « lien » entre les questions consulaires et le problème des juifs soviétiques. Il cite le chiffre de quatre cent mille juifs qui ont présenté des demandes de visa pour Israël. « A Helsinki, écrit-il, Israël doit exiger que l'URSS reconnaisse leur droit à la libre émigrati-

on, comme condition préalable à la poursuite des discussions. » Le gouvernement de M. Pérès s'est-il laissé influencer par cette campagne de presse et o'a-t-il pas ainsi adopté une position qui entrave les chances d'un rapprochement avec Moscou ? Certaines personnalités ne sont pas loin de le penser.

L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, aujourd'hui président de la commission des affaires étrangères au Parlement, affirme qu'« Israël risque d'obtenir des résultats contraires à ceux escomptés, en établissant un lien entre la rencontre d'Helsinki et le problème des juifs soviétiques ». Et un chroniqueur du quotidien *Haaretz* écrit que « chacun doit connaître sa place sur l'échiquier international : Israël n'est pas en mesure de passer des conditions à une grande puissance comme l'URSS ».

Officiellement, on souligne qu'il n'est pas question à Helsinki d'essayer d'imposer des conditions aux Soviétiques. Cependant, explique-t-on, l'ordre du jour n'a pas été fixé et il est évident qu'Israël se réserve le droit d'évoquer des sujets tels que la situation des juifs soviétiques, le sort des « refusés » ou la propagande anti-israélienne en URSS. Toutefois, il ne s'agit nullement d'un ultimatum lancé à Moscou. La délégation israélienne à Helsinki, affirme-t-on, laissera la porte ouverte à la poursuite du dialogue.

(Interim.)

Premières consultations depuis dix-neuf ans

(Suite de la première page.)

On en est encore loin puisque Israël pose, comme condition préalable, la reprise des relations diplomatiques. Moscou, de son côté, affirme que celle-ci n'est possible que si Israël évacue les territoires occupés depuis 1967.

La délégation israélienne est décidée à soulever en priorité la question de l'émigration des juifs soviétiques. Ils n'ont été que trente et un à pouvoir partir en juillet, le chiffre le plus bas depuis onze mois. Le bilan de 1985 est de 1 140 sorties, contre 51 320 en 1979, l'année où les départs ont

été les plus nombreux. Les Soviétiques n'ignorent pas qu'ils seront confrontés à cette question, mais n'ont pas pour autant annulé la rencontre d'Helsinki. La thèse officielle est qu'il s'agit d'un problème intérieur soviétique.

Ce sujet « est hors de l'ordre du jour décidé d'un commun accord », affirmait, le 12 août, M. Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. En attendant, les locaux de l'ancienne ambassade d'Israël à Moscou sont sous scellés, et l'Etat hébreu continue de payer le loyer...

DOMINIQUE DHOMBRES.

La publication des déclarations de M. Chirac dans un journal israélien

« La position de la France sur le problème palestinien n'est pas à géométrie variable » affirme le premier ministre

« Tout le monde connaît la position de la France sur le problème palestinien. Elle n'est pas à géométrie variable et tout le monde connaît mes propres positions », a déclaré, dimanche 17 août, M. Jacques Chirac. Répondant brièvement aux questions de la presse sur les propos qui lui ont été prêtés vendredi dernier par le journal israélien *Yediot Aharonot* (le *Monde* daté 17-18 août), le premier ministre a réaffirmé, comme l'avait fait Mitterrand dans un communiqué le 15 août, qu'il n'avait pas donné d'interview à ce journal. Le *Yediot* attribuait au premier ministre français des propos affirmant qu'il n'était pas favorable à la création d'un Etat palestinien. Interrogé à ce sujet, il s'est borné à répondre : « Je dirais non à un Etat corréen, malgré mes très fortes racines ».

M. Chirac a expliqué qu'il avait rencontré le 8 août un journaliste israélien, M. Ben Porot, à sa demande, au sujet d'un livre qu'il écrivait. J'ai été extraordinairement surpris de voir ressortir cette interview que je n'avais pas donnée », a-t-il précisé.

A la question de savoir si la publication de l'article dans le *Yediot Aharonot* pouvait altérer les relations entre la France et les pays arabes, M. Chirac a répondu : « J'ai vu un certain nombre d'articles de presse dans les journaux arabes qui, dès le lendemain, faisaient sur tout état du fait que j'avais démenti avoir donné une interview ».

La Ligue arabe : « un coup monté »

Jusqu'à présent, l'article du *Yediot Aharonot* n'a suscité pratiquement aucune réaction officielle dans le monde arabe, notamment de la part de l'O.L.P. A Paris, le représentant de la Ligue arabe, M. Haroudi Essid, a relevé que, si les propos prêtés par le journal au premier ministre étaient confirmés, ils constitueraient évidemment un recul grave par rapport à la ligne imprimée par le général de Gaulle à la politique de la France au Moyen-Orient et jamais démentie depuis. Dans un communiqué, il estime que ces « déclarations ne manqueront pas de provoquer une réaction légi-

time dans le monde arabe, et en particulier de la part de l'O.L.P. ». M. Essid déclare encore qu'il « persiste à croire que le premier ministre n'a pu se démarquer si nettement de la ligne d'équilibre que la France s'efforce depuis plus de vingt ans de maintenir au Moyen-Orient ». « J'ai tout lieu de croire, poursuit-il, qu'il s'agit d'un coup monté par les Israéliens contre la cohabitation en France et contre les relations traditionnelles d'amitié entre la France et le monde arabe ».

France-Palestine : « vive inquiétude »

L'Association France-Palestine a fait part, de son côté, de sa « plus vive inquiétude » après les propos de M. Chirac, qui, dit-elle, « rompent avec la politique de Charles de Gaulle au Proche-Orient » et avec les résolutions des Nations unies. L'Association de solidarité franco-arabe, que préside M. Lucien Bitterlin, a également critiqué les propos de M. Chirac.

En revanche, ceux-ci ont été bien accueillis dans le *Yediot Aharonot* où le porte-parole de la présidence du conseil, M. Ouri Savir, a notamment déclaré : « Ces affirmations sont une preuve supplémentaire des sentiments d'amitié du premier ministre français à l'égard d'Israël ; sentiments qui permettent d'espérer une nouvelle amélioration des relations entre Paris et Jérusalem ».

« Les relations entre Israël et Pétroliers. — Des négociations menées ces derniers jours à Protoria entre une délégation du ministère israélien des finances et des représentants sud-africains ont abouti à la reconduction de toute une série d'accords commerciaux entre les deux pays, à-t-on appris dimanche 17 août de source autorisée à Jérusalem. Les accords portent sur les investissements sud-africains en Israël, qui pourront atteindre le même montant que l'année précédente (100 millions de dollars). Ils concernent également la vente de charbon sud-africain à Israël et les droits de pêche israéliens dans les eaux territoriales sud-africaines. — (AFP.)

SOUDAN

Un avion civil abattu par les rebelles du Sud

Un avion civil de la compagnie aérienne Soudan Airways, avec cinquante-sept passagers et les membres d'équipage à son bord, a été abattu, samedi 16 août, près de la ville de Malakal (est du pays) par les rebelles soudanais. Selon l'agence de presse officielle SUNA, les forces sudistes rebelles du colonel John Garang ont utilisé un missile SAM-7 pour abattre l'appareil, un Fokker Friendship, qui assurait la liaison régulière entre Malakal et Khartoum. L'incident a eu lieu samedi matin immédiatement après le décollage de l'avion de l'aéroport de Malakal.

Le syndicat du personnel des Soudan Airways a déclaré une grève de trois jours « jusqu'à ce que les circonstances de l'incident soient éclaircies et les responsabilités établies ». Dans un communiqué, le syndicat a annoncé qu'« aucun vol ne sera plus assuré sur les destinations dangereuses jusqu'à ce que la sécurité des personnes et des biens publics soit assurée ».

L'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), branche armée du mouvement des rebelles du sud du Soudan, avait annoncé, samedi, sur les ondes de sa radio, qu'elle

abattrait systématiquement tous les avions, civils et militaires, qui survoleraient les territoires qu'elle contrôle au Soudan. Le responsable militaire de l'APLS pour la région du Haut-Nil, le commandant Lam Akol Ajawin, a déclaré, dimanche à Addis-Abebe, que ses hommes abattraient tous les appareils qui survoleraient la zone, dans la mesure où la distinction entre appareils militaires et civils était impossible à faire et qu'un récent accord entre le premier ministre soudanais Sadek El Mahdi et « un pays étranger » prévoyait la mise en place d'un pont aérien destiné à acheminer des armes aux troupes gouvernementales assiégées dans le sud du Soudan.

Le commandant Lam Akol Ajawin n'a pas cité le « pays étranger » en question, mais il a précisé que le premier ministre soudanais s'y était rendu le 8 de ce mois. M. El Mahdi se trouvait en Libye, où il a notamment rencontré le colonel Kadhafi. Le commandant Lam Akol a accusé une nouvelle fois les autorités soudanaises de dérouter l'aide alimentaire destinée aux réfugiés pour la réserver aux soldats assiégés. — (AFP.)

DJIBOUTI

Un avion civil intercepté par la chasse sud-yéménite

Djibouti (AFP). — Djibouti a interrompu, dimanche 17 août, toutes les liaisons aériennes et maritimes avec le Yémen du Sud à la suite de l'interception, samedi après-midi, par la chasse sud-yéménite d'un avion de la compagnie nationale aérienne Air-Djibouti. L'appareil assurait la liaison entre Sanaa, la capitale du Yémen du Nord, et Djibouti. Le ministre djiboutien des affaires étrangères, M. Moumin Bahdon Farah, a qualifié dimanche cette interception d'« acte inacceptable ».

L'appareil, un Boeing-720, a été détourné en fin de matinée par deux Mig de la chasse sud-yéménite et contraint de se poser sur l'aéroport d'Aden. Les cinquante-neuf passagers ont été obligés de descendre de l'avion qui a été fouillé par des militaires armés.

Les farces de sécurité sud-yéménites recherchaient des opposants politiques partisans de l'ancien président Ali Nasser Mohamoud, renversé en janvier dernier à l'issue de plusieurs jours d'affrontements sanglants. De fait, un opposant politique à l'actuel régime sud-yéménite, habitué à faire régulièrement des déplacements de courte durée entre Addis-Abebe et Sanaa via Djibouti, M. Houssein Kasseb Ahmed, se trouvait à bord de l'appareil. Il a pu rejoindre Djibouti avec les autres passagers.

Le commandant de bord, de nationalité éthiopienne, a refusé de redécoller sans l'ensemble de ses passagers, et le Boeing-720 est finalement arrivé peu après 19 heures GMT à Djibouti.

IRAN

Treize tués dans l'attentat à la voiture piégée à Qom

Treize personnes ont été tuées dans l'attentat à la voiture piégée qui a eu lieu, samedi 16 août, dans la ville sainte de Qom, dans le centre de l'Iran, a indiqué la radio iranienne. La voiture a explosé devant l'une des entrées du sanctuaire autour duquel est bâtie la ville. La déflagration a endommagé une dizaine de bâtiments et plusieurs voitures. La radio a rejeté la responsabilité de l'attentat sur « des agents de l'impérialisme et des Etats-Unis », soulignant qu'il s'agit d'un acte de terrorisme et que la population se mobilise pour combattre sur le front de guerre avec l'Irak.

Selon un communiqué de l'état-major iranien, le week-end a été marqué par un nouveau bombardement par l'artillerie iranienne du grand port du sud de l'Irak, Bassorah, faisant deux tués et quatre blessés parmi la population civile. Depuis la fin juillet, Bassorah essuie presque quotidiennement des tirs de l'artillerie à longue portée iranienne, qui ont déjà fait trente-huit victimes — tués et blessés — selon les communiqués iraniens.

L'état-major iranien a assuré, pour sa part, que deux chasseurs iraniens, dont un Mirage F-1, avaient été abattus samedi par la DCA iranienne alors qu'ils effectuaient un

bombardement dans le sud-ouest de l'Irak.

A Londres, la compagnie d'assurance Lloyd's a annoncé qu'un navire battant pavillon panaméen, le *Weekend* numéro 3, transportant des produits chimiques, était en feu dans le Golfe après avoir fait l'objet d'une attaque aérienne. Deux marins ont été tués et trois autres blessés au cours de cette attaque dont les Lloyd's n'indiquent pas si elle a été le fait de l'aviation iranienne ou de celle de l'Irak.

Le premier ministre iranien, M. Mir Houssein Moossavi, a assuré, dimanche, que son pays maintiendrait le niveau de ses exportations pétrolières, en dépit du bombardement iranien, la semaine dernière, contre le terminal de l'île de Sirri, dans le sud du Golfe. « Quelques heures après le raid contre Sirri », a-t-il dit, l'Iran a commencé à exporter du pétrole à partir d'un autre lieu et a réussi à maintenir le niveau de ses exportations. « Il n'a pas présumé quel était ce « autre lieu », mais selon les milieux maritimes du Golfe, il pourrait s'agir de l'île de Larak — à l'est de Sirri — où mouillent désormais les six pétroliers-réservoirs de la flotte iranienne qui se trouvaient auparavant à Sirri. — (AFP, Reuter.)

LIBAN

Echange de tirs sur la ligne de démarcation à Beyrouth

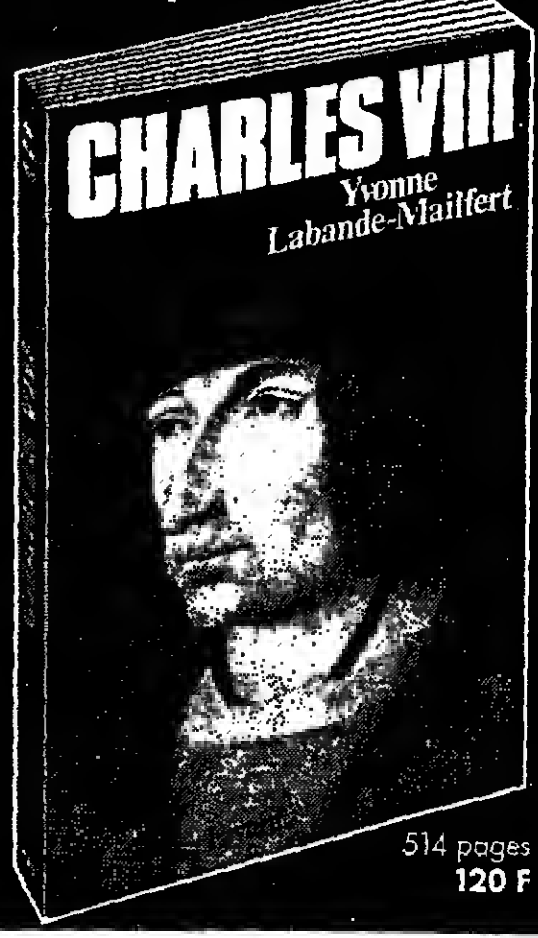
Des tirs de mortier, de roquettes antichars (RPG) et d'armes automatiques ont eu lieu, dimanche 17 août, dans la soirée, sur la ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs chrétiens et musulmans de Beyrouth. Des obus ont atteint les zones résidentielles proches de la ligne de démarcation, notamment les quartiers musulmans de Ras-el-Nabeh et Noueiri, selon le mouvement chrétien Amal. Les régions périphériques du quartier chrétien d'Achrafieh et la route côtière au nord de la capitale libanaise, qui relie Beyrouth-Est au cœur du pays chrétien, ont également été bombardées, selon un communiqué des Forces libanaises (FL, milices chrétiennes unifiées).

Au Liban du Sud, un couple a été tué et ses trois enfants blessés lors de bombardements intermittents, samedi, de l'Armée du Liban du Sud (A.L.S., milice créée et financée par Israël) contre le village chrétien de Jbea, a indiqué la police.

Enfin, le chef de la milice chrétienne, M. Samir Geagea, a réaffirmé, samedi, que les troupes chrétiennes n'entreraient pas à Beyrouth-Est, le secteur chrétien de la capitale. « Toutes les rumeurs sur l'entrée des Syriens dans le secteur sont infondées », a-t-il dit dans une interview à la radio Voix du Liban, en réponse à une déclaration récente du ministre syrien de la défense, le général Hafez, qui assurait que le plan de sécurité syrien serait étendu à tous les secteurs de la capitale. — (AFP, Reuter.)

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

On l'a prétendu borné, capricieux, dépourvu de maturité politique. Pourtant, la façon dont il obtint le rattachement de la Bretagne à la France fut un chef-d'œuvre d'habileté et de tact, et les divers traités qu'il a signés avec les Grands assurèrent la paix intérieure au royaume.



514 pages
120 F

Europe

Selon le quotidien ouest-allemand « Bild »

Des tractations seraient en cours entre les deux États allemands à propos des réfugiés

Le chancelier Helmut Kohl a de nouveau déclaré, dimanche 17 août, sur la chaîne de télévision ZDF, qu'il jugeait « insupportable » l'afflux de réfugiés du tiers-monde en République fédérale et à Berlin-Ouest. Le même jour, dans un long commentaire de l'organe du PC est-allemand, *Neues Deutschland*, la RDA a réitéré son refus d'interdire le transit par son territoire à ces réfugiés. La moitié environ des demandeurs d'asile en RFA arrivent par des vols d'Interflug, la compagnie aérienne est-allemande, à Berlin-Est, et de là se rendent à Berlin-Ouest ou à la frontière de la RFA, où ils déposent leur demande d'asile.

Selon le quotidien ouest-allemand *Bild*, des pourparlers se déroulent cependant entre les deux gouvernements. Le quotidien affirme que Bonn envisage d'accorder une somme de 1,5 milliard de marks à la RDA pour obtenir sa coopération à ce sujet. Le gouvernement fédéral a démenti. En juillet 1985, un arrangement avait été conclu entre les deux États allemands au sujet des réfugiés : Berlin-Est s'était engagé à ne plus vendre de billets d'avion sur les vols d'Interflug aux ressortissants sri-lankais non munis d'un visa délivré par une ambassade occidentale à Colombo.

L'odyssée des Tamouls

D'autre part, les cent cinquante-cinq réfugiés tamouls retrouvés le 11 août sur des embarcations dérivant au large de Terre-Neuve ont reconnu être partis de RFA et non d'Irlande, comme ils l'avaient d'abord affirmé. Ils ont présenté leurs excuses pour avoir menti. Lors d'une conférence de presse donnée samedi à Montréal, ils ont expliqué que des pressions avaient été exercées sur eux afin qu'ils ne divulguent ni leur point de départ ni le nom de ceux qui avaient organisé leur traversée. Tous avaient passé plusieurs mois — certains plusieurs années — en RFA avant d'entreprendre ce voyage dans le but de trouver, ont-ils dit, un lieu où ils pourraient s'installer de façon permanente.

Ils ont raconté que, venant de différents endroits de République féd-

rale, ils avaient été conduits jusqu'au navire après avoir versé une somme voisine de 2 500 dollars à un Sri-Lankais du nom de Ranan. La plupart ont voyagé dans la cale du navire et ont vu le commandant qu'au moment de la descente à bord des canots de sauvetage. Le chef de la police de Hambourg avait révélé vendredi que le capitaine et propriétaire du caboteur *L'Arigae*, M. Wolfgang Bindel, était soupçonné d'avoir assuré le transport clandestin des réfugiés et d'avoir touché pour ces services 700 000 marks (environ 2 100 000 F). M. Bindel, actuellement en mer, a démenti et ajouté qu'il rentrait en RFA pour répondre aux accusations portées contre lui.

Deux « passeurs » écroués en France

Le premier ministre canadien, M. Mulroney, a de nouveau promis dimanche aux cent cinquante-cinq Tamouls qu'ils ne seraient pas expulsés du Canada. « Ce n'est pas la présence de cent cinquante-cinq êtres humains terrorisés, en quête de liberté, qui compromettrait la

politique canadienne en matière d'immigration », a-t-il déclaré. — (AFP, Reuter.)

Deux « passeurs » tamouls, de nationalité sri-lankaise, ont été incarcérés à Thionville (Moselle), à la demande de M. Jérôme Dié, juge d'instruction. Les deux hommes, dont la justice s'est refusée à dévoiler l'identité, avaient forcé un poste-frontière franco-luxembourgeois, samedi 16 août, à 4 heures, à bord de deux voitures. Venant de République fédérale, ils projetaient d'acheminer en France une douzaine de Sri-Lankais, tamouls comme eux. Les passagers ont été renoués vers la RFA.

Les deux passeurs ont été inculpés de refus d'obtempérer, d'entrée irrégulière en France et d'aide directe à l'immigration. L'un d'eux est un résident : il avait été condamné à une peine d'emprisonnement avec sursis pour des faits identiques il y a quelques mois. Les deux passeurs avaient demandé récemment le statut de réfugié politique en République fédérale. L'un l'avait obtenu. La demande du second est en cours d'examen.

(Publicité)

Managua, le 2 août 1986

Monsieur le Président,

C'est avec une peine profonde que nous avons reçu la nouvelle de la mort de nos amis Joël, Ivan, Bernd, Mario et William.

Ivan Leyras (Suisse) participait à la construction de logements pour les populations déplacées des zones de guerre, projet financé par « Entraide ouvrière suisse ».

Bernd Koberstein (RFA) s'occupait de l'installation d'un réseau d'eau potable à Wivil et à Jinotega. Il était membre fondateur d'une association d'amitié avec le Nicaragua, créée après l'assassinat en 1983 du médecin allemand Tony Pfau.

Joël Fleux, né à Lons-le-Saunier (France) en 1958, naturalisé nicaraguayen depuis janvier 1986, avait fait sien le projet d'améliorer les conditions de la communauté entre les paysans de cette région afin de rompre l'isolement ancestral et d'aider à la construction d'une véritable démocratie. Il travaillait à l'imprimerie du Front sandiniste de libération nationale de Matagalpa. Il était père d'un petit garçon d'un an.

Mario Acevedo, nicaraguayen, était délégué gouvernemental de la zone de Wivil ; sa femme attend un enfant.

William Blandon, nicaraguayen, travaillait au siège local du FSLN de Wivil.

Ils circulaient dans une camionnette civile lors d'une de leurs tournées de travail de routine quand ils sont tombés le 28 juillet dans une embuscade montée par les « Paladins de la liberté ». Ils sont morts sous les balles et les projectiles de bazookas fournis ou financés par l'administration nord-américaine.

Tous étaient civils et participaient d'une façon exemplaire à des projets de vie et de développement au bénéfice des populations locales. Tous étaient porteurs d'amour et de générosité. Ils éloignent la douleur profonde manifestée par les paysans de Wivil et de la région de Matagalpa lors de leur enterrement.

Ce ne sont pas les premières victimes des mercenaires de M. Reagan. En quatre ans d'agression, plus de 14 000 personnes, dont l'énorme majorité sont des civils, ont été victimes de la politique du gouvernement des États-Unis. À l'échelle de la population française, cela représenterait pratiquement 300 000 personnes. Ce ne seront malheureusement pas, non plus, les dernières : dès le lendemain de leur assassinat, trouvaient la mort dans une embuscade similaire un vieillard de soixante-quinze ans, une mère de famille et trois enfants...

Le porte-parole du Département d'État des États-Unis affirme que « les étrangers qui travaillent dans ce pays sont poussés par les autorités sandinistes à voyager et à résider dans des zones de combat ». Nous tenons à vous affirmer, Monsieur le Président, qu'aucune espèce de pression — nous répétons, aucune espèce de pression — n'a jamais été subie par aucun d'entre nous, et que nous n'en avons jamais entendu parler. Bien au contraire, nous pouvons témoigner du soutien des autorités nicaraguayennes de garantir notre sécurité pour que notre travail technique et humanitaire se déroule dans les meilleures conditions.

Nous sommes fiers et heureux de participer à l'expérience, exemplaire en Amérique latine, d'un petit pays qui cherche à sortir du sous-développement, tout en se garantissant les moyens de son indépendance économique et politique.

En tant que Français, nous sommes conscients que nos actions entrent dans la ligne de la défense de la démocratie et du respect des libertés qu'il a été celle de la France depuis des décennies, et ce, que nous soyons ou non intégrés officiellement à la coopération française.

Le Tribunal international de La Haye a récemment condamné le gouvernement des États-Unis pour ses activités militaires et para-militaires contre le Nicaragua, activités dont notre ami Joël n'est qu'un des innombrables victimes. Quand nous avons appris l'assassinat de la France au vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur une résolution demandant l'application de ce jugement, nous avons éprouvé, Monsieur le Président, un profond sentiment de honte.

Nous sommes témoins de l'incapacité volontaire de paix du peuple nicaraguayen et de son gouvernement, le seul de la région à avoir approuvé le projet de traité de Contadora sur le désarmement progressif et le retrait des conseillers militaires étrangers en Amérique centrale.

Nous sommes témoins des tentatives contre la population civile, des sabotages contre les infrastructures économiques et sociales. Qu'est-ce que tout cela sinon des actes de terrorisme, de la part des mercenaires financés par les millions de dollars de la Maison Blanche ? Peut-on rester muets devant la perfide agression dont est victime le Nicaragua ?

Comment la France peut-elle s'abstenir d'exiger l'application de ce jugement ? Le respect du droit et de la justice internationale n'est-il pas une condition élémentaire pour éviter que les différends entre les pays ne se règlent par la guerre ?

Nous croyons, Monsieur le Président, qu'il y a des grands principes sur lesquels on ne peut pas revenir. Cette image de la France, championne des libertés et de la démocratie, est la propriété de tous les Français. Il y a cent ans, la France faisait don de la statue de la Liberté aux États-Unis. Il y a quatre ans, vous défendiez cette même image de la France à Cancun. Il est de ces images qu'on ne peut accepter de ternir.

Nous savons que, d'une part en tant que président des Français, et d'autre part en tant que socialiste, vous nous comprenez. Quand à nous, la circonstance de la mort de Joël et de nos amis nous interdit de nous taire. Leur enthousiasme, leur générosité et leur exemple, que nous suivrons, resteront vivants dans nos mémoires.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'agir :
— Pour que la voix de la France se fasse entendre dans le sens de la paix en Amérique centrale ;
— Pour que la France mène campagne pour le respect du droit international ;
— Pour que la France soutienne le verdict du tribunal de La Haye, et réaffirme son appui au groupe de Contadora ;
— Pour que notre pays maintienne et augmente sa coopération avec le Nicaragua, et sa présence pour le développement et la paix dans la région.

Nous voulons que les Français connaissent nos demandes et nous souhaitons qu'ils les appuient. Veuillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

LISTE DES SIGNATAIRES DE L'APPEL

ALEXANDRE Claire, infirmière ; ALGROS Étienne, professeur ; BOULESCO Nathalie, microbiologiste ; BOULAND Bernard, prêtre ; CAPIETTO François, ingénieur ; CHARBONNEAU Michèle, infirmière ; COLIN Marie-Odette, Sciences Po ; COLOMBINI Christine, infirmière ; COUTURIER Françoise, traductrice ; CRIQUILLON Anne, économiste ; DE SOLAN Hervé, professeur ; DEJOUR Dominique, médecin ; DEVE Frédéric, ingénieur ; DOLIGÉZ François, ingénieur ; DULCERY David, ingénieur ; DULCERY Sylvie, psychologue ; DUMAZERT Patrick, ingénieur ; ENET Françoise, traductrice ; FAURE Michèle, professeur ; FINE Colette, dessinatrice ; FOUILLEUL Corine, assistante sociale ; GAURIN Franck, archéologue ; GOURDON Claude, religieuse ; GRANGER Corinne, couturière ; GRÉMY Isabelle, médecin épistémologiste ; JOYEUX Art, ingénieur ; LEVARD Laureat, ingénieur ; CHANDE Michel, programmeur ; LOISEAU Étienne, religieux ; MALDIDIER Christophe, ingénieur ; MARCHAND Benoît, médecin ; MERLET Michel, ingénieur ; MILLEMAN Josiane, institutrice ; MOINE Nelly, stagiaire ; MONTANINI Antonella, kinésithérapeute ; NABAR IRANU Mire, ingénieur ; PAQUET Pierre, économiste ; PÉRIGAUD Marie-Hélène, assistante sociale ; PESCHE Denis, ingénieur ; PRAT Christian, pédagogue ; PRATT Frédéric, ingénieur ; RIGAT Dominique, archéologue ; ROBIN Sylvie, ingénieur ; SILBERMAN Jean-Hugues, ingénieur ; SILVENTE Marie-Noëlle, infirmière ; VILLA Christine, ingénieur.

Votre aide sera la bienvenue.

FRANÇAIS AU NICARAGUA, 49, rue de la Glacière, PARIS.

URSS : le renouvellement des générations

M. Zakharov, spécialiste de l'agitprop, devient ministre de la culture

MOSCOU de notre correspondant

Un économiste remplace un chimiste à la tête du ministère de la culture. Les traditions sont respectées avec la nomination, samedi 16 août, de M. Vassili Zakharov au poste occupé pendant douze ans par M. Demitchev. Dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas une quelconque illustration acquise dans un domaine artistique qui justifie une telle promotion, mais de solides états de service dans l'agitprop. M. Demitchev avait été, dans les années 60, chef de la commission à l'idéologie du comité central. M. Zakharov a été chef du service d'agitprop et de propagande de la région de Leningrad et était depuis 1983 chef adjoint de la section de propagande du comité central.

La seule anomalie est le délai de presque deux mois entre le départ de M. Demitchev et la nomination de M. Zakharov. Aucune explication satisfaisante n'a été avancée jusqu'ici. Une commission de qua-

rante membres a été désignée le 7 août dernier pour la mise en place ultérieure d'un Fonds de la culture. Présidé par M. Demitchev, cette commission comprend notamment M. Zakharov et M. Raissa Gorbatchev. La rumeur avait couru à Moscou que l'épouse du secrétaire général souhaitait devenir elle-même ministre de la culture, mais se heurtait à des résistances, ce qui retardait la nomination d'un nouveau titulaire.

La désignation de M. Zakharov est conforme au mouvement de renouvellement des générations qui caractérise l'ère Gorbatchev. L'intéressé est en effet âgé de cinquante-deux ans alors que son prédécesseur en avait soixante-huit. Rien dans sa carrière ne permet de supposer qu'il soit partisan d'une quelconque libéralisation en matière culturelle. Il est presque inconnu des milieux intellectuels et artistiques de Moscou. Docteur en sciences économiques de l'université de Leningrad, M. Zakharov a d'abord enseigné cette discipline à l'institut polytechnique de Tomsk, en Sibérie, puis à l'institut de technologie de Leningrad. Permanent du parti depuis 1973, il a connu une ascension rapide en se spécialisant, comme on l'a vu, dans l'agitprop. Il était depuis janvier deuxième secrétaire du comité du parti pour la ville de Moscou et est entré au comité central en mars dernier, lors du XXVII^e congrès du parti.

Des rues retrouvent leurs anciens noms

Faut-il voir la marque de M. Zakharov dans la décision annoncée au cours du week-end d'un retour partiel aux noms de lieux traditionnels à Moscou ? La *Pravda* de Moscou a publié l'information dimanche en première page. Le quotidien constate que « les noms de rues et de places racontent l'histoire de notre vieille ville » et « sont devenus une partie de notre culture nationale ». La *Pravda* de Moscou estime que certains d'entre eux ont été changés « pas toujours d'une façon bien réfléchie ». Une commission

municipale a été chargée d'établir une liste de noms historiques qu'il ne sera plus possible de modifier à l'avenir. Trois « retours en arrière » sont, d'autre part, décidés. La « rue des Constructeurs-du-Métro » redevient la « rue des Tisserands ». Enfin, la station de métro Lermontov s'appellera « Belle-Porte », non par lequel le site sur lequel elle a été construite a toujours été désigné.

D. Dh.

● Nouveau ministre de l'industrie chimique. — M. Youri Bessalov, quarante-sept ans, a été nommé ministre de l'industrie chimique de l'URSS, en remplacement de M. Vladimir Listov, qui occupait ce poste depuis novembre 1980, a annoncé, dimanche 17 août, l'agence Tass.

Le départ de M. Listov, cinquante-cinq ans, affecté à d'autres fonctions, n'est pas précisé, apparaît aux observateurs comme un limogeage, l'ancien ministre ayant été critiqué dans une résolution du comité central du PC et du gouvernement publiée le 6 août par la *Pravda*. Il lui était reproché d'avoir mal assuré l'approvisionnement des soviétozes et kolchozes en engrais minéraux et pesticides. En mai 1983, M. Listov avait déjà reçu un blâme pour « insuffisances » dans son travail.

M. Bessalov exerceait depuis 1984 les fonctions de chef adjoint du département de l'industrie chimique du comité central du PC. — (AFP.)

● Le maire de Pékin à Moscou. — Une délégation de la municipalité de Pékin conduite par son maire, M. Chen Xiong, est arrivée, dimanche 17 août, à Moscou, à l'invitation du soviétique de la capitale, a annoncé l'agence Tass. Une exposition commerciale chinoise, la première du genre depuis trente-trois ans, s'est tenue du 24 juillet au 10 août à Moscou et une exposition similaire soviétique est prévue à Pékin au début de septembre. — (AFP.)

ITALIE

La Mafia a été sollicitée pour des tentatives de coup d'Etat

ROME de notre correspondant

Le coup d'envoi public pour un deuxième grand procès de la Mafia a été donné, le 16 août, à Palerme. Les sept magistrats du groupe spécialisé ont, en effet, déposé leurs conclusions : celles-ci prévoient la présentation à la cour d'assises, sans doute l'année prochaine, de quatre-vingt-douze personnes, dont un certain nombre au demeurant sont déjà inculpées dans le procès en cours depuis six mois (*Le Monde* du 16 août).

Assassins, trafics de drogue et d'armes, constituent comme à l'accoutumée l'essentiel des crimes reprochés aux hommes de la Cosa Nostra. Mais il y a en plus, cette fois, un fâcheux de politique, même si ce n'est pas encore le « troisième niveau » auquel chacun songe en Italie et qui désigne les complicités éventuelles de mafieux et d'hommes au pouvoir en Sicile ou à Rome.

Le rapport d'instruction renvoie à ces années 70 où, en plus de la violence des Brigades rouges, l'Italie subissait l'intense activité d'un demi-monde associant des extrémistes de droite, des francs-maçons peu orthodoxes et certains responsables des services secrets complottant contre l'État, ainsi que des personnalités étrangères comme le banquier failli Michele Sindona, mort empoisonné au cyanoure dans une prison lombarde, le 20 mars dernier.

La nouvelle ordonnance de renvoi à jugement fait revivre cette période en associant la Mafia — ce qui revient à étayer des affirmations couramment avancées, mais sans preuves. A deux reprises, assurément les juges, des faiseurs de coup d'État en puissance ont tenté d'embarquer la Cosa Nostra dans leurs projets. La première fois c'était en 1970 sous

l'égide d'un personnage qui, en son temps, avait défrayé la chronique, Valerio Borghese, instigateur d'un complot d'extrême droite manqué. La seconde fois ce fut en 1979 lorsque Sindona, réfugié aux États-Unis après le krach de sa banque, revint clandestinement en Sicile pendant soixante-dix jours. Ce qu'il tramait alors, les magistrats viennent de le révéler : un coup d'État.

L'affaire a été pour l'essentiel dévoilée par le fameux « parain repenti » Tommaso Buscetta, détenu aux États-Unis, mais venu à plusieurs reprises faire ses déclarations aux juges anti-Mafia. Le chef présumé du très redouté « clan des Corleonesi », Luciano Liggio, adversaire implacable de Buscetta, a coïncidé qu'il avait bien été contacté pour fournir un appui logistique à un putsch qui devait avoir lieu en 1970.

Ces révélations ont fait de gros titres dans la presse italienne du dimanche 17 août. Mais la mort des chefs présumés des deux coups d'État avortés, et le très évident engagement de climat politique en Italie, tiennent à ces affaires une notable part de leur intérêt. En outre, dans un cas comme dans l'autre, les chefs des clans mafieux ont apparemment conclu qu'il était regrettable de temporiser et de ne pas se découvrir.

J.-P. CLERC.

● Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans notre édition du samedi 16 août, le matériel d'émission de Radio Radicale n'a pas été saisi le 14 août par la police romaine. Seules ont été saisies les bandes d'enregistrement des appels téléphoniques parvenus à la station et qui depuis deux semaines étaient diffusés sur les ondes. Le radio du Parti radical italien continue cependant d'émettre.

CEPES
FIN A.P. SC. PO. 11 Août 6 Sept.
57, r. Ch.-Lafitte, 92000 Reuilly, 47-22-94-96 - 47-45-08-19

A travers le monde

Brésil

Relance de la polémique sur les essais nucléaires

Sao-Paulo. — L'hebdomadaire le plus important du Brésil, *Veja*, a affirmé à son tour, dans son numéro du dimanche 17 août, que la base militaire de Cachimbo est bien équipée de puits pouvant servir à des essais nucléaires. L'hebdomadaire précise que sa source est un officier de haut rang du ministère de l'aéronautique, sans donner son identité. Cette information confirme les révélations publiées la semaine dernière par la *Folha de São Paulo*, concernant cette base située en pleine forêt amazonienne, d'une étendue de 4,5 millions d'hectares, au sud-ouest de l'Etat du Para (nord du Brésil). Les autorités brésiliennes ont constamment opposé un démenti à ces informations, ajoutant que le Brésil exclut formellement le projet de se doter de l'arme nucléaire. Mais en même temps, elles ont revendiqué son droit de maîtriser le cycle nucléaire complet. L'hebdomadaire *Veja* précise à ce sujet que « dominer le cycle nucléaire complet » implique précisément produire de l'uranium enrichi qui peut à la fois servir au fonctionnement d'une centrale nucléaire comme à la fabrication d'une bombe. — (AFP.)

Congo

Un condamné à mort au procès de Brazzaville

La Cour révolutionnaire de justice a rendu son verdict, dimanche 17 août, contre les dix personnes, dont trois en fuite, accusées des attentats à l'explosif qui firent neuf morts et une centaine de blessés à Brazzaville en 1982. Le Monde du 15 août. M. Ernest-Claude Ndelle, dit Ndelle-Grille, ancien ministre de l'éducation nationale, accusé d'avoir fomenté un complot visant à déstabiliser le régime, est condamné à mort. Trois autres personnes sont condamnées à la prison à vie. Les autres accusés sont des hommes de main ayant réalisé les attentats ou des personnes impliquées dans la fabrication d'une bombe, a été condamné à dix ans de la même peine. En revanche, deux personnes ont été acquittées. Le procureur avait requis de lourdes peines de travaux forcés ont été condamnées à cinq ans de prison avec sursis : ce sont M. Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, ancien numéro deux du parti unique, et le colonel Blaise Nzakande. Les trois accusés en fuite — un Zaïrois, un Centrafricain et un autre Français, M. Michel Le Cornec — ont été condamnés à des peines de prison à vie.

Ce verdict n'est pas susceptible d'appel. Les principaux accusés plaident non coupables, laissant entendre qu'ils étaient victimes d'une machination du service de la sécurité d'Etat. M. Jacques Vergès, avocat de M. Thystère-Tchicaya, avait demandé un acquittement général, qualifiant ce procès de « scandaleux », en raison de l'absence de preuves.

Corée du Sud

Nouveau parti d'opposition

Séoul. — Un nouveau parti d'opposition, le Parti démocratique du peuple (PDP), a été officiellement formé samedi 16 août. Le PDP a été créé par douze députés de l'opposition qui ont quitté l'ancien dernier grand mouvement d'opposition, le Parti démocratique de la Corée nouvelle (PDCN), parce qu'ils refusaient de soutenir MM. Kim Dae-Jung et Kim Young Sam, les deux opposants qui dirigeaient le Parti en sous-main.

Par ailleurs, le PDCN a exigé samedi le départ de l'ambassadeur des Etats-Unis, l'accusant de faire obstacle à la démocratie et d'avoir aidé le gouvernement du président Chun Doo Hwan à recruter l'ancien

collaborateur du président Reagan, M. Michael Deaver. Le PDCN va demander l'ouverture d'une session parlementaire extraordinaire pour débattre de cette affaire. L'opposition accuse l'ambassadeur Richard Walker d'avoir joué un rôle important dans l'embauche de M. Deaver par Séoul pour la somme de 470 000 dollars par an. M. Deaver fait l'objet d'une enquête du Congrès américain. Il est soupçonné d'avoir violé la loi en abusant de son influence, notamment au profit du Canada et de la Corée du Sud. — (Reuters.)

Hongkong

Envoi d'une délégation antinucléaire à Pékin

Hongkong. — Une délégation de militants antinucléaires de Hongkong, porteurs d'une pétition rassemblant un million de signatures, a quitté le territoire, dimanche 17 août, pour Pékin, afin de demander aux autorités chinoises de renoncer à la construction d'une centrale nucléaire proche de Hongkong, a annoncé la radio.

La pétition que les douze membres de cette délégation ont l'intention de transmettre aux autorités chinoises leur demande de renoncer à la construction prévue de la centrale nucléaire de Daya Bay, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Hongkong. Les militants antinucléaires ont prévu de discuter cette question avec le ministre chinois de l'Industrie nucléaire, M. Jiang Xinxiong. Ils espèrent également être reçus par le premier ministre, M. Zhao Ziyang. — (AFP.)

Inde

Graves inondations

New-Delhi. — Dix personnes ont trouvé la mort dans l'Etat de Madhya-Pradesh, au centre de l'Inde, à la suite d'inondations qui ont nécessité l'évacuation de milliers de personnes, ont annoncé, dimanche 17 août, les autorités locales. Dans l'Etat voisin d'Andhra-Pradesh, la montée des eaux avait déjà provoqué, la semaine dernière, la mort de plus de 70 personnes et l'évacuation d'environ 100 000 habitants. Plus de 300 personnes ont été tuées en Inde depuis le début de la mousson en juin. — (AFP.)

Maroc

Un ministre israélien invité

Tel-Aviv (Reuters). — Le ministre israélien des transports, M. Haim Corfu, assistera à une convention internationale sur les transports l'hiver prochain au Maroc, a annoncé la radio nationale samedi 16 août. Cette invitation intervient un mois après la rencontre au sommet entre le président du conseil israélien, M. Shimon Pérès, et le roi Hassan II du Maroc, qui s'étaient entretenus de la paix au Proche-Orient. Des parlementaires israéliens ont déjà effectué des visites officielles au Maroc, le plus souvent pour rencontrer des chefs de la communauté juive du pays.

L'agence marocaine MAP rapporte, pour sa part, que le président Reagan a adressé, ce week-end, un message au roi Hassan II pour le féliciter « à nouveau du courage dont il a fait preuve en rencontrant M. Shimon Pérès ». Dans ce message adressé à l'occasion de la célébration de la fête musulmane du Sacrifice (l'Aïd el Kabir), M. Reagan salue encore « le dévouement [du souverain marocain] à la paix dans la région ».

Namibie

Deux attaques de la SWAPO

Windhoek. — L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) a lancé, samedi 16 août,

deux opérations qui ont fait l'objet de communiqués officiels du commandement des forces sud-africaines en Namibie. La première visait la ville d'Oshana dans le nord du territoire. Selon les autorités, trois civils noirs ont été tués et dix autres blessés par des obus de mortier tirés par les maquisards indépendantistes, qui ont perdu quatre hommes lors de la riposte des forces sud-africaines. La seconde attaque, toujours au nord, a eu lieu contre la localité de Ruacana, près de la frontière angolaise. Un soldat sud-africain mérité a été tué, selon un porte-parole militaire. — (AFP.)

Pérou

Le président Garcia dénonce l'« insensibilité » du FMI

Lima. — Le président péruvien Alan Garcia a répondu, samedi 16 août, en termes très vifs au Fonds monétaire international, qui a fait savoir vendredi 15 août que le Pérou était devenu « indigible » à de nouveaux prêts. De son balcon du palais de Lima, devant plusieurs milliers de personnes, il a estimé que le FMI avait « répondu avec une insensibilité une incompréhension et des rigidités d'un système humain dont la logique est source à la fois des pauvres du monde (...). Le FMI a servi de gardien et de police pour les banques ». « Nous nous attendions à cette mesure », a pour sa part indiqué le président de la Banque centrale de réserve, M. Leonel Figueroa, en assurant, d'autre part, que les relations entre le Pérou et le FMI « continueront aussi normalement qu'auparavant ». — (Reuters, UPL.)

● **AFGHANISTAN** : protestation contre l'Iran. — Des hommes masqués ont attaqué le chargé d'affaires afghan à Téhéran et un de

ses collègues durant un voyage en train mardi à destination de l'URSS, dérobant leur passeport diplomatique, des documents et 5 millions de dollars en liquide, a rapporté dimanche Radio-Kaboul. Kaboul a « fermement protesté » auprès du gouvernement iranien pour cette « attaque planifiée » contre ses diplomates. — (AFP.)

● **BULGARIE** : M. Marchelski, secrétaire général du PCF, actuellement en visite en Bulgarie à l'invitation du comité central du PC bulgare, a été reçu dimanche 17 août dans la ville de Varna sur la mer Noire par le chef du parti et de l'Etat bulgare, M. Todor Jivkov. — (AFP.)

● **NICARAGUA** : le Parti conservateur démocrate se retire des débats sur l'avant-projet de constitution. — Le Parti conservateur démocrate (PCD opposition), seconde force politique du pays, a décidé, dimanche 17 août, de se retirer de la commission parlementaire qui examine l'avant-projet de constitution, en dénonçant la « violation totale » du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, gouvernement). Le PCD, qui dispose de 14 députés à l'Assemblée nationale, a également décidé de suspendre ses réunions bilatérales avec le FSLN. Le Parti libéral indépendant (PLI), seconde formation d'opposition avec 9 députés, s'est retiré des discussions sur la nouvelle constitution la semaine dernière. L'Assemblée nationale débat depuis septembre 1985 de cet avant-projet, dont le texte définitif doit être adopté le 10 janvier 1987.

Le président du Parlement, le commandant Carlos Nuñez, a déclaré que la nouvelle constitution serait adoptée même si tous les partis d'opposition, qui ont 35 sièges à l'Assemblée, contre 51 au FSLN, se retireraient des discussions préparatoires. — (AFP.)

Asie

PHILIPPINES

M. Marcos aurait activement participé au récent complot

Manille. — Des notes prises par les standardistes d'un grand palace de Manille lors de la récente tentative de putsch contre le régime de la présidente Aquino indiquent une participation active de l'ex-président Ferdinand Marcos dans le complot, a révélé, dimanche 17 août, le *New York Times*, citant une source de la présidence philippine.

Une transcription des notes fait apparaître toute une série de coups de téléphone et de directives de l'ex-président aux putschistes. Ceux-ci, conduits par M. Arturo Tolentino, ex-collecteur de M. Marcos, avaient occupé l'Hôtel Manilla pendant plusieurs jours, en juillet dernier, avant de se rendre aux autorités. M. Marcos, qui se trouve en exil à Hawaï, avait démenti toute participation au complot. La loi américaine lui interdit toute activité hostile à un Etat en paix avec les Etats-Unis.

Le mauvais goût d'Imelda fait recette

New-York (AFP, AP). — Des antiquités adjugées à plus de 40 000 dollars, mais aussi des statues en coquillages et des fleurs artificielles vendues 200 dollars, le succès final au rendez-vous pour une vente aux enchères d'objets d'art ayant appartenu à Ferdinand et Imelda Marcos organisée dans un grand hôtel de New-York les 15 et 16 août.

Avant même le décompte officiel des recettes, le président du comité des enchères a estimé que celles-ci rapporteraient plus de 1 million de dollars. Pourtant, plusieurs experts avaient jugé que beaucoup d'objets étaient « de mauvais goût ». Par exemple, une phrase brodée sur un coussin proclamait : « Mieux vaut être nouveau riche que pas riche du tout » ; une autre : « Etre riche n'est plus un péché, c'est un miracle ». Ces coussins ont été adjugés pour 700 dollars. Un portrait représentant Imelda Marcos en divinité et

sous-titré « Le triomphe de la beauté » est, lui, parti pour 27 000 dollars, neuf fois la valeur estimée. Les amateurs ont également acheté de véritables antiquités et objets de valeur, notamment une petite table George III datant de 1780 (42 500 dollars) et un grand piano de concert Steinway (27 000 dollars). Une collection en vingt volumes des œuvres de Shakespeare publiée en 1903 a trouvé preneur à 5 250 dollars. Les recettes serviront à payer les frais de procédure engagés pour récupérer 100 millions de dollars d'objets d'art que les Marcos auraient dissimulés ou vendus secrètement après leur chute en février dernier.

Près de mille personnes ont assisté à cette vente d'un lot de sept cent soixante-douze objets qui décoraient les trente pièces d'une des demeures new-yorkaises de Ferdinand et Imelda Marcos avant leur départ en exil pour Hawaï.

DELTA, AU DÉPART DE PARIS, VOUS OUVRE LE CHEMIN VERS 100 GRANDES VILLES AMÉRICAINES.



Delta propose des vols non-stop vers Atlanta, la « porte d'entrée » la plus pratique des Etats-Unis. Avec 370 départs par jour, Delta assure plus de liaisons au départ d'Atlanta que toute autre compagnie aérienne opérant à partir de la côte Est. En effet, le réseau « Delta Connection » propose des vols vers plus de 160 villes américaines, couvrant les Etats-Unis de long en large et desservant des villes telles que San Francisco, Los Angeles, la Nouvelle-Orléans, Miami, ainsi qu'Orlando, le site de l'EPCOT Center et de Disney World.

Delta vous propose deux formules économiques pour découvrir les Etats-Unis de long en large.

Le Delta Standby Travel U.S.A., à partir de \$379, et le Delta Discover America Fare, à partir de \$399 (voyage de la France aux Etats-Unis non compris). Pour des informations plus détaillées sur les réservations, la durée du séjour et les autres conditions de voyage, renseignez-vous auprès de Delta. Tous les tarifs sont donnés sous réserve de modification sans avis préalable. Ces tarifs n'incluent pas la taxe de douane équivalente à \$5 U.S.



DELTA GETS YOU THERE

Pour de plus amples renseignements, contactez votre agence de voyages ou appelez au (1) 43.35.40.80. Notre agence est située : 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

© 1986 Delta Air Lines, Inc.

EDITIONS *l'Esprit* 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique
RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR
Graphologue MSI
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ
2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation
par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM
16, rue de la République - 92000 Nanterre - Cedex 200 - France

EPES
A.P. 50 80

NOUVELLE-CALÉDONIE : le quatrième congrès du FLNKS

Les indépendantistes joueront le jeu de la réforme régionale, « outil de la lutte »

NOUMÉA
de notre correspondant

Le congrès du FLNKS s'est achevé, dimanche 17 août, dans l'île de Lifou, les indépendantistes acceptant de jouer le jeu du nouveau code régional de la Nouvelle-Calédonie défini par la loi Pons.

Tout en dénonçant le gouvernement de M. Jacques Chirac, qui, « en cédant une fois de plus aux pressions de la droite coloniale, a trahi les engagements de l'Etat français et pris la responsabilité de l'aggravation de la situation », les députés du mouvement ont « reconnu la confiance aux élus pour mener à son terme le travail déjà engagé dans les régions », lesquelles sont qualifiées d'« outils de la lutte ».

L'Union calédonienne (UC), la tendance majoritaire, dirigée par M. Jean-Marie Tjibaou, a donc réussi à imposer son point de vue aux autres composantes du FLNKS hostiles à la poursuite de l'expérience régionale, sous le prétexte qu'elle engendrerait la « démobilité » des militants. Les débats ont toutefois été extrêmement houleux. M. Tjibaou a déclaré : « On s'est engouffrés comme des chiffeaux ». Selon un délégué présent, « les dirigeants de l'UC ont été vivement pris à partie par certains jeunes en des termes parfois insultants », mais l'impératif de l'unité a finalement prévalu.

Le FLNKS, il est vrai, était condamné à préserver sa cohésion,

surtout après la consécration diplomatique obtenue aux îles Fidji lors du dernier Forum du Pacifique sud. Par ailleurs, les deux tendances favorables au retrait des institutions, l'Union progressiste mélanésienne (UPM) et le Front uni de libération kanak (FULK), pouvaient difficilement se payer le luxe d'une rupture, sachant qu'elles disputaient fort de se traduire par leur marginalisation progressive de la scène indépendantiste. La mésaventure survenue au parti de M. Nidoish Naissekine, Libération kanak socialiste (LKS), qui avait décidé de faire cavalier seul en 1984, ainsi que l'échec d'autres dissidences ont été attentivement étudiés par les rivaux de M. Tjibaou. Ce congrès de Lifou, c'est avant tout la confirmation que l'UC reste le pilier du FLNKS et le partenaire obligé de toute coalition indépendantiste.

« Une situation transitoire »

Pour emporter l'adhésion des députés, M. Tjibaou avait un argument de poids : malgré le caractère définitif de leurs pouvoirs, les régions continueront à financer l'essentiel des projets de développement programmés sous le statut Fabius-Pisani. Les trois régions contrôlées par le FLNKS viennent en effet d'avoir confirmation, la veille de l'ouverture du congrès, que l'Etat compenserait le manque à gagner budgétaire dû au changement de statut. Ces garanties financières étaient la condition imposée par l'UC au maintien de sa présence dans le nouveau cadre régional.

En outre, l'UC a expliqué à ses partenaires que cette régionalisation ne saurait être qu'un détour tactique, l'objectif demeurant l'indépendance. « Etre dans les régions est une situation transitoire, précise la motion finale du congrès de Lifou, pour préparer dans les meilleures conditions la sortie des institutions régionales dans une perspective offensive ». Une sortie qui interviendrait dans le cas d'un désaccord avec le gouvernement français lors des négociations à venir sur les modalités du référendum prévu en juillet-août 1987.

La revendication du FLNKS sur ce point n'a pas varié : « On ne peut admettre, pour le vote d'autodétermination, que la participation du peuple kanak, le seul peuple colonisé ». Les dirigeants indépendantistes pourraient toutefois assouplir cette position de principe en acceptant d'inclure dans le corps électoral des non-Kanaks « victimes de l'histoire », selon la formule consacrée, mais dans des limites qui leur garantissent a priori la victoire. M. Tjibaou le dit d'ailleurs explicitement : « Si les conditions du référendum ne vont pas dans le sens de l'indépendance, on se retire des régions et on boycotte le scrutin ».

Le congrès a enfin rétabli M. Yann Célestin Uregei dans ses fonctions de ministre des relations extérieures du « gouvernement provisoire de Kanaky ». M. Uregei avait été suspendu de son titre après s'être rendu, en janvier dernier, en Libye sans avoir été mandaté par le bureau politique.

FREDERIC BOBIN.

Le comité de décolonisation de l'ONU n'a pas examiné le dossier du territoire

NEW-YORK
(Nations unies)
Correspondance

Le comité de décolonisation des Nations unies, (le comité des 24), a achevé ses travaux, la semaine dernière, après avoir passé en revue la situation intérieure et diplomatique d'une longue liste de territoires qu'il considère comme « non autonomes », c'est-à-dire destinés à être décolonisés. On y trouve, péloée, des territoires importants comme la Namibie, Gibraltar ou le Sahara Occidental, des îles chargées d'histoire comme les Maldives, et des atolls minuscules dont l'indépendance n'est soumise par personne, comme les Tokelau, administrés par la Nouvelle-Zélande à la plus grande satisfaction de la population.

Après dix jours de débats dans la plus pure tradition onusienne, ayant entendu des dizaines de « pétitionnaires » - représentants de mouvements de libération et de diverses ONG (organisations non gouvernementales) et de représentants

d'Etats membres des Nations unies, le « 24 » a voté le statut qui pour les sujets les plus délicats.

La question de la Nouvelle-Calédonie, dont les treize pays membres du Forum du Pacifique sud demandent la réinscription sur la liste des colonies, n'a pas été examinée, le comité préférant, à l'insu, la commission la requête présentée par l'Etat français, en attendant, en 1987, ce qui signifie que l'affaire ne sera pas inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale qui s'ouvrira le 22 septembre.

Sur proposition du Venezuela, le « 24 » a suggéré, à propos des Maldives, la poursuite du dialogue direct entre la Grande-Bretagne et l'Argentine et de la médiation internationale par le secrétaire général des Nations unies, oubliée depuis longtemps.

Les problèmes de Gibraltar et du Sahara Occidental n'ont pas été véritablement examinés en raison du refus de la Grande-Bretagne et du Maroc de participer au débat. La question namibienne a donné lieu à

l'habituelle litanie de plaintes unanimes contre l'Afrique du Sud, mais, de l'avis de plusieurs participants, le sujet souffre de la confusion entre le problème posé par l'apartheid sud-africain et celui de l'indépendance du territoire namibien.

L'Indonésie a vigoureusement reproché au comité de s'occuper du Timor-Orientale, mais les Etats-Unis ont totalement ignoré la résolution, pourtant assez dure, en faveur de l'indépendance de Porto-Rico, territoire non inscrit sur la liste des « 24 », mais traditionnellement « défendu » par les amis de l'Union soviétique.

Fondé en 1962 afin de promouvoir l'indépendance des colonies à travers le monde, le comité ne compte qu'un seul Etat occidental - la Suède - et n'est pas reconnu par bon nombre de puissances, notamment la France. Ses résolutions sont des recommandations destinées à l'Assemblée générale, seule habilitée à prendre des décisions.

CHARLES LESCAUT.

Le projet de loi sur l'audiovisuel devant le Conseil constitutionnel

Les socialistes invoquent la défense du service public et le respect du pluralisme

Le texte de la loi relative à la liberté de communication, qui prévoit, entre autres, la privatisation de l'audiovisuel, a été transmis à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, vient d'être déposé au Conseil constitutionnel par un groupe de plus de vingt députés socialistes. Le Conseil constitutionnel a un mois pour statuer, sauf déclaration d'urgence par le gouvernement, qui ramènerait ce délai à huit jours.

Les auteurs de la saisine font, pour l'essentiel, porter leurs analyses et leurs critiques sur « quatre aspects fondamentaux de la loi » pour demander au Conseil constitutionnel d'en annuler un certain nombre de dispositions importantes : la future Commission nationale de la communication et des libertés, le système des autorisations en matière audiovisuelle prévu par le texte, le transfert de l'Etat au secteur privé et le pluralisme de la communication.

« L'évolution des sciences et des techniques, observent d'abord les auteurs du recours, l'influence considérable des moyens de communication audiovisuelle, les errements passés des gouvernements les utilisant à des fins de propagande, conduisent à considérer que la mise en œuvre moderne de la liberté de communication proclamée par l'article 11 de la Déclaration de 1789 suppose l'existence d'une instance indépendante à laquelle est confiée la mission de veiller constamment au respect des principes constitutionnels (1) et de prendre les décisions nécessaires ».

Dès lors, « l'existence d'une telle institution ne saurait être une simple appendice », rétorquent les auteurs de la saisine, d'une « exigence constitutionnelle ». A leurs yeux, la loi Léotard maintient bien une telle instance, mais « elle porte gravement atteinte à son indépendance » en mettant fin avant terme au mandat des membres de la Haute Autorité pour mettre en place avec de nouveaux membres la Commission nationale de la communication et des libertés.

Cette indépendance est un leurre, arguent les auteurs du recours, si une loi peut à tout moment en remplacer une autre, au gré des aléas politiques et mettre fin prématurément au mandat des membres de l'institution abolie au profit d'un nouvel organisme.

« Le législateur, concluent sur ce point les requérants, dès lors que l'instance concernée joue un rôle éminent dans le domaine des libertés publiques, doit prévoir un mécanisme permettant aux membres nommés d'obtenir normalement leur mandat ». Par exemple, en ajoutant quatre membres, pour composer la première Commission nationale de la communication et des libertés (qui doit en compter treize), les auteurs de la saisine demandent que, selon la loi, M. Juppé n'a pas commis d'actes répréhensibles et qu'il désapprouve ces accusations.

M. Laignel a également répondu, à propos de l'affaire du Carrefour du développement, qu'il s'agit pour le moment d'une « affaire Chaillet ». « Je n'ai pas à me substituer à la justice », a continué M. Laignel, qui a précisé : « Jusqu'à preuve du contraire, Christian Nucci est innocent ».

Deuxième grand chapitre de la loi contesté : les autorisations d'utilisation des fréquences hertziennes, pour ce qui concerne les télévisions. Il s'agit, soutiennent les signataires du recours d'« un bien limité. C'est à ce titre que leur utilisation ne peut être purement et simplement laissée à la volonté de qui s'en saisit ».

Service public

Il existe en fait, affirment les députés socialistes, « un domaine public hertzien » de même qu'il existe un « domaine public terrestre » (1) fluvial (1) maritime et aérien. Notion d'un manquement juridique complexe (la majorité de l'époque du y renoncer en 1982 au moment de la discussion de la loi sur la communication audiovisuelle), le « domaine public hertzien » peut très bien se trouver reconnu, affirment les auteurs de la saisine par le procédé de la « concession de service public » qui permet de « maintenir l'impératif d'intérêt général ».

Or, la loi déferée devant le Conseil constitutionnel « non seulement ne recourt pas à la notion de domaine public mais supprime celle naturellement en vigueur de service public ». Il s'ensuivrait une banalisation dans le traitement des fréquences hertziennes alors que « de deux choses l'une (...) ou bien la télévision hertzienne constitue effectivement un moyen de communication comme un autre et l'autorisation préalable ne se justifie pas plus pour lui que pour la presse écrite ; ou bien la télévision n'est pas un moyen de communication comme les autres, du fait du caractère limité des fréquences et le traitement particulier qu'elle appelle doit tenir compte de ses éléments propres ».

Ces éléments propres (un « bien fini et limité » dont l'usage « intéresse au plus haut point l'exercice des libertés publiques ») sont tels que « soit (...) ce bien appartient au domaine public, soit (...) la télévision constitue un service public national dont la nécessité découle de principes et de règles de valeur constitutionnelle ». Pour avoir méconnu cette spécificité de la télévision hertzienne, les articles concernés de la loi Léotard doivent donc, jugent les auteurs de la saisine, être déclarés non conformes à la Constitution.

Troisième grand problème : le transfert au secteur privé de l'Etat. Opère « hors le cadre de la concession de service public » qui seule sauvegarderait « les impératifs d'intérêt général (...) substantiels à la notion même de télévision hertzienne », la privatisation de l'Etat, soutiennent les auteurs du recours, être déclarée non conforme à la Constitution.

Au nom des « exigences du pluralisme », ils contestent aussi l'acquisition de la chaîne « par un unique groupe d'acquéreurs » : « Il importe de rappeler qu'en matière de presse écrite le législateur de 1984 a limité à 25 % de la diffusion le plafond maximum de la concentration entre les mêmes mains. Il a été proposé de porter ce seuil à 30 % dans un article de loi que le Conseil constitutionnel, pour d'autres raisons, a déclaré non conforme à la Constitution. Pourtant, avec la loi adoptée,

ce serait 40 % de l'audience actuelle de la télévision qui d'un seul coup se trouveraient, par décision de la loi, remis entre les mains d'un unique groupe de représentants ».

Est-ce à dire qu'aucune chaîne publique ne peut être transférée au privé, sinon démantelée ? « L'exigence du pluralisme a pour seule conséquence en l'occurrence d'interdire que l'ensemble de la chaîne soit cédée à un groupe unique » (2). Pour les auteurs du recours, « la seule solution constitutionnellement acceptable consistait donc à prescrire une plus large diffusion des actions de l'Etat ».

Du reste, la reprise de l'Etat par un groupe unique serait contraire aux principes relatifs à la concurrence, soutiennent les auteurs de la saisine. La chaîne cédée engagerait en « la conquête du secteur » demeuré vierge, des télévisions privées avec les atouts gigantesques d'une télévision « existante, puissante, diffusant sur l'ensemble du territoire dans d'excellentes conditions ».

TF 1 à moitié prix ?

Enfin, « le transfert au secteur privé de la propriété de l'Etat, ne peut constitutionnellement être opérée dans les conditions décidées par la loi », estiment les requérants. Selon eux, les acquéreurs, en versant 50 % du prix de l'Etat, « sont assurés de bénéficier de 100 % du pouvoir au sein de celle-ci » et d'y détenir une position de force, « inexpugnable » après avoir acheté, en fait l'Etat à moitié prix.

Quatrième et dernière grande critique soumise au Conseil constitutionnel : le pluralisme de la communication « est menacé, pour les raisons précédemment développées, par le transfert de l'Etat au secteur privé ». D'autre part, le vide législatif en la matière est tel que « lors même que la Constitution exige un dispositif multimédia de protection du pluralisme, il n'interviendrait qu'après qu'aurait pu être opérée des concentrations, éventuellement très excessives, qui, cependant, ne pourraient être ni empêchées a priori ni remises en cause a posteriori ». Pour ces quatre grandes raisons, assorties de contestations plus limitées portant sur une douzaine d'autres articles de la loi, les députés socialistes demandent au Conseil constitutionnel de déclarer non conforme à la Constitution la loi sur la liberté de communication.

MLK.

(1) Dans sa décision du 27 juillet 1982 (loi sur la communication audiovisuelle), le Conseil constitutionnel précisait : « Il appartient au législateur de concilier l'exercice de la liberté de communication avec les contraintes techniques inhérentes aux moyens actuels de communication audiovisuelle et d'adopter les objectifs de valeur constitutionnelle qui sont la sauvegarde de l'ordre public, le respect de la liberté d'expression et la préservation du caractère pluraliste des sources d'expression culturelles » (NDR).

(2) Au cours des débats à l'Assemblée nationale, M. Jacques Toubon (RPR), président de la commission des lois, a déclaré : « Je suis un partisan de la répartition de l'audience entre plusieurs opérateurs au cours de la semaine (...). La loi que nous allons voter ne l'intérêt en aucune manière ».

CORRESPONDANCE

La situation des Français de Tunisie

A la suite de notre article sur la visite à Tunis de M. Jean-Bernard Rainaud, ministre des affaires étrangères (le Monde du 19 juillet), nous avons reçu la lettre suivante de M. Georges Piolet, membre du bureau de l'Association démocratique des Français à l'étranger (proche du PS). M. Piolet conteste le fait que le gouvernement précédent ne se soit pas suffisamment occupé du sort des Français de Tunisie :

« Des résultats positifs ont été obtenus. La procédure de renouvellement de la carte de séjour est simplifiée depuis le 1^{er} mars 1986. Le passeport n'est plus retenu, le visa étant opposé au moment de la remise de la carte. Les bureaux d'établissement des cartes fonctionnent désormais aussi bien à Tunis qu'à l'intérieur du pays. Les commerçants peuvent obtenir une carte de séjour dont la durée de validité est égale à celle de leur carte de commerçant, soit cinq ans ».

« Le déblocage des avoirs français en Tunisie a fait l'objet de plusieurs ententes avant mars 1986, entraînant par conséquent le montant du financement par des prêts français sous forme de crédits mixtes. L'accord signé récemment à ce sujet n'est que le résultat de discussions antérieures. » (le Monde du 5 juillet).

M. André Laignel donne sa version dans le différend qui l'oppose au peintre Yves Brayer

M. André Laignel, député socialiste de l'Indre et trésorier du PS, s'est expliqué, lundi 18 août, lors de l'émission « Parlerons-vous ? » d'Europe 1, sur son différend avec l'artiste-peintre Yves Brayer, qui demande la restitution d'un tableau acheté par le député en août 1984 (le Monde du 16 août).

M. Laignel a précisé que, dans le catalogue de l'exposition où figurait ce paysage, les tableaux portaient, soit la mention réservé, soit un prix indiqué comme prix d'assurance, soit simplement un prix, qui, selon M. Laignel, était donc le prix de vente.

« Des affaires qui n'existent pas »

Le député de l'Indre indique qu'il a réceptionné le tableau en question un mois après l'avoir réservé, lors de cette exposition, ce qui, juge-t-il, aurait largement laissé le temps à l'artiste de réagir si le tableau n'était pas à vendre.

Enfin, M. Laignel affirme que, si le tableau qu'il a acheté pour l'Etat du tableau n'a pas été encaissé, cela tient à un désaccord entre le peintre et les organisateurs de l'exposition, désaccord auquel il s'oppose totalement.

Au cours de l'émission d'Europe 1, M. Laignel a déclaré : « Cette espèce de folie collective qui consiste à inventer tous les maux

des affaires qui n'existent pas » et jugé que tout cela est « désastreux pour la démocratie elle-même ». Il a affirmé, à propos des accusations de fausses factures électorales portées par le Canard enchaîné contre M. Alain Juppé, secrétaire d'Etat chargé du budget, que, selon lui, M. Juppé n'a pas commis d'actes répréhensibles et qu'il désapprouve ces accusations.

M. Laignel a également répondu, à propos de l'affaire du Carrefour du développement, qu'il s'agit pour le moment d'une « affaire Chaillet ». « Je n'ai pas à me substituer à la justice », a continué M. Laignel, qui a précisé : « Jusqu'à preuve du contraire, Christian Nucci est innocent ».

« Les affiches électorales de M. Alain Juppé : une précision de l'imprimerie. — Après l'article du Canard enchaîné traitant en cause M. Alain Juppé à propos de ses affiches électorales de 1983, l'imprimerie Saint-Martin a affirmé le 17 août que les travaux concernant le ministre délégué chargé du budget avaient été effectués de façon tout à fait régulière à l'agence de publicité Horne Power.

Dans un communiqué, la société confirme cependant qu'un contrôle fiscal a eu lieu et que, lors de leur visite, les agents du fisc ont saisi de nombreuses factures d'affiches électorales ».

Pierre angulaire ou caillou dérisoire ?

Voilà donc la loi Léotard devant ses juges constitutionnels. Celle devait arriver : l'opposition socialiste l'avait bien annoncé de longue date et le domaine concerné, l'audiovisuel, est trop important et trop explosif pour que chacun n'utilise pas toutes les armes qu'il a en sa possession pour tenter de faire valoir son point de vue.

Une nouveauté toutefois : si beaucoup de décisions du Conseil ont été dans le passé amèrement reçues, voire déniées, aucun recours n'avait jamais donné lieu à autant de controverses sur le rôle du Conseil constitutionnel avant même d'avoir été déposé. Cette bataille préalable, noyée dans un débat institutionnel réel mais ancien et, en l'occurrence, biaisé par ses préoccupations trop immédiates, n'a trouvé officiellement qu'un faible écho au Conseil constitutionnel. Elle n'a suscité qu'une réponse brève : le Conseil s'interdit de participer au débat politique ».

Le filtre retombée, on en vient au vif du sujet. Quelles perspectives, quelle hiérarchie des places, quelles grandes masses dans le paysage audiovisuel de demain ? Quelle lumière : libérale (sinon ultra libérale), élitiste, mixte, et selon quels dosages ? Quels garde-fous au bord des précipices des abus de position dominante et des concentrations massives, polymorphes et inouïables ?

La loi Léotard apporte des éléments de réponse que la gauche

vient aujourd'hui contester — philosophie et mise en œuvre — devant les juges du Palais-Royal. L'un des plus proches collaborateurs de M. Robert Hersant, si souvent évoqué comme le « citoyen Kanak » omniprésent dans toutes les péripéties de l'histoire, député RPR par ailleurs, M. Bertrand Coubin, a livré dans ces colonnes les critiques incisives qu'il n'a pas pu ou pas voulu faire entendre à l'Assemblée nationale (le Monde du 15 août). Ce groupe et quelques autres s'emparent dans leur hâte à prendre leur part d'un marché audiovisuel qui n'est ordinaire ni par sa nature, ni par ses enjeux financiers ni par sa contribution à la fabrication des opinions.

Ces évolutions, ces péripéties présentes et à venir peuvent-elles aller du pair avec le respect des grands principes dont le Conseil a pour mission d'être le gardien vigilant ? Attendez, qu'est-ce, espérée ou redoutée, la réponse des neuf juges du Palais-Royal sera de tous façon une pierre de taille dans le paysage audiovisuel de l'avenir. Pierre angulaire ou dérisoire petit caillou des bons sentiments écaillé par la force des choses et des intérêts dominants ? C'est au fond l'urgence et la gravité de cette question que a valu au Conseil d'être canardé avant même le début de la vraie bataille, celle qui laissera le paysage audiovisuel dans un état impossible à esquiver aujourd'hui.

M. K.

(Publicité)
CULTURE GÉNÉRALE
UNE MÉTHODE
POUR NE PAS BRONZER IDIOT !
Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale pour une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont façonné la civilisation. Une méthode accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets.
Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3631
35, r. Collège, 92283 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 47-75-43.

EPES
I.P. SC PO

Le tir et la loi

(Suite de la première page.)

Formation : enfin le mot-clé pour un débat réel, tel que le souhaitait nombre de policiers eux-mêmes, et non plus l'empoignade politique suscitée par les déclarations in tempêtes du ministre de l'Intérieur.

Car il y a la loi et la pratique, la règle et l'exception, les principes puis l'imprévu, l'accident ou la faute... Que valent les préceptes énoncés par le *Mémento du gardien de la paix* s'ils ne sont pas intégrés au métier policier, à cette confrontation permanente, et le plus souvent inattendue, à l'événement ? Entre le droit et l'action se glissent les réflexes qui, bons ou mauvais, feront toute la différence.

Pourquoi s'affoie-t-on ? Pourquoi ne tire-t-on pas dans les jambes ou dans les roues ? Pourquoi un seul coup de feu est-il, à deux reprises, mortel ? Pourquoi l'interpellation de suspects se traduit-elle ainsi, de facto, en peine de mort ? Ces questions, les policiers se les posent. Et leurs réponses valent réquisitoire. Autant le dire tout net : la formation au tir, dans la police nationale, est scandaleusement inadéquate, illustrant à nouveau l'archaïsme de l'institution policière française, par trop sous-équipée, sous-formée et sous-encadrée.

Voici comment un policier parisien s'entraîne, aujourd'hui, à tirer dans l'un des huit stands dont dispose la préfecture de police. En position de « tir de précision » (arme tenue à bout de bras tendu), il vise des cibles immobiles. Ses résultats sont comptabilisés en points selon le lieu d'impact sur des silhouettes humaines. Le maximum (5 points) est obtenu s'il atteint « la bouteille », c'est-à-dire la tête ou le torse. Il obtient 4 points s'il atteint les épaules ; 3 points s'il touche le bras droit ; 2 points s'il atteint le bras gauche ; 1 point s'il frappe le torse à mesure que ses points d'impact glissent vers le bas de la cible. Il ne peut tout simplement pas s'entraîner à viser dans les jambes : les cibles s'arrêtent au niveau des parties scrotales !

En somme, plus l'impact est théoriquement mortel plus le tireur est mieux noté. Cela se passe de commentaires quand l'on sait que, dans d'autres pays européens — en RFA, aux Pays-Bas notamment —, les policiers en tenue, chargés de la sécurité publique ordinaire, ont un entraînement radicalement inverse : ils sont d'autant mieux notés au pas de tir qu'ils savent atteindre avec précision le bas du corps...

Cette faille dans la conception française de l'entraînement est d'autant plus flagrante, aujourd'hui, que les policiers ont entre les mains des armes fort puissantes. Depuis 1980, en effet, l'antique pistolet 7,65 est progressivement remplacé, comme arme de dotation, par le revolver Manurhin 357 Magnum. Accélérateur par la loi de modernisation de la police votée en 1983, ce renouvellement sera achevé fin 1987. Au stand de tir, les policiers s'entraî-

nent plutôt avec un revolver Manurhin 38, dont la puissance est moindre que celle du Magnum. Or si l'impact au bras d'un projectile tiré par un pistolet 7,65 ne saurait réussir à déséquilibrer la personne touchée, il n'en va pas de même avec le revolver Manurhin 38 : dans un cas, au départ du canon, la vitesse est de 290 mètres/seconde et l'énergie cinétique de 20 kilos, dans l'autre, on passe à 350 mètres/seconde et à une pression de 50 kilos. Bref, avec

Les policiers souhaitent un débat professionnel sur les « bavures ». Leur formation au tir ne les met pas « en situation » : Le tireur le mieux noté est celui qui atteint la tête ou le buste...

ces nouvelles armes, et surtout avec le 357 Magnum, blesser l'adversaire suffit à le déséquilibrer.

Nouvelles armes qui, en raison de leur puissance et, par conséquent, du recul lors du tir — qui peut d'autant plus dévier la trajectoire — supposent un entraînement poussé. Or il est actuellement nettement insuffisant. Les policiers affectés en sécurité publique, c'est-à-dire la majorité : les gardiens en tenue — tirent théoriquement 80 cartouches par an (60 à l'arme de poing, 20 au pistolet mitrailleur) en quatre séances d'entraînement. Jusqu'à une période récente, en raison d'une tendance à l'absentéisme, c'était plutôt trois que quatre.

« Faire du point »

La raison en est que l'entraînement lui-même est mal conçu. Selon une étude du service régional parisien des sports et du tir, le temps réel consacré au tir par séance était de sept à dix minutes : court laps de temps pour tirer 20 cartouches, qui laisse peu de loisir à la pédagogie et au perfectionnement. De plus les stands sont mal conçus et mal aérés, comme l'a récemment reconnu le médecin-chef de la préfecture de police, qui souligne « la pollution importante de tous les stands de tir en particules plombifères ». Résultat : même les fonctionnaires en civil des directions spécialisées, — police judiciaire (PJ) et renseignements généraux (RG) — dont l'entraînement est théoriquement plus poussé, bouddaient les stands. En 1982 et 1983, la fréquentation parisienne n'atteignait que 17,04 % des effectifs pour la PJ et 41,05 % pour les RG.

Autant d'éléments qui nourrissent, au sein de la police elle-même, une critique de l'entraînement au tir. Ainsi, dès 1984, une étude parisienne tirait le signal d'alarme : les tirs « se pratiquent sur une cible unique, statique. On ne tire qu'à l'ordre de tirer (...). Le policier ne manipule pas ou rarement son arme, au cas d'incident de tir. On comptabilise des points différents en fonction de la position des impacts sur les ci-

bles. Dès lors, le policier se place inconsciemment dans l'attitude mentale d'un tireur sportif. Il cherche à « faire du point ». Il prend ses aises et son temps pour tirer, même si on lui demande de faire plus vite. En aucun cas il n'a tendance à se mettre en situation. Il ne ressent pas instinctivement le besoin de se placer de lui-même en position ramassée d'auto-défense ».

Ce texte, rédigé par la direction régionale de la formation de la police parisienne, allait jusqu'à dénoncer « le caractère routinier, sans recherche d'effet de surprise, ni d'éléments à discerner du tir actuellement pratiqué [qui] ne prépare pas le policier à réagir face au stress intense éprouvé lors d'une intervention en pleine rue, face à une menace, au milieu de la circulation, par tous temps, de jour, de nuit, avec des passants ». Pire encore : « Les aspects juridiques de l'usage de l'arme sont totalement méconnus au stand lors de l'entraînement et de l'acquisition d'automatismes relatifs à l'usage de cette arme ».

« Incidents ? »

Aussi cette réflexion proposait-elle une formation au tir « avec recherche de mise en situation », notamment « un entraînement à discerner rapidement l'éventualité d'un tir de riposte en fonction d'une situation ambiguë (problème de la légitime défense) ». Concrètement, cela signifiait l'acquisition de « cibles mobiles » comportant plusieurs cibles avec mouvements de rotation ou d'éclipses, éclairées alternativement par des spots lumineux et représentant des personnages différents : « bons, méchants, neutres ».

C'était en 1984. Or cette modernisation souhaitable — pour la sécurité des policiers eux-mêmes — ne semble pas encore mise en œuvre, les travaux prévus en 1986 dans les stands parisiens se limitant à l'amélioration nécessaire de la ventilation, de l'insonorisation et de l'éclairage. Seule innovation à partir de septembre : l'entraînement au tir rapide plutôt qu'au tir de précision.

Le débat sur les « bavures » n'est donc pas vain et recouvre, au sein de la police, une réflexion sur sa professionnalisation. L'administration n'est pas sans responsabilité qui, d'une certaine manière, a mis la charrie avant les bœufs : la dotation d'un armement plus performant avant la rénovation des techniques de formation. Pour les policiers, il y a urgence, tant leur sécurité est aussi en jeu. De plus, on aurait tort de croire que les « bavures » les laissent indifférents. Le plus souvent, les policiers qui en sont acteurs s'en sortent pas indemnes psychologiquement. Des dépressions sont fréquentes, allant exceptionnellement, comme ce fut le cas pour l'un des policiers de la « bavure » de la rue Rossini en 1982, jusqu'au suicide. En ce sens, il ne s'agit ni pour les victimes ni pour les policiers d'« incidents », comme se plaît à le répéter le ministère de l'Intérieur. Incident, précise le *Petit Robert* : « Petit événement qui survient, événement peu important en lui-même ».

EDWY PLENEL

Dans la Haute-Marne

Le meurtrier de Chauffourt a été arrêté

Le meurtrier de quatre personnes à Chauffourt (Haute-Marne) a été arrêté dimanche 17 août dans une grange proche de ce village par les gendarmes. Francis Coupas, quarante et un ans était recherché depuis mercredi dernier. Il avait tué sans raison apparente son oncle et trois de ses voisins.

Le forcené a été repéré dimanche en début d'après-midi par un comble de ferme dans un hangar agricole à cinq cents mètres de Chauffourt. L'homme s'est rendu sans faire usage de son fusil de chasse.

Depuis quatre jours, plus de cent gendarmes, aidés d'un hélicoptère et de maîtres-chiens, passaient la région au peigne fin. Le fort de Dampierre, terrain de chasse favori de Francis Coupas, avait été ratissé par une quinzaine d'hommes du GIGN, munis d'appareils de détection.

On ignore encore pourquoi Francis Coupas a tué un jeune couple d'agriculteurs, une mère de six enfants, et son propre oncle. L'hypothèse d'une vieille rancune entre chasseurs, s'ajoutant au caractère très dépressif du meurtrier, plusieurs fois soigné en hôpital psychiatrique, semble toujours la plus plausible.

En Indre-et-Loire

Une municipalité fait évacuer un camping investi par des Tsiganes

TOURS de notre correspondant

Les vacances ont tourné court samedi 16 août pour une centaine d'habitants installés au camping municipal de Chargé (Indre-et-Loire). Ils ont été purement et simplement expulsés.

Tout a commencé huit jours plus tôt avec l'arrivée sur le terrain de trois cents nomades tziganes en provenance de toute la France. « Une véritable invasion », selon le maire de la commune, M. Mainot, qui a tenté de leur barrer la route, planté au milieu du terrain en bordure de Loire.

Normalement, ce camping est interdit aux nomades et aux forains depuis 1971. Mais ceux-ci ont estimé que le terrain réservé à leur intention, à quelques kilomètres de là, était difficile d'accès et mal aménagé.

En raison de la tension accumulée de part et d'autre, les autorités municipales ont décidé la fermeture et l'évacuation du camping, la sécurité n'étant plus, selon elles, assurée.

En Indre-et-Loire un gros effort a été consenti pour accueillir les gens du voyage dans des terrains spécialement aménagés, un nombre d'une quarantaine, dont un installé en pleine ville de Tours.

ALEXIS BODDAERT.

LA NOUVELLE POLITIQUE SPATIALE AMÉRICAINE

La privatisation des satellites commerciaux va renforcer l'influence des militaires sur la NASA

Deux firmes privées sont prêtes à prendre le relais de la NASA pour le lancement de satellites commerciaux. Mais la récente décision de M. Reagan pose des problèmes financiers et politiques à l'Agence spatiale.

La NASA ne lancera plus de satellites commerciaux. Ceux-ci seront confiés au secteur privé, a annoncé le président Ronald Reagan, le 15 août. Attendu depuis plusieurs mois, cette décision va relancer la concurrence sur le marché international des services de lancement de satellites. Elle marque aussi le point de départ d'une réorganisation complète du programme spatial américain et la fin de la suprématie de la NASA en ce domaine.

L'Agence spatiale, créée en 1958 pour répondre au défi du premier *Sputnik* soviétique, était jusqu'à présent responsable de la réalisation de l'ensemble de la politique spatiale américaine, depuis les recherches les plus fondamentales jusqu'aux activités commerciales, en passant par la promotion de l'espace auprès du public américain et de ses élus. Au cours du temps, la NASA est aussi devenue une gigantesque organisation très centralisée, dont les modes de fonctionnement ont été de toutes parts critiqués à la suite de l'accident de Challenger, le 28 janvier dernier.

Le rôle dévolu à la navette était lui aussi controversé. Était-il vraiment nécessaire, s'interrogeait-on, d'envoyer des hommes à 300 kilomètres de la Terre — avec toutes les mesures de sécurité que cela implique — pour mettre en orbite des satellites géostationnaires qui iront cent fois plus loin ? La navette Challenger était-elle l'engin idéal pour, simultanément, mettre en orbite un satellite de communications, faire des mesures sur la comète de Halley et envoyer un enseignant dans l'espace pour expliquer aux jeunes Américains l'intérêt de la présence de l'homme en orbite ?

Le président Reagan a tranché. Désormais, les rôles seront répartis

et la NASA aura le sien limité, puisque la prochaine navette ne sera plus chargée que des « cargaisons importantes pour la sécurité nationale, la politique étrangère et plus encore pour l'exploration de l'espace et le développement de nouvelles technologies », comme l'a précisé M. Reagan. En clair, elle sera désormais réservée aux missions scientifiques et technologiques (telle l'élaboration de matériaux ou de médicaments en apesanteur), à la mise en orbite de la future station spatiale habitée, ainsi qu'aux missions militaires, notamment celles qui s'inscrivent dans le cadre de l'IDS (« guerre des étoiles »).

Comment économiser ?

Ce changement de cap de la politique spatiale avait été amorcé dès 1983, lorsque le président américain avait décidé de faire vendre les fusées conventionnelles à d'autres que la NASA et de louer aux entreprises privées le pas de tir de cette dernière. Aussi l'industrie américaine s'était-elle préparée à la privatisation des activités spatiales commerciales. Deux firmes sont déjà sur les rangs : *Transpace* Carriers, qui veut remettre en service des fusées conventionnelles Delta, et *Space Services*, qui construit son propre lanceur, *Conestoga-2*, dont le premier tir est prévu l'an prochain. On peut prévoir que ces firmes recevront de l'État une aide importante, de même que d'autres constructeurs comme *Space Tran*, *Truax Engineering*, *General Dynamics* ou *Space America*, qui s'offre à lancer et à exploiter des satellites de météorologie et de télé-détection. Sans doute était-ce nécessaire pour que les Américains puissent à nouveau faire face à leurs concurrents — et en particulier d'entre eux, le lanceur européen Ariane — sur le marché des lancements, estimé à quelque trois cents satellites de communications en quinze ans.

Mais cette réorientation de la politique spatiale ne rencontre pas

une approbation totale aux États-Unis. Certains, à la NASA comme à l'extérieur de l'Agence, prônant que le département de la défense sera le bénéficiaire de plus de la moitié des principales missions futures de la navette. Et ils craignent que le Pentagone — qui contribue déjà au tiers du financement du programme de la navette — ne devienne de ce fait l'élément moteur du programme spatial américain.

D'autres s'interrogent aussi sur le financement futur de la NASA, qui comptait sur les lancements commerciaux pour alimenter ses caisses et pour rentabiliser à terme la navette. Certes, cette affirmation n'avait jamais convaincu les spécialistes. Le carnet de commandes de la NASA, avant l'accident de Challenger, comptait en effet trente et une satellites à lancer jusqu'en 1992, pour un montant total d'environ 1 milliard de dollars, soit bien moins que le seul coût de la quatrième navette qui va être construite (2,8 milliards de dollars). En outre, l'ensemble des dépenses engagées après l'accident et celles qui seront nécessaires pour permettre aux trois autres navettes d'être à nouveau opérationnelles sont estimées à plus de 600 millions de dollars.

Il reste qu'il faudra trouver les fonds nécessaires à ces diverses opérations. La Maison Blanche a précisé que la réalisation de la nouvelle navette sera financée par des économies faites par la NASA, ainsi que par des ministères. Mais comment faire des économies alors que les navettes sont clonées au sol ? demande le sénateur républicain Slade Gordon, responsable d'un sous-comité contrôlant le budget de la NASA, qui souligne que « cela n'économise pas d'argent de ne pas lancer de navette, cela en coûte ». Comment la NASA pourrait-elle « économiser », ajoute-t-il, alors qu'elle vient de se voir priver du lancement des satellites commerciaux, sa principale source de revenus ? « Je ne vois pas comment nous pourrions approuver cela », conclut-il.

ELISABETH GORDON.

Selon le rapport soviétique à l'AIEA

La catastrophe de Tchernobyl a été provoquée par une « erreur humaine »

La catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril dernier, a été provoquée par une « erreur humaine », selon le journal japonais *Asahi Shimbun*, qui a cité samedi 16 août un rapport remis à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) par les autorités soviétiques. Dans un article en provenance de Vienne, siège de l'AIEA, le quotidien a indiqué avoir obtenu une copie de ce rapport de 382 pages, qui doit être examiné le 25 août par les experts de l'Agence.

Selon le journal, une série d'erreurs pendant les essais de turbines du réacteur n° 4 serait à l'origine de l'accident. Mais le cœur du réacteur, composé de barres d'uranium, n'a pas fondu. Les essais consistaient à mesurer la quantité

d'énergie produite par les turbines tournant par leur propre inertie, après l'arrêt du réacteur. Le réacteur était équipé de systèmes de sécurité, mais les règlements n'ont pas été suivis dans plusieurs domaines.

Selon l'*Asahi Shimbun*, seulement six à huit barres de contrôle, destinées à arrêter la réaction, étaient en place lors de l'accident, alors que trente au moins sont nécessaires pour contrôler efficacement cette réaction. Le quotidien japonais a cité, en outre, la mise hors service pendant ces essais de certains systèmes de sécurité, ainsi que celle de la quasi-totalité des pompes du circuit de refroidissement, ce qui a entraîné un échauffement incontrôlable de ce circuit.

Ce rapport dresse la liste des six principales erreurs qui sont à l'origine de l'accident et précise la chronologie des événements qui ont conduit à ce dernier. Il confirme les différentes informations déjà fournies à ce sujet par les autorités soviétiques, notamment celles publiées par l'Agence Tass le 19 juillet à la suite d'une « réunion spéciale » du bureau politique du PC soviétique sur la catastrophe (*Le Monde* du 22 juillet). — (AFP, AP, Reuter.)

● Diminution du nombre des IVG. — Selon des statistiques publiées par le ministère des affaires sociales et de l'emploi, cent soixante-neuf mille interruptions volontaires de grossesse (IVG) auraient été déclarées en France en 1985, soit 6 % de moins qu'en 1984. Cette diminution, qui porte plus sur le secteur privé (moins 8,2 %) que le secteur public (moins 3,3 %), ne se retrouve pas dans toutes les régions : en Auvergne, le nombre d'IVG a augmenté de 8,7 %, en Picardie de 6,4 % et dans la région Midi-Pyrénées de 4 %. C'est en Corse que la diminution a été la plus sensible (moins 21 %).

Toutefois, les spécialistes du ministère des affaires sociales se demandent « si la baisse du nombre d'IVG déclarées en 1985 par rapport à 1984, déjà observée en 1984 par rapport à 1983 (moins 3,1 %), correspond à une réelle baisse de la pratique de cette intervention ou à une sous-déclaration ».

Éthiopie

La peur du SIDA...

Addis-Abeba (Reuter). — La police éthiopienne a commencé à procéder à des rafles de prostituées dans les bars et les hôtels d'Addis-Abeba comme mesure préventive contre la propagation du SIDA (syndrome immunodéficitaire acquis), a rapporté l'Agence éthiopienne de presse ENA.

Le gouvernement avait affirmé récemment qu'aucun cas de SIDA n'avait encore été diagnostiqué dans le pays et que les contrôles aux frontières seraient renforcés pour en interdire l'accès aux porteurs potentiels du virus. L'ENA indique, sans autre précision, que les prostituées interpellées seront « réinsérées » dans des secteurs de la production.

Tatouage jaune

Nostalgie, quand tu nous tiens... La proposition d'un médecin ouest-allemand, le docteur Karl Albert Mutter, président de l'association des médecins pour la prévention du SIDA de Francfort, de tatouer les personnes infectées par le virus du SIDA, euseite en Allemagne fédérale une vague de réprobation. « Ce sont là des méthodes dignes de l'époque nazie », a déclaré le dirigeant d'une association d'aide aux malades atteints du SIDA.

C'est pourtant un tout petit tatouage de rien du tout que propose le Dr Mutter. Juste quatre lettres — S, I, D, A — tatouées sur la fesse ou sur l'aine. Invisibles lorsque l'on est habillé, mais suffisamment visibles pour « permettre d'endiguer la progression de la maladie ». Sinon, assure le Dr Mutter, « quatre mille Allemands de l'Ouest mourront du SIDA d'ici à 1990 ». A l'en croire, il ne sera alors que temps de recourir à des méthodes plus expéditives. Le tatouage plutôt que l'étoile ?

F. N.

● Chute d'un satellite soviétique dans l'Océan indien. — Un satellite soviétique — un *Cosmos 1767* — qui évoluait dans l'espace de manière erratique est retombé, samedi 16 août, entre 21 h 26 et 21 h 40 GMT, dans l'Océan indien. Selon des responsables du département américain de la défense, ce satellite avait été lancé le 30 juillet dernier, mais n'avait jamais pu atteindre une « orbite utile ». En début de semaine dernière, il avait été repéré à environ 185 kilomètres de la terre et était brutalement descendu à 160 kilomètres d'altitude.

هكذا أصل

Culture

La Monde • Mardi 19 août 1986 • 9

MUSIQUE

« Capriccio » à Salzbourg

Les miroirs du temps

La musique de Richard Strauss, la mise en scène délicate de Johann Schaas pour ce marivaudage entre une coquette et un poète et un musicien.

Tandis que les spectateurs s'installent, le rideau de scène reproduit la feuille de papier à lettre d'un hôtel berlinois sur laquelle Clément Kraus avait griffonné des propositions de titre pour son collaborateur Richard Strauss : *Rencontre des arts*, *la Question brûlante*, *Scène et Univers*, *Cherchez la femme*... enfin, entouré de rouge, *Capriccio*.

On s'avoue longuement en ouverture le surnom à cordes ni-Mozart, ni-Brahms que Flammend, le musicien, a écrit pour la comtesse Madeleine, puis le rideau s'ouvre sur un joli salon art déco. Deux colonnes carrées, transparentes, renforcent chacune l'une des muses, Poésie et Musique, qui seront l'objet de cette « conversation ».

L'orchestre, le directeur de théâtre, en complet veston, dort paisiblement sur sa chaise, tandis que la comtesse, de dos, écoute la fin de cet andante inspiré par sa beauté. Tout à l'heure, Mademoiselle Clairou arrivera, impétueuse et désinvolte, dans sa torpédo, manteau de four-

rure, robe de Poiret, serre-tête et lunettes d'automobiliste. Allons bon ! nous disions-nous, voilà qu'on nous refait le coup, inoffensif mais agaçant, de l'actualisation anachronique pour une œuvre datée expressément par l'auteur de 1775, au temps du chevalier Gluck, dont résonne l'ouverture d'*l'opéra* en *Audite*.

Mais ce n'est pas si simple : le metteur en scène, Johann Schaas, veut nous faire remarquer que nous sommes dans une machine à remonter le temps, et, chaque fois qu'un personnage est amené par son rôle à sortir du salon, il revient habillé à la mode du dix-huitième siècle : si ce n'est la juquette, justaucorps, habit brodé, jusqu'à ce que, enfin, la comtesse accepte elle aussi de quitter cette robe et ce bibi qui la font ressembler à une infirmière de la Croix-Rouge de la guerre de 1914.

Querelles esthétiques et intrigues amoureuses

Jen de miroirs qu'accompagnent les changements de décor (d'Andreas Reinhardt) au fond de la scène, derrière les panneaux vitrés qui s'ouvrent et se ferment, soulignant discrètement le temps qui s'écoule : théâtre à l'italienne, vestibule baroque, jardin enchanté, petite scène où la danseuse répète,

clair de lune enfin sur le parc silencieux.

Tout est en place pour le marivaudage allégorique où s'entrelacent querelles esthétiques et intrigues amoureuses : « d'abord la parole, ensuite la musique » ou l'inverse ? La comtesse optera-t-elle pour Orléans le poète, « l'esprit fort, l'homme passionné », ou pour Flammend le musicien, « la grande âme aux yeux bleus » ?

Ce *Capriccio* de Salzbourg bénéficie d'une distribution presque idéale, et chaque personnage, docile à la seule impulsion du metteur en scène, qui tire les ficelles, correspond au portrait savoureux qu'en a tiré le compositeur : Jungwirth, directeur de théâtre — solemnel et débonnaire, superbe dans le crescendo emphatique où il s'exalte naïvement à la pensée de son pouvoir d'empêcher l'œuvre de Schmitt à la voix de feu, péculante Mademoiselle Clairou, toujours en représentation, dans la vie comme au théâtre, menant par le bout du nez le comte (Wolfgang Schöne), vivier sympathique et superficiel, aulement dupe du sérieux de son furt, avec ce timbre ironique qui ne laisse pas de pré au lyrisme.

Quant aux deux rivaux, comment mieux les imaginer ? Franz Grunheiser, le poète, voix vibrante et très modérée, se montre ardent et bon-

du radieux Eberhard Bächner, enjoué, moqueur, confiant en la supériorité ultime de la musique. Autour d'eux vive toute la valetaille sympathique que Strauss adore depuis le *Chevalier à la rose* : chanteurs italiens, danseuse, majordome, laquais, imitant avec talent l'oculor des hauts patrons, et M. « Taape », le souffleur endormi, dont Anion de Ridder fait en un instant le personnage délicieux et mystérieux d'un Jean Shok.

Mais la comtesse ? Puis-je insinuer qu'Anna Tomowa-Sintow, tout à fait digne de cette superbe équipe, ne nous fait cependant pas oublier celles qui ont marqué indélébilement le rôle, la ligne éblouissante, le timbre bien d'une Lisa Della Casa, les facettes multiples et les cascades de diamant d'une Schwarzkopf.

L'orchestre de la Philharmonie de Vienne est conduit avec chaleur mais sans beaucoup de subtilité par Horst Stein. On ne perd pas une miette de cette musique que Strauss écrit dans une chambre herméti- quement close au bruit du gigantesque catalyseur qui régénère l'Europe en ces années 40 — inconscience ou protestation instinctive contre les forces qui détruiraient cette civilisation raffinée dont la musique pétillante de *Capriccio* était l'ultime fleur.

JACQUES LONCHAMPT.

CROQUIS



Salzbourg, culture et bouillon.

Le « Masque noir », de Penderecki

Un train d'enfer

On pouvait craindre, depuis le Paradis perdu, un affaiblissement ou un assagissement excessif de l'esprit créateur chez Penderecki (le Monde du 23 janvier 1979). La création du *Masque noir* nous rassure, il s'agit là d'une œuvre et d'un spectacle de toute beauté.

Le *Masque noir*, commandé du festival de Salzbourg, bénéficie d'un superbe livret, une pièce en un acte de Gerhard Hauptmann, écrite en 1928, qui offrait un terrain riche mais d'une complexité redoutable, au compositeur polonais. Le développement progressif d'événements antérieurs révélés par l'action est la matière même du drame, jusqu'à l'explosion finale de tensions dissimulées, dans un contexte de luttes religieuses et de peste noire.

Tout se passe le temps d'un dîner chez Schiller, bourgeois d'une petite ville de Silésie à la fin de la guerre de Trente Ans. Un commerçant juif d'Amsterdam, Löwel Perl, est venu rendre visite à son ami,

dont la femme, Benigna, a vécu jadis également à Amsterdam, ainsi que sa dame de compagnie, Rosa, sa « nièce », maîtresse, Arabella, et ses serviteurs, le baguenaudier et le jeune Jodidja. Au dîner sont conviés le comte et la comtesse des environs, le prince abbé, le pasteur protestant et un organiste libre penseur ; réunion de notables quelque peu dangereuse en cette période où les guerres de religion sont à peine terminées.

Le compositeur découvre, à de petits signes, bien des frangés dans le couple et la maison respectable de ses hôtes. Les invités arrivent, la conversation tombe inamovablement sur des sujets confessionnels et s'envenime.

Un nouveau carillon sonne au clocher : c'est celui d'une église d'Amsterdam, acheté par le bourgeois qui a voulu en faire la surprise à sa femme.

Mais l'effet est tout autre que prévu : Benigna, Rosa, Arabella et les serviteurs sont terrorisés par cette réminiscence musicale qui resuscite leur passé, que Schiller ignore. Au même moment, on annonce qu'un homme sa masque noir a enjambé le mur du jardin et qu'un groupe de paysans une cabane à l'arrière la maison. Est-ce la peste noire dont l'organiste vient de signaler le retour ?

La terreur et la folie s'emparent des convives au cours de péripéties trop longues à raconter. La vérité transparaît peu à peu : Benigna, adolescente, a été séduite par un Noir, Johnson, dont elle a eu une fille, qui s'est avérée qu'Arabella. Il l'a obligée à épouser un riche marchand d'esclaves pour s'approprier sa fortune. Le marchand est mort, Johnson s'est enfui et Benigna s'est remariée avec le bourgeois qui a adopté tout l'événement sans se douter rien.

Le masque noir, c'est Johnson venu se venger. Il terrorise Benigna, tue Jodidja qui l'avait aidé à assassiner le marchand d'esclaves. Benigna, sentant que le Noir a repris sur elle son pouvoir, confesse publiquement sa faute et meurt ; le bourgeois meurt de la peste et le feu envahit la ville.

Trompettes apocalyptiques

Ce qui frappe avant tout dans le spectacle de Salzbourg, c'est l'unité organique du texte, de la musique et de la réalisation de Harry Kupfer (qui mettra en scène le *Ring* à Bayreuth en 1988). Son étroite collaboration avec Penderecki dès la rédaction du livret explique cette formidable concentration, cent mètres d'un crescendo qui aboutit au paroxysme sans laisser un instant de repos. Les intrigues s'interpénètrent, les personnages entrent, sortent sans cesse, s'affrontent, se lient, s'entrelacent en un tissu serré ; et pourtant, l'action poursuit une trajectoire rectiligne, soutenue, menée inflexiblement par une musique qui colle littéralement au drame, tantôt

RECTIFICATIF. — Une coquille a dénaturé l'œuvre de Frédéric Edelmann « Le jeune héritage de la vieille Amérique », paru dans le Monde du 17-18 août. Il fallait lire : « Ainsi ne peut être théoriquement et sûrement protégé qu'un édifice dont le propriétaire et le défenseur font une seule et même personne. »

GERARD CONDÉ.

CINÉMA

« Le Canardeur », de Michael Cimino

Le dernier braquage

L'histoire d'un jeune homme qui va mourir ; de gangsters fatigués. Le premier film de Michael Cimino, avec Clint Eastwood.

Dès son premier film, le *Canardeur*, en 1974, le talent de Michael Cimino est saisi à une exception près : par l'ensemble de la presse américaine et reconnue par le public. Il s'agit, il est vrai, d'une production de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, ce qui aide aux recettes. Cimino avait déjà travaillé pour lui au scénario de *Magnus Force*. Il a écrit également celui de *Canardeur*, l'histoire de gangsters, qui tentent et ratent leur dernière chance.

Une histoire à la John Huston dans des paysages limpides comme on en retrouverait dans le film suivant de Cimino : *Deer Hunter* (qu'il mettra deux ans à monter, mais qui lui apportera un nombre impressionnant d'oscars). Une histoire d'hommes épiques, qui sont copains, ont fait la guerre ensemble, se sont sauvés la vie plusieurs fois et n'hésitent pas à s'entre-tuer. On a parlé aussi d'une atmosphère à la *Spartan* : il faut plus dans les malheurs à ce jeune homme trop doux.

Pourtant, elle porte bien sa marque, et celle de Clint Eastwood, cette histoire sans femme mais non sans tendresse. Au-delà des violences, des rancunes, des ruses, des dévotions sur la grand-route, de la course vaine au trésor, de la préparation pointilleuse du braquage, au-delà de toute cette mythologie, il y a le lien très pur et très fort, le lien viscéral entre un adolescent à l'âge incertain entre garçon et fille (Jeff Bridges) et un homme mûr, fatigué de courir, Clint Eastwood évidemment.

Clint Eastwood, faux pasteur, court dans un champ de blé pour échapper à un ancien complice. Il tombe sur Jeff Bridges (surnommé « le dé-dé-biche ») qui enfuit lui aussi après avoir réussi une arnaque et piqué une voiture. C'est un garçon

insouciant, blagueur. Il vit au jour le jour, va où le hasard le mène, sans attache. Instantanément, avec un naturel d'enfant, il s'attache à rencontrer et qui devient une sorte de modèle. Il lui offre une partie fine plutôt lamentable, mais qui scelle leur complicité, et Clint Eastwood, désormais, le prend sous sa protection. Leur relation est confidente, pudique, sans rapport de force, sans équivoque ni problème : elle est. Elle existe, en dehors même du charisme de Clint Eastwood, de la fraîcheur de Jeff Bridges. Ils se soutiennent l'un l'autre, comme dans *Honky tonk man*, jusqu'à la mort, se

soutiendront le chanteur ravagé et son neveu. Seulement, cette fois, c'est le jeune homme qui meurt, et de façon romantique, allégorique même, parce que le film est de Michael Cimino.

Un film tout en finesse, sans naïveté ni morale, où l'action sert de support à un humour mélancolique. Mieux ambitieux que *Deer Hunter* ou les *Forces du paradis*, moins fier que *l'Amie du Dragon*, le *Canardeur* est en définitive une histoire intime, une œuvre d'exception, avec une distribution absolument remarquable. Clint Eastwood en tête.

COLETTE GODARD.

« Un sacré bordel », de Black Edwards

Vaudeville-poursuite

Chevaux dopés, voitures emballées, piano démenagé. Mais le film de Black Edwards piétine.

Un Casanova de seconde zone figurant dans un film sur les courses, surprend deux malfrats sur le retour en train de doper à mort une jument ringarde. Il va essayer d'en profiter, avec l'aide et les économies d'un copain, serveur sur patins à roulettes d'un drive-food. Mais il a été surpris à son tour par les deux ridicules qui travaillent pour un ponte de la Mafia, un gros tas qui joue au billard et rêve d'être, à la fin, une femme, volcanique Chilienne, va se retrouver dans le lit du Casanova fatigué pour récupérer un piano mécanique, acheté par mégarde au cours d'une vente aux enchères.

Intéressé de chercher un semblant de logique, le film de Black Edwards est juste une accumulation de gags burlesques éprouvés, un vaudeville-poursuite, les uns poursuivant les autres et la police poursuivant tout le monde. Les bagoues se carambolent à grand renfort de poussière et de cascades, les personnages sont des fantoches, des caricatures. Les comé-

diens grimacent à qui mieux mieux — en particulier les deux vieux malfrats, qui surjouent le grotesque dans le style des comiques de ca'conc'. C'est lourd.

Il y a beaucoup de musique bruyante, de cacophonie, de fémur, et pourtant ça se trahit. Le no-scen, pour être efficace, doit partir dans la folie subversive — voir les Marx. Le vaudeville ne supporte pas le sérieux. Plus les péripéties sont folles, plus la mécanique — voir Feydeau — doit être impeccable. Plus les personnages agissent de façon absurde, plus ils doivent être solides — voir Leblanc, Simon, il n'y a pas de suspense. Tout peut arriver, une chose ou une autre, alors on se fiche de ce qui arrive. Et si la situation ne risque pas à un millimètre près de devenir dramatique, elle n'est pas comique.

Mais on n'a pas l'impression que Black Edwards se soit posé la moindre question. Il a tourné de quoi faire quatre vingt-dix minutes, avec suffisamment de mines stupides, de gens qui tombent, qui se cognent, qui se font mal, pour arracher de temps en temps un rire machinal.

C. G.

COMMUNICATION

La concurrence entre satellites de télévision

Astra veut faire un atout de sa date de lancement

Le satellite de télévision Astra sera-t-il lancé en février 1988 avec une fusée Ariane-4, comme l'a annoncé dans un communiqué la Société européenne de satellites (SES), dont le siège est à Luxembourg ? Ou bien la date de sa mise en orbite sera-t-elle pas encore été définitivement arrêtée, comme l'a affirmé à l'Agence France Presse, Arianeespace, propriétaire du lanceur. De la réponse à ces questions dépendent de gros intérêts commerciaux.

En juin dernier, le directeur commercial de SES, M. Marcus Bicknell, présentait dans toutes les capitales européennes le programme Astra : seize canaux de télévision, deux ans après son entrée en service, et pouvant être captés par des

antennes paraboliques de 35 centimètres de diamètre. Fin juillet, le gouvernement français décidait de poursuivre le programme français de télédiffusion directe par satellite, TDF 1-TDF 2 : quatre, puis cinq canaux de télévision captables par des antennes de 60 centimètres. Certes, les deux programmes ont des caractéristiques techniques différentes, mais beaucoup pensent qu'ils seront concurrents.

C'est pourquoi les actionnaires privés de SES, tous européens, n'entendent pas être trop pénalisés par les difficultés du lanceur Ariane et le report d'environ six mois de tous les tirs de lancement : « SES, précise le communiqué, garde sa confiance dans le programme Ariane », mais continue de « discuter des moyens de remédier à ce

décal ». TDF 1 doit être, lui, lancé en 1987, et normalement par le tir précédent celui de la mise sur orbite d'Astra. En annonçant la date de février 1988, SES s'efforce de prendre des garanties et fixe ainsi une date-but.

Et, pour faire de ces problèmes de calendrier un atout, SES annonce également une amélioration des performances de son satellite : une puissance plus grande qui permettrait une extension de la zone de réception du satellite en Europe (« Toute modification sera bien sûr enregistrée auprès du Comité international d'enregistrement des fréquences d'Europe », précise le communiqué) et une réception au sol par des antennes plus petites. La concurrence avec TDF 1 n'en serait que plus grande.

● La région parisienne privée pendant huit heures de la 5e. — Les téléspectateurs de la région parisienne ont été privés, dimanche 17 août de 8 heures à 16 heures, des émissions de la 5e, à la suite de la panne d'un des émetteurs qui retransmettent, depuis le 20 février 1986, les images de la 5e, du haut de la tour Eiffel. Un débord de plus pour la 5e : déjà, l'installation d'un émetteur de 100 kilowatts, prévu le 31 juillet — date à laquelle la concession de la 5e et TV6 était livrée par le gouvernement — a dû être retardée. Télédiffusion de France rencontrant « des problèmes techniques » sur la tour Eiffel (le Monde du 9 août).

● 62,2 millions de dollars de perte pour Play-Boy. — Selon des responsables de Play-Boy Enterprises Inc., la société a enregistré, pour l'année 1986, une perte de 62,2 millions de dollars. La diffusion du mensuel Play-Boy, qui dégage toujours des bénéfices, a chuté de 700 000 exemplaires, passant à la mi-juin de 4,1 millions à 3,4 millions d'exemplaires.

Le Monde ECONOMIE

Les trois agricultures de l'Inde

14 000 kilomètres dans un pays
à l'abri de la famine, mais non de la faim

par GILBERT ÉTIENNE (*)

Le consortium des pays occidentaux et du Japon groupés autour de la Banque mondiale vient d'accorder à l'économie indienne un bon certificat de santé, ponctué de 4,3 milliards de dollars de crédits. Dans cette conjoncture, l'agriculture continue à jouer un rôle central, malgré la forte expansion de l'industrie et des services. Après avoir plafonné à 130 millions de tonnes de grain et de légumineuses de 1978-1979 à 1982-1983, la production atteint un nouveau palier proche de 150 millions de tonnes de 1983-1984 à 1985-1986.

L'Inde a remporté deux nettes victoires et amorcé le début de la troisième. Grâce aux progrès de

de mousson capricieuse. Nouvelles semences, engrais chimiques, embouteillent le pas selon le processus devenu classique dans les districts avancés. D'autres activités suivent.

An bord de la piste s'ouvrent de minuscules épiceries. Dans le bourg de Mangari, les camions commencent à concurrencer les chameaux. Des ateliers de réparation (pompes, moteurs) apparaissent. En 1964, un sans-terre me disait : « La misère n'abandonne pas les pauvres ». Aujourd'hui, les salaires agricoles montent en termes réels pour atteindre environ 10 roupies par jour (1 roupie = 0,55 franc).

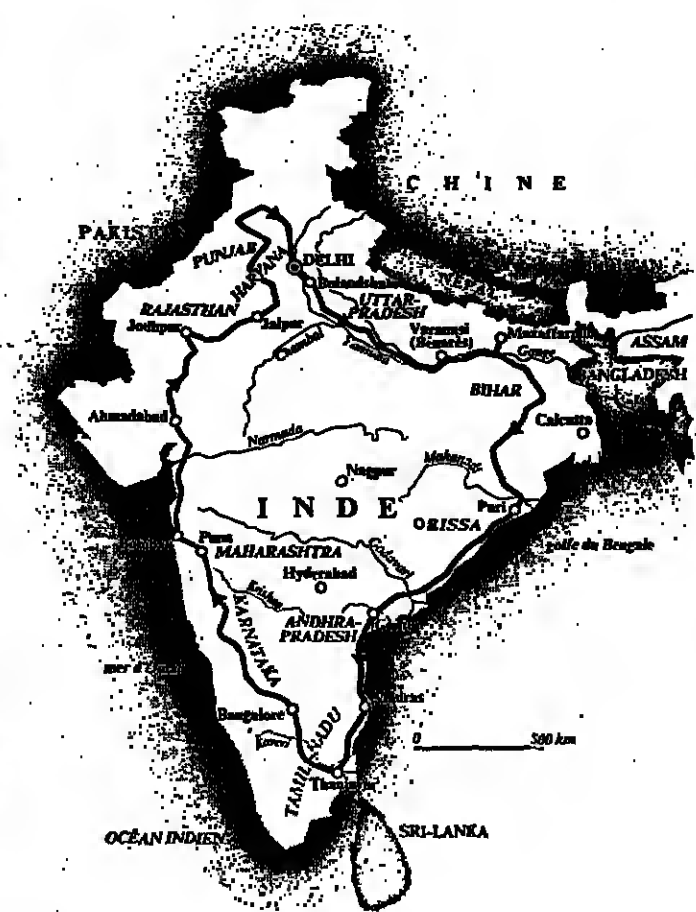
Ce mouvement fait plus à l'est, au Bihar. Dans la plaine au nord du Gange (Muzaffarpur), ici et là l'œil s'arrête sur un puits tubé à pompe irriguant une bonne rizière (2 000 kg/ha de riz décortiqué), mais la production avance trop mollement pour changer le sort des pauvres. Le riz donne, sans irrigation, 1 000 kg/ha ou la moitié dans les terres basses gorgées d'eau par manque de drainage.

Nous retrouvons les luttes des Chémers et Dasads, ex-intouchables. Les salaires (5 à 6 roupies par jour) suivent à peine le coût de la vie. Le marché du travail s'élargit trop faiblement, tandis que la densité au kilomètre carré atteint maintenant sept cents personnes.

Autre région et mêmes problèmes : le delta de la Mahanadi, en Orissa. Tout semble parfait : belles terres alluviales, pluies assez fortes, énormes possibilités d'irrigation. Et pourtant... A ma première visite en 1954, l'Orissa était excédentaire en grain, aujourd'hui il en manque. Les grands travaux d'irrigation avancent lentement, et les ingénieurs négligent d'inclure des canaux de drainage.

A part quelques bonnes rizières, en général la moyenne ne dépasse pas les 1 000 kg/ha. Heureusement que, sur la route menant à la ville sainte de Puri, le trafic des pèlerins et des touristes crée des débouchés : guinguettes, marchands de fruits, de noix de coco, de légumes. A 7 roupies par jour, les salaires sont un peu meilleurs que dans le nord du Bihar.

Après l'encombrement des plaines, les bazaris d'œufs, cyclotrentes ebars à bœufs, cyclot-



poisses, camions, piétons, nous voici dans les collines du sud du Bihar et de l'intérieur de l'Orissa. Des mamelons ou des chaînes de montagnes boisées ferment l'horizon. Entre les collines se glissent ou s'étalent les rizières qui ne dépendent que des pluies.

Depuis des dizaines d'années, la production oscille au gré des bonnes moussons (1 000 kg/ha de riz) ou de la sécheresse (500 kg). Il faudrait une irrigation d'appoint. Or le potentiel est faible et le processus coûteux : il s'agit de creuser des puits profonds en terrain rocailleux, de construire de petits barrages sur des rivières au débit très variable.

Le niveau de vie des populations est un peu moins précaire que dans les plaines du Bihar, car la forêt tient lieu de relative soupape de sûreté : collecte clandestine de bois, fourrage pour le

bétail, fruits sauvages... Cette solution est temporaire et à double tranchant, car le déboisement a atteint la cote d'alerte.

Du vert sur fond ocre

Nouveau changement de décor : les zones centrales de la péninsule. Sur des centaines de kilomètres, au Karnataka, au Maharashtra, la route coupe tout droit, bordée de plateaux qui ondulent légèrement ou s'arrêtent au pied des collines chauves. Le paysage est encore plus dénudé cette année à la suite de la sécheresse. Certains champs n'ont pas même été semencés. D'autres donnent 300 kg/ha de sorgho, contre 500 à 700 par bonne mousson. Et, bien entendu, il est exclu d'avoir une seconde récolte en saison sèche.

De rares taches vertes, plantations de bananiers, de canne à sucre, toutes irriguées, viennent troubler les dominantes ocre, beige ou grisâtres. Les villages ont beau être moins nombreux qu'en plaine, ce sont 2 à 3 hectares de culture sèche en face d'un demi-hectare bien irrigué. Une partie des pauvres s'en sort néanmoins, grâce aux débouchés dans les grandes villes industrielles : Bangalore, Pune, Bombay d'où ils envoient leurs économies à la famille restée au village.

Quadrillés par les canaux construits sous les Britanniques au siècle dernier, les deltas de l'Andhra sont connus, de longue date, pour leur prospérité. Le paysannat est vif, prompt à sauter sur toutes les sources de nouveau gain. Le riz, qui donnait déjà dans les 1 200 kg/ha il y a trente ans, a plus que doublé. La canne à sucre, les légumes, avancent à bonne cadence, de même que les doubles récoltes annuelles sur le même sol.

Petite industrie, négoce de tout genre, ne sont pas moins prospères. Les tracteurs et même les automobiles sont relativement nombreux. Ainsi l'économie croît et se diversifie avec, pour conséquence, l'élargissement du marché du travail et la hausse des salaires en termes réels :

(*) Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et à l'Institut universitaire d'études de développement (Genève).

aujourd'hui, de 10 à 12 roupies par jour, sinon plus. Malgré le paillardement des hommes, 500 à 700 au kilomètre carré, la pauvreté recule.

Ce processus global de développement rural éclate encore plus au Punjab, champion toutes catégories de l'Inde, avec, grâce à une bonne irrigation, deux récoltes annuelles de riz et de blé, chacune d'au moins 3 000 kg/ha. Dans l'ouest de l'Uttar-Pradesh, le district de Bulandshahr n'aurait pas ces performances. Il n'a pas encore remplacé, comme le Punjab, les récoltes plutôt médiocres de maïs et de sorgho par le riz. En revanche, le blé se sème dans les 3 000 kg/ha. Ici aussi, les activités non agricoles se multiplient. Quant aux salaires agricoles, ils atteignent de 10 à 12 roupies par jour, soit le double de ceux du nord du Bihar.

Trois constatations ressortent de ce périple de 14 000 kilomètres en voiture. Les régions avancées ne pourront pas servir pour toujours de nourrices à l'Inde. De 1970 à 1984, Punjab, Haryana, Uttar-Pradesh (surtout l'ouest) et Andhra-Pradesh ont fourni 23,5 millions de tonnes de grain pour un accroissement total de 43 millions. Les prochaines hausses de rendement exigeront un système économique quasi parfait : irrigation sans failles (on en est très loin), très bonnes semences, doses adéquates d'engrais et de pesticides... Bref, une logistique fonctionnant presque comme dans nos agricultures.

Dans les plaines potentiellement riches, une irrigation même imparfaite, mais beaucoup plus étendue et accompagnée d'engrais chimiques en quantités accrues, permettrait de doubler les rendements, très bas d'aujourd'hui, ce qui aurait d'importantes retombées sur les petits propriétaires et les sans-terre.

Restent les zones péninsulaires. Il existe une marge de manœuvre grâce à de fines techniques de *dry farming*, mais il ne faut pas s'attendre à des hausses rapides et spectaculaires.

Après les discussions avec les paysans, pendant ces longues randonnées, aux multiples contrastes, nous nous retrouvons à New Delhi, dans les ministères et dans le bureau du premier ministre. Alors on mesure à quel point la conduite de cet immense pays peut être écrasante.

Deux problèmes complexes notamment se présentent : les stocks et les subventions. Les réserves du gouvernement atteignent 24 millions de tonnes de grain en décembre 1985, ce qui dépasse les capacités de stockage. Pourquoi ces réserves et pourquoi des ventes creux ? Dans les zones avancées, les pauvres gagnent plus et mangent mieux, ce qui

n'est évidemment pas le cas dans les zones de faible expansion.

Pour sa part, la politique de prix subventionnés a contribué aux progrès de l'agriculture, mais la charge devient trop lourde. Les subventions pour les produits agricoles et les engrais chimiques ont représenté 31 milliards de roupies (2,5 milliards de dollars) en 1985-1986.

Les acquis suscitent une satisfaction légitime, mais mesurée,

Dans l'Orissa Jardin potager

La route serpente entre les collines boisées. Le village de Senkarpur (Koonpur) se cache au fond du vallon. Lachman est un Munda (aborigène) qui a obtenu un prêt subventionné du gouvernement pour creuser son puits. Habile et dur à la tâche, il est en train de passer le saul de la pauvreté.

Son jardin potager de 0,2 hectare peut rivaliser avec ceux des meilleurs maraîchers de nos pays, à une différence près. Il ne travaille qu'à la main. Il gagne net dans les 4 000 roupies par an. Plus loin, ses champs de 1 ou 2 hectares donnent un maïs maigre et quelques lentilles. Notre homme s'embusque aussi à l'occasion comme manœuvre agricole à 5 roupies par jour. Lachman possède deux assortiments de vêtements et, grand luxe, il vient de s'acheter un transistor.

Autre halte au village de Badamauli : 80 hectares de champs, cent familles dont trente-trois sans terre. Quelques puits et jardins potagers assurent un minimum de bien-être à plusieurs familles. Quant aux rizières, leur rendement s'est un peu amélioré, mais resta un peu décevant : 1 000 kg/hectare de riz.

Ce qui sauve les plus pauvres, ce sont les débouchés extérieurs. Une centaine d'hommes travaillent huit mois par an sur les chantiers du nouveau port de Paradep, où ils gagnent 12 à 15 roupies par jour.

car, personne, à commencer par M. Rajiv Gandhi, ne dissimule l'ampleur des obstacles qui restent à surmonter. Vive est l'inquiétude en matière de démographie à cause du recul trop lent de la natalité. Quant aux prochaines étapes du développement, elles risquent de n'être pas plus aisées que celles qui ont déjà été franchies.

Les réformes animées par M. Rajiv Gandhi vont dans la bonne direction, et la valeur sociale d'une plus grande efficacité économique est bien saisie. Mais encore faut-il compter avec les turbulences de la scène politique.

Près de Bénarès Du blé et du riz

Raj Nath, un kumri (bonna caste agricole), dresse son inventaire. Il doit faire vivre sa femme, ses quatre enfants, ses vieux parents, sa belle-sœur accompagnée d'un bébé, sur 1,25 hectare. Fidèle à l'héritage de sa caste, Raj Nath joue sur plusieurs récoltes, les uns pour la vente, les autres pour sa subsistance. De petites parcelles de canne à sucre, de pois chiches, de légumes, de pommes de terre rapportent de 3 000 à 4 000 roupies par an.

La moitié des terres portent du blé en saison sèche et du riz à la mousson. La tour est irriguée par un puits tubé à pompe récemment installé avec l'argent que le frère gagne comme maçon à Bénarès (25 roupies par jour). Les dépenses en engrais aident, il peut moissonner l'équivalent de 3 tonnes de blé à l'hectare puis de paddy. Attachés devant la maison, ruinent deux vaches qui donnent un peu de lait pour les enfants, et le pair de bœufs pour les labours.

Avant d'avoir une bonne irrigation, Raj Nath tournait tant bien que mal. Aujourd'hui, il entra dans la catégorie des paysans moyens. Signe révélateur, l'apparition de biens matériels tels que radio et bicyclette. Mais notre homme ajoute, l'air maussade, qu'il a perdu sa montre, avant de sourire à nouveau : « Tous les enfants vont à l'école ! »

L'agriculture, le pays n'est plus à la merci du grain étranger. Grâce aux stocks accumulés par le gouvernement, l'Inde se trouve en même temps - et pour la première fois de son histoire - à l'abri du danger de véritables famines. Inégale reste, en revanche, la lutte contre la pauvreté, qui régresse dans les districts avancés, mais baisse peu ou stagne dans d'autres régions.

Il faut distinguer trois grandes catégories de régions : les plaines très pauvres, mais potentiellement riches sur le cours moyen et inférieur du Gange, ainsi que les plaines de l'Assam et de l'Orissa, l'Inde péninsulaire, handicapée par un milieu physique souvent ingrat (sols pauvres, capacités limitées d'irrigation, pluies faibles ou incertaines), les districts avancés du Nord-Ouest et du Sud-Est.

Déjà, vers 1930, Nehru se désolait devant la somnolence des districts de l'est de l'Uttar-Pradesh. Cette situation a commencé, depuis peu, à se modifier. A 30 kilomètres de Bénarès, les hameaux du village de Nahiyau s'éparpillent sous les manguiers, les bambous, les banyans. Les terres alluviales portent du blé en saison sèche et du riz à la mousson, dont les rendements sont restés longtemps stationnaires.

Le déblocage va commencer avec l'irrigation. Après le remembrement parcellaire (1978), les puits tubés à pompe se multiplient. Indispensables en saison sèche, ils servent d'appoint en cas

Au Bihar Un sari seulement

Le hameau des Dusads (ex-intouchables) s'abrite sous les bambous et les palmiers au bout du sentier. De part et d'autre s'étendent les rizières, médiocrement entretenues. Kamel Paewen nous reçoit devant sa hutte. A l'intérieur, quelques nattes, pas de lit, deux cruches en terre, une chaise, deux ou trois cotonnades qui tiennent lieu de couvertures. Sa femme n'a que le sari qu'elle porte, sans même de blouse, découvrant la peau frottée de son épousée. Un garçon et une fille habitent avec eux. Deux filles aînées sont mariées, selon la coutume, dans un autre village.

Le père de Kamel avait 0,8 hectare de terre, qu'il a vendue peu à peu pour rembourser ses dettes. Quand il trouve du travail, Kamel gagne 5 roupies par jour et un peu de nourriture. A la mousson, il touche de 2 à 3 kilogrammes de grain, ou jusqu'à 4 à 5 kilogrammes par jour en cas de très bonne récolte. Sa femme coupe un peu d'herbe qu'elle vend. La famille ne fait guère que survivre. Le mariage de la deuxième fille a coûté 1 500 roupies, d'où, depuis deux ans, une dette de 700 roupies, à 50 % d'intérêt.

« Mais alors, ne pouvez-vous pas trouver du travail au dehors, à la ville ? - Pas possible. Il faut avoir des relations

comme dans les hautes castes. » Et Kamel laisse échapper ce mot qui revient souvent dans le hameau, « dabao » (littéralement, « pression », « abus » : sous-entendu, des richesses). Et son voisin d'intervenir : « Les gros restent assés et mangent, et nous nous crevons la peau dans la rizière. »

Au bord de la route, voici la maison de S.P. Singh, Bhumihar (haute caste). Quatre frères et leurs familles (seize personnes) disposent de 1,8 hectare de terre. Derrière la maison, deux bœufs et une bonne buffleuse qui donne 7 litres de lait par jour. Grâce à un puits tubé à pompe, le blé sur 0,8 hectare fournit 20 quintaux, auxquels s'ajoute du tabac.

A la mousson, les terres hautes sont irriguées (1 300 kilogrammes de riz à l'hectare, un rendement plutôt faible). Les terres non irriguées sont si gorgées d'eau qu'elles ne donnent que quelques quintaux. Nos gens restent loin de la « révolution verte ». Néanmoins, ils s'en tirent à peu près car l'un des frères pratique l'hortopertie dans le village.

Que font ceux qui ont de l'argent ? Quelques rares notables investissent dans la rizière, font pousser tabac et légumes, ouvrent un magasin. D'autres, telle cette famille de Bhumihar, végètent sur un très grand domaine de 30 hectares...

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL

IGP

12 mois de formation de haut niveau

7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986

Nom _____

Age _____

Diplôme _____

Adresse _____

IGS souhaite recevoir une brochure détaillée de l'Institut de gestion de personnel.

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS

établissement privé d'enseignement supérieur

هكزان من الذهب

La chronique de Paul Fabra

Si les sujets d'inquiétude ne manquent pas dans ce pays, ce ne sont pas ceux qui étaient trop familiers aux Français. Dans trois semaines au moins, le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a d'excellentes raisons de se sentir les coudées plus franches.

Les trois bonnes cartes dont il dispose ne sont cependant pas en elles-mêmes une garantie de succès pour la seule bataille qui importe, celle qui consisterait à renverser la tendance en matière de chômage — sans artifices — et à la croissance. Elles devraient en tout cas effranchir le gouvernement d'un certain nombre de réflexes qui dans un passé récent, y compris depuis la 16 mars, l'ont amené à continuer d'entraver inutilement le libéré d'action des entreprises, et donc leur capacité à créer des richesses, à investir et à offrir des emplois.

D'abord les prix. Les résultats favorables, pour juillet, de l'indice des prix à la consommation, dont la hausse ne devrait pas dépasser 0,1 % à 0,2 % — la plus faible qui ait été enregistrée depuis vingt et un ans — confirment que la France participe désormais à plein au mouvement de désinflation. On attendait du gouvernement Chirac lorsqu'il a pris le pouvoir, que, conformément à ses promesses, il supprime la contrainte des prix qui subsistait sur environ le moitié de l'indice (compte tenu de la pondération des différents

postes). Mais c'est avec une certaine pusillanimité qu'il a procédé.

Tous les produits manufacturés sont cependant aujourd'hui libérés, ainsi que la plupart des activités commerciales. Restent les services, pour lesquels les contrôles devraient à leur tour être abolis d'ici à la fin de l'année par « pequets » successifs. Simultanément, devrait entrer en vigueur l'ordonnance qui institue le nouveau régime de la concurrence, et se substituerait aux textes de 1945 dont Raymond Barre n'avait pas osé demander l'annulation par le Parlement et selon lesquels le contrôle était la règle, et le libéré l'exception. Ce sera une grande étape pour l'économie française, car sans mécanisme des prix fonctionnant sans obstacles et sans législation sérieuse contre les monopoles, il est vain d'espérer une authentique modernisation.

La balance des paiements ensuite. On ne répète jamais assez que l'équilibre est rétabli depuis le printemps 1984. Il est probable qu'un excédent de la balance des paiements courants d'une trentaine de milliards de francs sera enregistré cette année. Il est grand temps que le gouvernement de la France se libère une fois pour toutes de la doctrine mercantiliste qui n'a cassé d'obscurcir le débat en la

Les trois bonnes cartes

matière. Il est arbitraire de penser qu'un excédent de la balance commerciale est en toutes circonstances « favorable ». Ce qui compte, c'est l'équilibre d'ensemble et, si celui-ci est atteint comme il l'est aujourd'hui grâce à un surplus substantiel sur les services, il n'y a aucune raison de considérer qu'il s'agit en quelque sorte d'une solution au rabais.

L'n'y a pas non plus lieu de craindre qu'un retour à la croissance — l'augmentation du PNB au deuxième trimestre est une indication encore bien fragile — ne doive se traduire nécessairement par une « détérioration » de nos comptes avec l'étranger, à cause d'un ne soit quelle propension de l'économie française au déficit extérieur. Le déficit extérieur ne peut provenir que d'une politique de création artificielle du pouvoir d'achat par augmentation des déficits financiers par l'émission de créances réscomptées d'une façon ou d'une autre par l'institut d'émission. Les déséquilibres « structurels » n'existent pas ni en France ni ailleurs.

Enfin la franc. Ce n'est pas de ce côté-là non plus que le gouvernement doit redouter l'affaiblissement de ses positions. Il lui reste toutefois à prouver que notre monnaie fait réellement

partie à nouveau des monnaies fortes ; la démonstration n'en sera véritablement apportée que lorsque la France se sera rapprochée de façon significative du groupe des pays à taux d'intérêt — nominaux — bas, dont font partie l'Allemagne fédérale, la Suisse et le Japon.

La poursuite de la désinflation (accompagnée, soulignons-le au passage par une remarquable modération des salaires), la continuation de l'afflux des capitaux extérieurs qui cherchent à s'investir sur les places européennes par crainte de voir la dollar baisser un peu plus, créent les conditions favorables à un nouvel abaissement du coût du crédit. La mauvaise excuse qu'avait l'opposition allemande à toute nouvelle réduction dans ce domaine ne peut plus être retenue.

C'est là, n'hésitons pas à le répéter, une nécessité si l'on veut préserver l'économie française des nouvelles menaces qui pèsent aujourd'hui sur elle comme sur l'ensemble des économies occidentales. Ce n'est pas seulement sur les marchés des matières premières que la compétition s'exacerbe et dégrade de plus en plus les prix. Les marges de profit sont également entamées pour les fabricants de produits

manufacturés. Telle est la raison qui explique que la baisse déjà intervenue sur les taux d'intérêt n'ait pas été suffisante pour stimuler l'activité, car le loyer de l'argent est encore trop élevé par rapport aux bénéfices attendus des activités productrices.

DANS un tel contexte, toute nouvelle concernant la revalorisation des produits de base est la bienvenue. y compris pour la pétrole. La baisse des prix ne fait que rendre plus difficile la solution du problème universel de la réorption des dettes. Le processus qu'ont connu les pays en voie de développement, les pays riches risquent d'en être à leur tour les victimes. La France est en bonne position pour aborder cette nouvelle phase difficile de la conjoncture internationale.

Ce n'est pas le cas de tous les pays. Certains, comme l'Australie, sont aujourd'hui obligés de relever leur taux d'intérêt pour s'opposer à une chute brutale de leur monnaie et à la fuite des capitaux. On imagine sans mal les dégâts que peut causer une telle mesure quand, aux pressions baissières qui s'exercent sur les marchés, s'ajoute une aggravation des charges financières. Grâce à ses équilibres retrouvés, la France fait désormais partie des nations auxquelles incombe la responsabilité de limiter dans le monde les effets de la déflation.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

RÉGINE PÉROUD,
JEAN GIMPEL,
RAYMOND DELATOCHE

Le Moyen Age, pour quoi faire ?

Dès l'abord, nous sommes frappés, saisis, par une bonne présentation des auteurs, qui pourrait servir d'exemple.

Trois médiévistes : la première « classée », dans la meilleure sens du terme, la seconde agronome, dont les champs ne sont pas faits que de terre, le troisième technologue. Loin d'être polarisés, ils nous transportent dans l'espace et le temps, comparant ou rapprochant l'histoire-monde contemporain et Moyen Age, tous deux « sous-développés » dans notre optique, ou plutôt « en voie de développement », selon la formule plus souriante.

La corrélation élémentaire exerce-t-elle des effets proprement génétiques ? Ce point, qui semble ici admis, mériterait confirmation. Et nous voyons en pleine liberté, passant de la « République libérale » de Coudouze (dont les quelques cinquante habitants d'aujourd'hui éprouvent du mal à former un conseil municipal) à Thomas Becket et aux pratiques courtoises du Moyen Age, seule époque de sous-développement, est-il fait curieusement observer, qui est construit des cathédrales !

Les rapports féodaux sont décrits bien classiquement, mais, une fois de plus, sans allusion à l'orientation, si vitale, de la consommation du seigneur ou du propriétaire, laquelle influence et détermine non seulement le bien ou le mal-être des sujets, mais leur nombre même.

La première partie, surtout de présentation, est de Régine Pernoud, ainsi que l'introduction et la conclusion. Pour les deux autres parties, « *Le Moyen Age, un modèle de développement* » et « *Le Moyen Age, un service du tiers-monde* », paternités respectives moins bien établies. Les images abondent, comme aussi les occasions de rêver. « Si le tiers-monde avait eu ses clériciens ! » Moins pourvus de moyens assurément, les Frères des hommes.

Faut-il s'étonner de voir toute allusion au passé prêter moins à reproche que ce qui touche le présent ?

Dans la conclusion de Régine Pernoud, un fait qui « accroche » : le suicide serait un des tests de notre civilisation développée ; du moins, n'en trouve-t-on au Moyen Age que de très rares exemples. Faut-il, dès

lors, rappeler la vieille controverse sur le vrai courage ou bien invoquer le rôle de la vie éternelle ?

Une précieuse leçon de culture et de rêve.
* Stock, Paris 1986. 24 cm, 315 pages, 89 F.

JACQUES RIBOUD

Controverse sur la banque et la monnaie.

Le célèbre spécialiste, créateur du Centre Joffroy pour la réflexion monétaire, dénonce, avec patience et clarté, quelques simplismes, hérités ou non de Keynes, et formule des propositions positives.

L'intermédiation (action propre de la banque), qui fait l'objet du premier chapitre, peut être créatrice de monnaie ou non. C'est que la « privatisation » de battre monnaie n'est pas la monopole de la banque d'émission. Alors que, dans l'industrie, le produit fini ne contient qu'une fraction de la matière première consommée, il est, dans le système bancaire (créateur de monnaie et intermédiaire entre l'épargnant et l'emprunteur), un multiple de la matière première. Mais la bénéfice du « seigneurage bancaire » (bien présent au chapitre suivant) vient en compensation.

A la politique de juin 1981 il est rattaché non d'avoir surestimé la vitesse de la réponse de l'offre, mais sa contradiction entre la « rance » de la demande et un resserrement brutal du crédit. Monétarisme ? Keynesianisme ? Dilemme dépassé : tout le monde est, ou devrait être, à la fois les deux, comme l'était d'ailleurs Keynes lui-même et comme l'est M. Friedman. Trop souvent, ce qui est présenté en termes de causalité devrait l'être sous forme de probabilité.

Comme il est presque de règle dans les ouvrages monétaires, l'efficacité de la production de richesses, donnée fondamentalement, ne tient pas ici une place suffisante, la réponse étant toujours indirecte. En revanche, l'auteur va plus loin encore que les notions communes d'intermédiation et de seigneurage. Depuis douze ans déjà, il propose une monnaie internationale de règlement à pouvoir d'achat constant, propriété précieuse que n'a jamais eue l'or. Le ralentissement de la hausse des prix peut-il diminuer la peur curieuse qu'inspire une telle assurance contre l'incertain ?

* PUF, RPP, Paris, 1986, 22 cm, 146 pages, 58 F.

EDOUARD COINTREAU

Privatisation. L'art et les manières.

Il est lourd le mot privatisation, mais correct, encore que longtemps refusé par le Robert et quel que peu réservé aux autoroutes. Président du CDPS (Centre d'observation et de perspectives sociales), Edouard Cointreau a rassemblé huit experts, dont six Français, un Anglais et un Allemand, sinon pour éclairer M. Balladur, du moins pour instruire et parfois distraire ceux qui entendent porter un jugement sur ce grand retour, tel qu'en nous-mêmes enfin le libéré nous change.

Quinze pays ont été classés selon l'importance du secteur public, depuis les États-Unis (15 % du PIB) à l'Inde (89 %), mais ce dernier chiffre, datant de

1980, a dû être réduit précisément par les récentes privatisations. Principaux secteurs touchés : énergie, transports, communications, industries de base.

Vient ensuite un pittoresque « panorama par pays ». C'est ainsi qu'au Mexique sous le férule libérale de Miguel de la Madrid, le Renault de Mexico y Vehiculos Automotrices a été privatisé au profit de... Renault. Plus curieuses encore, les dix études de cas : au Colombie britannique, par exemple, les actions de la BCRIC (prononcez « brique », nous dit-on), ont été distribuées gratuitement entre les citoyens. S'agissant surtout de forêts, s'écroulent l'idée de rêve.

En Italie, au contraire, où manque le « papier », 25 % des titres de la Banca Nazionale del Lavoro ont été vendus, réservés aux seuls Italiens. Comme il a fallu réduire les souscriptions, il s'agit en partie d'un don. En Angleterre, c'est l'immobilier qui retient l'attention, en particulier les fameuses New Towns, qui ont dû laisser aux collectivités locales une sérieuse plus-value.

Aux États-Unis, dès l'avènement de Raagen, privatisation des chemins de fer. En Allemagne, les Volkswagen justifient enfin l'expression « capitalisme populaire », lancée par, dit-on, le tout jeune Erhard et exploitée par Hitler. Un sondage a cependant révélé que 40 % des Allemands heureux, comme l'homme sans chemise ? Ignorant ce que c'est qu'une action.

En marge de toutes ces aventures, les syndicats, quelque peu désabusés, mais vigilants. Utile a été de citer ici la Hongrie, où se déroule une sorte de course folle à la privatisation, sous des noms il est vrai bien différents.

* COPS, L'Harmattan, Paris 1986. 22 cm, 188 pages, 90 F.

GENEVÈVE GAVIGNAUD

La révolution rurale. Essai à partir du cas américain.

Du Roussillon au Middle-West, du maïs du Fenouillades au ranch de l'Indiana, l'auteur avait de quoi être dépaycé, mais a vite fait la reconquête de son nouveau milieu. Le mot « révolution », si souvent employé qu'il perd quelque peu de sa force, risque de dissimuler des mouvements adjacents. Tel n'est pas la cas ici, bien que l'ordre des parties et des chapitres soit loin de répondre à une logique rassurante. A diverses reprises, le lecteur est même tenté de blasphémer, au rappel de la boutade d'Alphonse Allais : « *Tout cela ne serait pas arrivé, si l'on avait placé la ville à la campagne.* » N'est-ce pas, du reste, quelque peu ce qui est arrivé par l'abandon des grands centres au profit des environs verdoyants ?

« Les écuries au-dahors, l'électronique au-dedans », telle est l'expression caractérisant la vie privée de nombreux Américains de diverses classes sociales, mais beaucoup moins des Noirs. Cela n'évance cependant à rien de dire que la campagne a été réinventée. « *Une agriculture née industrielle* », est-ce une formule plus sûre ? Les grands espaces n'ont pendant longtemps connu là-bas que le cheval et... l'esclave.

Opportun eût été d'indiquer la façon dont vit une villa vraiment nouvelle, comme Reston ; sans agriculture, bien sûr, et sans... transports collectifs. Et d'insister aussi quelque peu sur la pagaille de terre par l'érosion, résultat de la faiblesse de densité. Mais la démographie est trop souvent absente ici : que 68 % des agriculteurs aient plus de quarante ans n'est certes pas sans intérêt, mais il eût été utile d'ajouter à ce constat une projection à vingt ou vingt-cinq ans, comme l'avait fait Elisabeth Brown pour la France. Bibliographie sérieuse, en anglais et en français, sans mention, toutefois, de D. Courgeau, ni d'... André Maurois.

* Editions Horvath, Paris 1983. 24 cm, 162 pages, 84 F.

JACQUES NÉRÉ

Le problème du mur d'argent. Les crises du franc (1924-1926).

Enouvant rappel de deux ans de drame et d'illusions, qui, tout en donnant aux rares survivants une étrange nostalgie, sera consulté avec fruit par les autres, dans un sursis d'indignation et d'indulgence.

Dès la fin de la guerre, c'est, entre conservateurs et socialistes, une lutte de naïveté et d'ignorance. En 1924, l'ingénieur Edouard Herriot, radical, parvient sans le vouloir, grâce à ses concessions en politique étrangère, à maintenir un moment la franc, tandis que Keynes ricane dans son « bunker » de la City. Manque ici le rappel, si troublant, du rassemblement des billets, chaque jeudi (jour du bilan) dans le cour de la Banque de France, ramassés dans des banques des environs et retirés, dès lors, du poste « en circulation ».

Un peu plus tard, le retour de Cailhau révèle la croyance persistante de l'opinion dans le « miracle financier », encore latente aujourd'hui. C'est le temps d'ailleurs où, sollicité par la Société des Nations, via la Statistique générale, sur les divers postes de la balance des paiements, la Rue de Rivoli répond, avec comminatoire, à ceux qui s'attachent à des éléments « d'une telle futilité ». « *Je sais aussi que le capital est une notion vague, incertaine, insaisissable, difficile à préciser* », déclare Herriot, qui n'a pas été prié, pour autant, d'enseigner aux Sciences politiques. Et les extravagances — aux yeux des hommes de 1988 — de se multiplier, de telle façon que la critique sérieuse est désarmée. Sommes-nous au théâtre d'Ibsen ou à celui de Georges Feydeau ?

Et la réponse sur la « mur d'argent », sur le « plébiscite des porteurs de bons » ? Elle ne nous est pas donnée de façon précise : intention politique des puissants ou souci général de conserver son avoir ? En fait, la spéculation a joué aussi bien contre Poincaré, en mars 1924, que contre Herriot, en 1924-1925. Certes, quand la gauche est au pouvoir, la situation est plus claire : « *C'est mon roi que je sers, ainsi que ma rance.* » Une très utile rétrospective ; la bande passe, malheureusement, un peu trop vite pour le spectateur déconcerté, intrigué et quelque peu ému.

* La Pensée universelle, Paris 1985. 18 cm, 155 pages, 74,50 F.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P. maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel.
IGS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3^e CYCLE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ

9 mois de cours, séminaires et ateliers de production sur le terrain
7 mois de mission en entreprise.

La première école de la qualité totale en France

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, ou de gestion, venez vous entraîner au management de l'excellence associant qualité totale et démarches participatives.

Prochaine session de recrutement le 19 septembre 1986.

Nom _____ Prénom _____
Age _____ Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir informations et dossier de candidature.
IGS, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

● PRÉCISION. — Suite à l'article publié dans le Monde du 5 août, sous le titre « *Méroc* : les limites d'une expérience », la holding marocain Omnam Nord Africain (ONA) nous signale qu'il n'est en aucune manière concerné dans quelque participation que ce soit dans les chaînes de distribution Félix Potin et Radar. Toutefois M. Daniel Amar, qui fut vice-président délégué de l'ONA

jusqu'en mars 1986, est président de la société Damlow, société de droit suisse qui a racheté Primistars à la société Potin en 1984. Il occupe actuellement les fonctions de vice-président-directeur général de Primistars et de président-directeur général de Radar, après la réussite de l'offre publique d'achat de Primistars.

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES

rentrée 1986

Ouverture d'une nouvelle terminale B

orientée grandes écoles de gestion, études internationales et Sciences Po.

Une pédagogie de la réussite fondée sur la motivation, un entraînement intensif en langues, en mathématiques, en expression orale, des apports méthodologiques, des stages en entreprise.

IPCE : l'ambiance et la rigueur d'une prépa dès la terminale

25, rue François-1^{er} 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

établissement privé d'enseignement

Admission immédiate sur dossier et entretien

Pour tous renseignements : IPCE, 25, rue François-1^{er} 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

Nom _____ Tél. _____
Adresse _____
dernière classe suivie _____

ÉTRANGER

Selon une étude française

Le nombre de chômeurs nippons n'est pas aussi faible qu'il y paraît

Jugée insolente, la situation de l'emploi au Japon a toujours été regardée avec suspicion. Comment ce pays pouvait-il annoncer des taux de chômage de 2,6 % par rapport à la population active quand d'autres nations devaient avouer des bilans trois, quatre ou même cinq fois plus élevés ? Sans parler de tricherie, nombre d'observateurs avaient pris l'habitude de mettre à part les statistiques nipponnes, pour ne plus y faire référence dans leurs raisonnements.

Sans répondre totalement à la question de tous, une récente étude comparative de M. Philippe Saucier, publiée dans la revue *Travail et emploi* du ministère des affaires sociales, apporte quelques correctifs qui viennent saper le triomphisme ambiant. La « forte mobilité » de la main-d'œuvre japonaise, « qui est sans doute une caractéristique socio-culturelle propre », écrit-il, « tend à éliminer presque entièrement le chômage involontaire mesuré par les statistiques ».

« Les comparaisons internationales de taux de chômage ne peuvent à l'évidence reposer que sur des définitions précises, susceptibles de mesure », ajoute-t-il. « Elles ne doivent pas cependant nous faire

oublier que les concepts statistiques les plus précis, appliqués à des réalités sociales différentes, se traduisent par des illusions d'optique ».

De fait, les statistiques fournies par les sources officielles japonaises correspondent, dans leur présentation comme dans leurs analyses, aux travaux équivalents que réalisent, en France, l'INSEE et le ministère des affaires sociales. Les uns et les autres ne font qu'appliquer les méthodes définies par le Bureau international du travail (BIT) et sont cohérentes, à quelques détails près, avec les normes internationales.

Tout commence à changer quand on considère d'autres données. Ainsi, on remarque une différence sensible, au Japon, selon que le nombre de chômeurs est évalué par l'enquête mensuelle « sur la force de travail » ou par l'enquête sur « la structure de l'emploi ». Dans un cas, on compte 1,980 million de chômeurs en 1979, et 1,340 million en 1982 ; dans l'autre, respectivement, on en trouve 2,686 millions et 2,453 millions.

L'origine de la divergence, tout de même importante, provient d'abord de l'appréciation portée sur la situa-

tion des femmes. Selon les critères retenus, leur nombre varie en effet du simple au triple et l'on découvre, à cette occasion, des différences structurelles sur le marché du travail entre le Japon et la France.

En outre, « la population qui oserait à rechercher un emploi stable passerait très facilement d'un emploi précaire à un retrait de la population active et réciproquement », constate l'auteur de l'étude. « Le statut de chômeur n'est plus un point de passage obligé pour une population qui a dû renoncer à occuper des emplois salariés stables et bien rémunérés ». On remarque, de plus, que « les travailleurs indépendants et, d'une manière générale, les professions non salariées représentent une plus grande part de l'emploi total au Japon que dans la plupart des autres pays industrialisés » (23 % au Japon contre 17 % en France), et que ces professions fournissent « des opportunités d'emploi tout en transformant le chômage effectif en chômage caché ».

« Au-delà de la véracité des statistiques, même contradictoires, qui ne peuvent être mises en doute, il apparaît que le modèle japonais échappe aux analyses normatives. L'organisation du marché du travail (...)

aboutit à des formes de chômage différentes de celles observées dans d'autres pays industrialisés, et certaines de ces formes de chômage peuvent éventuellement échapper à la mesure par un instrument aussi rudimentaire que le taux de chômage », note M. Saucier.

Des travailleurs découragés

Pour tout compliquer, il est également vrai que les analyses japonaises ont pour tendance de ramener le niveau de chômage aux seules nécessités des mutations technologiques ou aux effets de la mobilité dans l'emploi. Or il n'est pas prouvé, malgré ces allégations, que le chômage, au Japon, trouve son unique explication dans le laps de temps nécessaire à une main-d'œuvre pour s'ajuster à l'évolution du marché du travail. Bien au contraire, « la forte mobilité entre l'activité et la non-activité (...) est le signe d'une propension marquée du marché du travail japonais à concentrer le sous-emploi sous la forme d'une population de travailleurs découragés plutôt que de chômeurs au sens de la définition officielle ».

Tandis que les Japonais tendraient à ne retenir, parmi les chômeurs, que les personnes privées volontairement d'emploi, la réalité s'annonce à l'usage. L'existence d'une population importante (une grande partie féminine) dont les caractéristiques sont très proches de celles des chômeurs, et qui, si elle souhaite travailler, « est cependant classée parmi les inactifs ». Le fonctionnement de ce marché du travail, apparemment satisfaisant au vu des statistiques officielles, se traduit par un certain dualisme. « La population qui ne fait pas partie des employés stables (titulaires) des grandes entreprises ne peut plus après un certain âge obtenir d'emploi », indique M. Saucier, ou, encore, « l'emploi à vie ne concerne pas la majeure partie de la population féminine qui, au bout de quelques années, (...) sera contrainte de se retirer de la population active pour une période plus ou moins longue ».

Ainsi, on découvrirait que des Japonais — les plus âgés, les femmes — ne peuvent aspirer qu'à des emplois modestes, souvent précaires, et « n'offrant pas (...) les mêmes avantages sociaux que ceux des employés titulaires des grandes entreprises. Ils serviraient d'« amortisseur » ou de réserve de main-d'œuvre, selon que la période est à la crise ou à la croissance. Les conditions socio-culturelles sont telles qu'en cas de retrait du marché du travail, ils disparaissent au sein de la population active et donc de la statistique officielle du chômage ».

ALAIN LEBEAUX.

AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse

M. Jacques Chirac promet une aide financière aux éleveurs

Le gouvernement continue de mettre en place par petites touches le dispositif d'aides aux éleveurs mis en difficulté par la sécheresse. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a précisé, le 17 août, dans son fief de Meynac (Corrèze), de quelle manière les agriculteurs recevraient « la considération qu'ils méritent ».

Tout d'abord, « ce que vous appelez une aide à la trésorerie, une aide financière, ne pourra être évitée, compte tenu de l'ampleur des difficultés », leur a-t-il déclaré, avant de révéler qu'il était « personnellement intervenu auprès de la Commission européenne et des autres chefs de gouvernement » pour obtenir des mesures de soutien au marché de la viande, actuellement très déprimé. « La France a demandé l'ouverture de l'intervention sur les quartiers arrière dès août et une opération de stockage privé communautaire sur les carcasses de vaches ».

M. Chirac s'est prononcé pour une réforme du règlement communautaire sur le mouton, afin de mettre nos éleveurs dans des conditions de concurrence loyale avec les États-Unis. Il a enfin annoncé qu'il « est prévu de remettre en vigueur en fin d'année la conférence annuelle supprimée depuis 1981 », et qui permettrait au gouvernement et aux syndicats professionnels de faire le point sur l'évolution du revenu des agriculteurs et de vérifier la nécessité de l'octroi d'aides. A ce sujet, le premier ministre a affirmé : « On peut souvent des aides aux agriculteurs, mais la profession agricole est celle qui, budgétairement parlant, est la moins aidée des grands secteurs de l'économie ».

Pour sa part, M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a

indiqué que le gouvernement envisageait de faire don aux éleveurs les plus sinistrés par la sécheresse des céréales mises à sa disposition par la CEE. En effet, les 400 000 tonnes de céréales européennes destinées à nourrir le bétail cet hiver, en remplacement du fourrage, seront cédées par la CEE au prix minimum d'intervention.

M. Guillaume pense que l'État « prendra en charge la différence entre le prix de ces céréales que nous restitue la Communauté et le don qui sera fait à un certain nombre d'éleveurs ». Il n'a pas précisé selon quels critères ces dons seraient effectués, mais il a insisté sur la situation des exploitants de l'Aveyron et de l'Ardèche qui, selon lui, « sont irrémédiablement » en « situation de crise », car « la sécheresse [y] sévit depuis plusieurs mois, et rien n'a poussé depuis le printemps. A cela s'ajoute une calamité : une invasion de criquets ».

La FNSEA

« relativement satisfaite » Le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. Raymond Lacombe, s'est déclaré « relativement satisfait » des intentions du gouvernement et des déclarations ministérielles. « Il y a un certain nombre d'intentions qui sont positives, n'a-t-il déclaré, en particulier l'idée de faire le point en fin d'année par une conférence annuelle sur l'ensemble des productions et sur le revenu des agriculteurs », mais il a jugé insuffisante l'aide céréalière de la CEE, car « amener des céréales extérieures au prix d'intervention coûte encore bien trop cher aux éleveurs ».

MONNAIES

Le ministre ouest-allemand des finances confirme la laborieuse préparation d'une baisse des taux d'intérêt

Les déclarations officielles comme les rumeurs persistantes sur les marchés des changes tendent à confirmer qu'une baisse des taux d'intérêt se prépare pour les semaines à venir. Le ministre des finances ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg, s'il s'est soigneusement abstenu de fixer une quelconque échéance, n'a pas exclu, à son tour, une baisse du taux de l'argent en RFA. Les États-Unis la réclament toujours fermement à Bonn, bien qu'avec plus de diplomatie ces derniers temps.

Dans un entretien accordé au journal *Welt am Sonntag*, M. Stoltenberg a reconnu que les Allemands comme les Américains ont « un intérêt commun à voir les taux d'intérêt au niveau le plus bas possible ». Prenant en compte les menaces à peine voilées des États-Unis, apparemment prêts à laisser filer le dollar si leurs partenaires ne viennent pas à la rescousse d'une activité languissante outre-Atlantique, le ministre des finances ouest-allemand a reconnu qu'une « dérive excessive [du billet vert] et des spéculations sur l'inflation pourraient mener à des hausses » du loyer de l'argent allant à l'encontre des intérêts de chacun.

Un « oui sans doute » interprété par les partenaires de la RFA comme un choix entre deux maux, l'hypothèse d'une relance de l'économie allemande, alors que la demande intérieure progresse à un rythme annuel de 4,5 %, continuant, elle, à être totalement écartée.

En attendant de connaître l'issue des contacts discrets entre les trois principaux intéressés par une nouvelle vague de baisse du loyer de l'argent, les États-Unis, la RFA et le Japon, le sujet a pris une tournure plus polémique. Certains soulignent en effet que les inquiétudes anti-inflationnistes de la Bundesbank — et c'est le membre le plus orthodoxe du conseil d'administration de l'institut d'émission, c. Schölsinger, qui est ici visé — tournent à l'obsession.

D'après l'EMF

Le Japon redevient le champion de la compétitivité

Sur l'échelle de la compétitivité internationale (1) établie chaque année par l'Economie-Monde-Forum (EMF), le Japon retrouve la première place — que lui avaient ravie l'an dernier les États-Unis — en dépit de la baisse de la confiance des milieux d'affaires. Les Américains détiennent une solide deuxième place malgré les perspectives jugées médiocres pour les investissements. Ils sont suivis de près par la Suisse, qui devance la solide RFA et rattrape trois médailles d'or au titre de « dynamisme financier » et de la « stabilité socio-politique », mais aussi, ce qui est plus surprenant, au titre de l'« efficacité industrielle ».

L'Allemagne fédérale, qui conserve sa quatrième place, continue de faire figure de modèle de fermeté, suivie par le Danemark, où les entreprises font preuve d'un optimisme « à tout crin ».

Parmi les principaux retardataires européens figurent la Grande-Bretagne, qui a reperdu cette année les « petits acquis » de 1985 et se voit reléguée au quinzième rang devant la France, dont l'évolution

favorable ne peut masquer, selon les auteurs du rapport, certains « graves problèmes » — son classement reste mauvais en matière d'« intervention de l'Etat », d'« ouverture sur l'extérieur », de « consensus sociopolitique » et d'« efficacité industrielle » — et l'Italie, qui reste à son faible niveau de l'an dernier.



La conférence des « 77 » s'ouvre au Caire : la reprise du dialogue Sud-Sud

Le premier ministre égyptien, M. Ali Loutfi, devait ouvrir, ce lundi 18 août, une conférence du « groupe des 77 » (1) consacrée à la coopération économique entre pays en développement. Durant six jours, les délégations de cent vingt-sept pays procéderont à l'évaluation de la situation, à la lumière de la session spéciale des Nations unies sur l'Afrique, qui s'est tenue du 27 au 31 mai. Elles prendront en compte surtout des problèmes aussi profonds que la dette du tiers-monde ou la chute des cours des matières premières qui ont privé les pays en développement selon les estimations du « groupe des 77 » de quelque 100 milliards de dollars.

Cette reprise du dialogue Sud-Sud, la première depuis la rencontre de Caracas en 1981, devrait, dans le meilleur des cas, aboutir à la redac-

tion d'une « déclaration du Caire II » sur les moyens de remédier aux difficultés actuelles et de relancer un programme de coopération entre pays en développement. Une coopération Sud-Sud qui ne devrait pas se substituer à celle qui existe toujours avec les pays industrialisés, mais la compléter.

La déclaration de la « déclaration du Caire II » a été choisie en référence à la « déclaration du Caire », qui, en 1962, avait été mise au point par les représentants du tiers-monde et avait été à l'origine de la création de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement).

(1) Le « groupe des 77 » réunit, au sein des instances internationales, les pays en développement.

FAITS ET CHIFFRES

• Textile : échec des négociations nippo-américaines. — Les négociations américaines et japonaises de sont séparées, dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 août, sans que les États-Unis aient obtenu du Japon un accord similaire à ceux signés en juillet et en août avec Hongkong, la Corée du Sud et Taïwan, qui gèrent pratiquement les importations américaines de textiles en provenance de ces pays (moins de 1 % de progression). Les Américains sont préoccupés par les importations nipponnes à deux titres. D'abord parce que l'archipel est son cinquième fournisseur de produits textiles. Ensuite parce que le Japon de servir de plaque tournante aux exportations de textiles coréens. Aucune date n'a été fixée pour la reprise des négociations, le précédent accord nippo-américain ayant expiré à la fin de l'année dernière. En attendant, préface un porte-parole américain, les États-Unis prendront des actions unilatérales pour limiter les bruyantes

poussées d'importations de certaines catégories de produits.

• Le nucléaire a représenté 21 % de la production électrique de l'OCDE. — La demande d'électricité dans les pays de l'OCDE a été évaluée à 3,1 % en 1986 par rapport à 1985. D'après les statistiques de l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) rattachée à l'OCDE, le nucléaire a représenté 21 % de la production électrique avec une puissance installée en croissance de 15 %. Le nombre des centrales installées a atteint deux cent quatre-vingt-trois avec la mise en service de vingt tranches nouvelles.

Fin 1986, un parc supplémentaire de quatre-vingt-cinq nouveaux réacteurs était en construction, selon l'AEN, qui estime que la part du nucléaire pourrait doubler d'ici à l'an 2000. Cette prévision a été faite avant l'accident de Tchernobyl et l'Agence estime qu'il n'est plus possible d'établir des projections avec assurance.

M. Reagan a fait adopter sa réforme de la fiscalité

(Suite de la première page.)

Le sénateur républicain Danforth, après avoir refusé de signer le rapport de la commission, estimant que le projet de réforme représentait essentiellement la version de la Chambre, déclara avec amertume : « Quand vous croisez une jolte fille — le projet du Sénat — avec un gorille, vous obtenez un gorille ». Ces propos furent applaudis par la centaine de « lobbyists » massés dans les couloirs du Capitole et qui assénaient les parlementaires pour défendre les intérêts particuliers de leurs clients.

Moins d'« abris » fiscaux

Aussi bien, le sénateur républicain Packwood et le représentant Rostenkowski, coprésidents de la commission, ont eu du mal à résister aux multiples pressions venant de tous les horizons pour se mettre d'accord sur un texte qui aura d'importantes conséquences pour l'économie et les particuliers. Ils eurent à surmonter de nombreux obstacles, dont le dernier faillit bien compromettre le « compromis », alors que l'accord était en vue. En effet, un rapport du bureau du budget du Congrès annonçant un affaiblissement de l'économie obligeait les coprésidents à envisager d'augmenter de 17 milliards de dollars les revenus pour les cinq prochaines années. L'augmentation d'un point de pourcentage du taux d'imposition maximum (top rate) proposée par les représentants fut finalement, et non sans mal, acceptée par les sénateurs.

Dans l'ensemble, la réforme aboutit à augmenter de 120 mil-

liards de dollars l'impôt sur les sociétés pendant les cinq prochaines années, et à réduire du même montant les impôts des particuliers. De plus, les taux d'imposition maximums, actuellement de 50 % pour les particuliers et de 46 % pour les sociétés, vont être réduits à 28 % et à moins de 35 %, mais cette réduction importante est compensée par diverses mesures limitant ou supprimant les déductions dont bénéficiaient les particuliers et les sociétés.

Ainsi, les déductions concernant les intérêts sur les crédits à la consommation (automobile, cartes de crédit), les impôts locaux, les frais médicaux, les frais professionnels, seront réduits. Les « abris » fiscaux seront limités. Les entreprises ne pourront plus bénéficier de conditions fiscales privilégiées pour leurs investissements et les avantages fiscaux des grandes compagnies d'assurances seront réduits.

Par contre, les déductions concernant les paiements des intérêts des prêts hypothécaires seront maintenues, au grand soulagement des promoteurs et des agents immobiliers. Enfin, les abattements à la base seront augmentés. Ainsi, six millions d'Américains seront complètement exemptés d'impôt.

HENRI PIERRE.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES

ENTREPRISES

LE COUP DE POUCE ÉCONOMIQUE :

LES JEUNES ET L'UNIPÉ

Economisez au minimum 36 % du coût de tout nouveau jeune embauché

(exemple calculé sur une embauche à 5 000 F/mois et une formation de 200 h).

Pour en savoir plus, retournez ce coupon à :
UNIPÉ, 16, rue de Marignan, 75008 PARIS
Tél. : 42.89.07.20

Bon pour recevoir sans engagement des informations complémentaires UNIPÉ

Nom ou Société : _____

Adresse complète : _____

Téléphone : _____

ue
te
le-
ur
m-
n-
u-
li-
ité
ta-
s :
uns
es
mi

irs,
pas
res
tais
un
but

no-
au
on
sur
cés
urs
sur
et
sur
ent
ent
de-

e à
ent
ger,
ven-
e la
mais
ble-
ali-
urs,
har-
tirs,

s de
s en
aris-
h à
éhis-
Cho-
soit
tous
mes
é le
s les
st de

Economie

ENTREPRISES

Canadair devient Bombardier

C'est le canadien Bombardier, constructeur de métros et d'engins de transport sur neige, qui rachète la société aéronautique Canadair, spécialisée dans les avions d'affaires et les appareils sans pilote. Le montant de la transaction serait compris entre 480 millions et 730 millions de francs. La gouvernante canadienne, propriétaire de Canadair, avait reçu plusieurs offres de reprise, notamment de la société oest-allemande Dornier. Il semble avoir préféré une solution nationale que les syndicats réclamaient, plutôt qu'une nouvelle cession à des capitaux étrangers, comme celle de De Havilland à l'américain Boeing. Le gouvernement fédéral devrait se réserver, dans le capital de Canadair, une part minoritaire dont la taille resta à déterminer.

Informatique : DEC

augmente ses ventes de 14 % et ses profits de 36 %

Au cours de son exercice fiscal 1986, clos le 28 juin dernier, la société américaine Digital Equipment Corp. (DEC) a réalisé un chiffre d'affaires de 7,59 milliards de dollars en croissance de 14 %. Avec 447 millions de dollars, ses profits ont gagné 36 %. DEC est un des rares constructeurs informatiques, qui tira son épingle du jeu d'un marché américain ralenti. En Europe, la croissance de DEC a été de 15 % et ses ventes ont atteint 2,3 milliards de dollars.

HOLOGRAMA

LE MONDE EN 3 DIMENSIONS



CREATION - MARKETING
20, passage de la bonne graine
75011 PARIS 4700 22 38

Le cercle des souscripteurs d'obligations s'élargit

Chaque jour ou presque apporte son lot de nouvelles sur le processus de modernisation économique engagé en République populaire de Chine. Ainsi, pour la première fois, un grand projet industriel, en l'occurrence la construction d'une importante usine chimique à Shanghai, sera financé par l'émission d'obligations lancées par une banque chinoise, rapporte l'agence Chine nouvelle.

Un organisme étatique, la Banque populaire pour la construction, va ainsi émettre des obligations pour une valeur nominale totale de 536 millions de yuans (environ 14 millions de dollars) afin de financer la construction de cette usine qui doit produire annuellement 300 000 tonnes d'éthylène. Spécialisée dans l'octroi de fonds pour des grands projets économiques nationaux, cette banque, qui partagera avec l'entreprise la responsabilité de la gestion, des profits mais aussi des risques d'exploitation, sonnera à elle seule 200 millions de yuans, le reste étant détenu par l'entreprise elle-même.

Interrogé sur cette opération, un responsable de la banque a expliqué que cette nouvelle pratique, qui a reçu l'aval du Conseil d'Etat, était « une expérience de combinaison entre des capitaux industriels et financiers ». Plusieurs entreprises chinoises sont autorisées, depuis quelques mois, à émettre des obligations, mais avec possibilité de souscription réservée aux seuls employés. La présente opération semble indiquer que les autorités chinoises ont l'intention d'élargir le cercle des souscripteurs éventuels de ce type d'obligations compte tenu d'une capacité d'épargne jugée importante et de l'appui que peuvent apporter des structures boursières progressivement mises en place dans le pays, à l'image des places financières occidentales.

Chine

Ainsi, la première bourse des valeurs à la mode chinoise a ouvert ses portes, le 5 août dernier, dans la ville industrielle de Shenyang, située dans le nord-est du pays (Le Monde du 15 août). Une cité de 6,5 millions d'habitants qui peut aussi « s'enorgueillir » d'avoir accueilli sur son sol la première entreprise chinoise déclarée — récemment — en faillite, ce qui constituait, là aussi, une première dans l'empire du Milieu.

Dans le même temps était mis en place un vaste marché obligataire sur lequel, par exemple, dix-sept entreprises de Shenyang (sur les quelques cinq mille que compte cette ville) ont pu s'approvisionner en capitaux grâce à l'émission d'obligations. Depuis la fin 1985, qui a marqué l'an I du début de la réforme financière en Chine populaire, plus de 40 milliards de yuans ont ainsi été émis grâce à un accord conclu avec une société financière chinoise et Daiwa Securities, l'une des plus importantes maisons de courtage japonaises.

Boom de l'assurance

Outre cette ouverture des entreprises chinoises et des particuliers aux techniques financières des pays industrialisés, l'autre fait marquant de cette évolution est le véritable boom du secteur de l'assurance qui englobe aussi bien les personnes physiques que morales. Au cours des six dernières années, les entreprises et les familles ont souscrit pour plus de 700 milliards de yuans (190 millions de dollars) d'assurances sous diverses formes, si l'on en croit à nouveau Chioe nouvelle.

Selon certaines statistiques, plus de 70 % des entreprises publiques chinoises ont souscrit un contrat d'assurance et le pays compte deux mille trois cents

agences ou bureaux d'assurance, qui dépendent tous de la Compagnie nationale des assurances. Celle-ci propose désormais plus de cent trente types de contrats différents couvrant aussi bien le transport familial individuel que le lancement de satellites, précise pour sa part Chine nouvelle. Depuis 1980, date à laquelle les Chinois ont été de nouveau autorisés à souscrire des assurances, la Compagnie nationale a dû, en contrepartie, verser à ses assurés 3,6 milliards de yuans. La compagnie, qui n'indique pas le nombre total de ses clients, ajoute toutefois que 70 % d'entre eux vivent dans les campagnes.

Ce tableau, encourageant, o priori, pour l'investisseur qui pourrait manifester l'intention de prendre pied sur l'un ou l'autre de ces marchés, doit cependant être nuancé par quelques ombres. Ainsi que le signale The Economist du 16 août à partir d'informations en provenance de ses bureaux de Shanghai et de Shoozen, les investissements étrangers effectués en Chine depuis le début de l'année ont chuté de 20 %, pour s'établir à 1,24 milliard de dollars. Dans le même temps, moins d'un tiers des deux mille six cents entreprises communes (« joint-ventures ») mises sur pied dans ce pays ont réellement commencé à fonctionner.

Ce relatif échec qui s'explique par nombre de pesanteurs, y compris sur le plan du personnel local, a conduit certaines firmes, comme le groupe alimentaire américain Beatrice, à plier bagages. Il est vrai qu'il s'agit le plus souvent de projets à caractère industriel et commercial et moins souvent financier. Ce n'est pas vraiment la fin de la lune de miel, mais les problèmes sont réels si l'on en croit l'hebdomadaire londonien.

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société nationale elf aquitaine

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
Société anonyme au capital de 1 001 266 300 F
Siège social : tour ELF, place de la Coupole
La Défense 6 - 92078 Paris La Défense

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société nationale ELF Aquitaine sont convoqués le :

Jeudi 4 septembre 1986 à 11 heures
à PHOTEL DES INGENIEURS DES ARTS-ET-MÉTIER
salle La Rochefoucauld-Liancourt
9 bis, avenue d'Alma, 75016 PARIS

en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1° Autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter, sur ses décisions, le capital social ;

2° Autorisation à donner au conseil d'administration pour procéder en une ou plusieurs fois :

a) à l'émission de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société ;

b) à l'émission d'actions assorties de bons qui confèrent à leur titulaire le droit de souscrire des titres représentant une quote-part du capital de la société ;

c) à l'émission de bons qui confèrent à leur titulaire le droit de souscrire des titres représentant une quote-part du capital de la société.

Les paragraphes a), b), c) de cette résolution seront votés séparément.

L'attribution des titres émis en représentation du capital de la société à la suite des opérations ci-dessus ne pouvant avoir pour effet, compte tenu des ajustements susceptibles d'être opérés, d'augmenter le capital d'un montant nominal supérieur à cinq cents millions de francs, cette somme s'imputant sur la fraction non utilisée de l'autorisation donnée par la première résolution de la présente assemblée générale extraordinaire.

3° Autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, pour un montant nominal maximal égal au quart du capital social, par émission de certificats d'investissement.

4° Modification à apporter aux statuts, sous la condition et en jour de la première augmentation de capital par émission de certificats d'investissement.

A - Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nominal ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée, ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

• Si leurs actions sont nominatives, par l'inscription en compte desdites actions cinq jours au moins avant la date de cette assemblée ;

• Si leurs actions sont au porteur par le dépôt au guichet de la banque Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris, ou 80, avenue du général de Gaulle, 94009 Créteil l'Échat, cinq jours avant la date de l'assemblée d'un certificat de l'intermédiaire habilité, prévu par le décret n° 83-399 du 2 mai 1983, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la banque Paribas tiendra des formulaires de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B - Le mandataire, désigné par un actionnaire en vue de le représenter à l'assemblée générale, doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la banque Paribas trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée générale extraordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 10 F, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués aux assemblées générales seront tenus à la disposition des actionnaires à la direction financière, service des actionnaires, tour ELF, place de la Coupole, quartier de la Défense 6, Courbevoie, ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration a décidé de verser à chaque actionnaire qui assistera à l'assemblée générale au jour de présence de 30 F, et ce, quel que soit le nombre d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.

Le conseil d'administration.

Banque Demachy & Associés

A l'initiative de la Banque Demachy & Associés et avec le concours d'entreprises et d'investisseurs institutionnels, a été constituée le 24 juin 1986 :

RIVOLI PLUS

Sicav obligataire au capital de 200 millions de francs

Clientèle : particuliers, entreprises, investisseurs institutionnels.

Orientation : le portefeuille de RIVOLI PLUS sera composé principalement d'obligations françaises de première catégorie garanties par l'Etat ou assimilées, et accessoirement d'autres obligations françaises ou étrangères à caractéristiques particulières. La gestion du portefeuille sera orientée vers la recherche dynamique et active de plus-values à moyen et long terme en capital. Le gérant aura la possibilité d'effectuer des opérations sur le MATIF et d'utiliser toute la gamme des instruments financiers. Il tirera le meilleur parti de la nouvelle réglementation impliquant la mobilisation en coupons courus des obligations détenues par les OPCVM.

Ouverture au public : dès le 19 août 1986 et en franchise de droit jusqu'au 5 septembre inclus.

BAL : 18 août 1986.

Souscriptions et achats :

Banque Demachy & Associés

223, rue Saint-Honoré, 75001 Paris

Tél. 42-60-32-63 - Service Sicav : poste 5500

Membres fondateurs : Banque Demachy & Associés, Cogema, Compagnie financière de Suez, Compagnie générale des eaux, GPA-Vie Groupe des populaires d'assurances, Fecelbrom, Préserveur foncière vie, Presses de la Cité, Rondeloux-Ondart SA, Worms & C.

revenus trimestriels
complément de revenus

Troisième acompte sur dividende de l'exercice 1986

Par action : net à payer 130 F
crédit d'impôt 8 F
brut 138 F

Mis en paiement le 18 août 1986
chez l'Ecarteur, à la Poste et au Trésor Public
société d'investissement à capital variable
gérée par la Caisse des dépôts

SEFIMEG

Le montant des loyers émis en titre des six premiers mois de l'exercice en cours a atteint 109 031 000 francs à comparer à 105 184 000 francs, en dehors des indemnités compensatoires de l'Etat.

Il s'y ajoute 12 032 000 francs de produits accessoires à comparer à 6 590 000 francs pour la période correspondante de l'année précédente.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

JAPON

Les valeurs étrangères ont la cote

Les investisseurs japonais ont encore acheté massivement des obligations et des actions étrangères en juin, indique le ministère des finances à Tokyo.

Les Japonais ont acheté pour 115,2 milliards de dollars d'obligations et vendu l'équivalent de 109,8 milliards de dollars, soit le record mensuel pour les deux chiffres.

Les achats nets d'obligations de 5,43 milliard de dollars étaient inférieurs aux 8,36 milliards de dollars enregistrés en mai, mais les Japonais ont rendu actifs sur le marché en prévision de tendances à la hausse avec la reprise du marché américain.

D'autre part, les Japonais ont acheté des actions étrangères pour 1,45 milliard de dollars et en ont vendu pour 1,04 milliard en juin, soit des sommes records.

Ils sont acheteurs net d'actions étrangères pour le septième mois consécutif, mais la solde est passé de 591 millions de dollars en mai à 408 millions de dollars en juin.

● CHINE : l'épargne bancaire augmente. — Elle atteignait 192,73 milliards de yuans (345 milliards de francs) à la fin du mois de juin, pour se retrouver à un niveau deux fois plus élevé qu'en 1978. Sur ce montant, 55,6 % proviennent des dépôts faits par les citoyens. En 1985, chaque Chinois a épargné 160 yuans (238 F), soit une progression de 36,7 % d'une année sur l'autre.

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,70 F ↓

Le repli du dollar a repris lundi 18 août sur toutes les places financières. Le billet vert a coté 6,70 F (contre 6,726 F mercredi dernier) et 2,06 DM (contre 2,0670 le 15 août). L'activité était pourtant réduite à son strict minimum. Les évaluations pour le PNB (deuxième trimestre) sont mauvaises : + 1,3 % contre 3,8 % (premier trimestre).

FRANCFORT 15 août 18 août

Dollar (en DM) .. 2,0670

TOKYO 15 août 18 août

Dollar (en yens) .. 154,30 154

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (18 août) 7 3/8 %

New-York (15 août) .. 6 1/4 %

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 7 août

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 425 083

Or 200 048

Disponibilités à vue à l'étranger 134 017

ECU 70 234

Avances au Fonds de stabilisation des changes 20 784

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 33 505

Concours au Trésor public 25 280

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT 108 895

Effets escomptés 75 736

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉDÉRAL 67 435

5) DIVERS 9 790

Total 645 688

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION 219 766

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS 13 006

3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC 10 963

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 89 927

Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves 36 146

5) ECU À LIVRER AU FÉDÉRAL 66 720

6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR 230 216

7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE 3 130

8) DIVERS 11 940

Total 645 688

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

13 août 14 août

Valeurs françaises .. 146,6 146,3

Valeurs étrangères .. 197,1 196,6

C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général 384 385,3

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

14 août 15 août

Industrielles 1844,91 1855,59

LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles 1263,2 1271

Mines d'or 229,3 229,6

Fonds d'Etat 89 89,29

TOKYO

14 août 15 août

Nikkei Dow Jones 18264,7 18376,41

Indice général 1515,09 1529,29

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 août

Nombre de contrats : n.c.

ÉCHÉANCES

COURS - Août 86 Sept. 86 Déc. 86 Mars 87

Dernier 111,05 112 113,20 113,30

Précédent 111,05 111,90 112,95 113

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MATIF : TROIS NOUVEAUX ADHÉRENTS. — Trois établissements de crédit ont été admis comme adhérents à la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) et donc habilités à intervenir sur le Marché à terme d'instruments financiers (MATIF). Il s'agit de la Banque privée de gestion financière, de la Compagnie bancaire, et du Crédit mutuel agricole de l'Artois. A l'heure actuelle, le CCIFP a accepté le dossier de 88 adhérents (44 charges d'agents de change parisiens, 39 établissements de crédit et 5 GIE regroupant soit des charges d'agents de change régionaux (Lyon) ou des établissements financiers trop petits pour prétendre à un siège à eux seuls, soit une association entre des représentants de ces deux entités). Mais les autorités du marché sont aussi confrontées à la candidature d'intermédiaires étrangers (essentiellement américains, britanniques et japonais) et la CCIFP devra dire début septembre si elle entend ou non ouvrir les portes du MATIF à ces candidats.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U.....	6,639	6,690	+ 47	+ 59	+ 95	+ 128	+ 230	+ 306
DM.....	4,861	4,810	- 52	- 37	- 128	- 100	- 468	- 389
Yen(100).....	4,347	4,354	+ 81	+ 95	+ 155	+ 183	+ 395	+ 579
DM.....	3,248	3,249	+ 67	+ 81	+ 132	+ 151	+ 303	+ 454
Florn.....	2,848	2,871	+ 38	+ 44	+ 73	+ 88	+ 244	+ 291
F.B.(100).....	15,6928	15,7072	- 37	+ 17	- 71	+ 42	- 282	+ 154
E.S.....	4,0307	4,0350	+ 96	+ 116	+ 186	+ 214	+ 539	+ 619
L.(1 000).....	4,7184	4,7238	- 215	- 191	- 346	- 304	- 913	- 805
E.....	10,0161	10,0273	- 251	- 227	- 448	- 397	- 1228	- 1061

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 3/16	6 5/16	6 1/8	6 1/4	6 1/16	6 3/16
DM.....	4 3/8	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 11/16	4 7/16	4 7/16	4 9/16
Florn.....	6	6 1/4	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 1/4	5 1/4	5 3/8
F.B.(100).....	7	7 1/2	7 1/8	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/2
L.(1 000).....	11	11 1/2	11 1/8	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/8
E.....	9 3/4	10	9 7/8	9 15/16	9 3/4	9 7/8	9 5/8	9 3/4
E.....	7	7 1/2	7	7 1/4	7	7 1/4	7 1/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

[illegible]

سكنا من لعل

20 • Mardi 19 août 1986 •

Le Monde

ÉTRANGER

3 Les conversations israélo-soviétiques à Helsinki.
4 Les deux États ennemis débattent de la question des réfugiés.
5 Le président Marcos aurait participé à la tentative de coup d'État contre M^{re} Aquino.

POLITIQUE

7 Nouvelle-Calédonie : le 4^e congrès du FLNKS.
- Le projet de loi sur l'audiovisuel devant le Conseil constitutionnel.

DÉBATS

2 Les pouvoirs du Conseil constitutionnel.

SOCIÉTÉ

8 La nouvelle politique spatiale américaine.

SPORTS

13 Automobiles : Prost égale Fongio.
- Natation : les championnats du monde à Madrid.

CULTURE

9 Festival de Salzbourg : Capriccio, de Richard Strauss et le Masque noir, de Penderecki.
- Cinéma : le Canardeur, de Michael Cimino.
- Communication.

ÉCONOMIE

17 M. Chirac promet une aide financière aux éleveurs.
- Le Japon redonne le chemin de la compétitivité.
18 Chine : le cercle des souscripteurs d'obligations s'élargit.
18-19 Marchés financiers.

SERVICES

Radio-télévision 11
Annonces classées 14
Météorologie 11
Mots croisés 11
Carnet 12
Loto 12
Admissions aux grandes écoles 12
Programmes des spectacles 10

PAKISTAN

L'armée participe au maintien de l'ordre

Karachi. - L'opposition a entamé, le lundi 18 août, une campagne de manifestations dans tout le pays contre les mesures de répression prises par le gouvernement. Des opposants ont déclaré que les forces de l'ordre avaient tiré, dimanche 17 au soir, sur des militants qui réclamaient la libération de dirigeants emprisonnés, dont M^{re} Benazir Bhutto. C'est la première fois, en cinq jours, qu'elles ont ouvert le feu sur des manifestants, ont-il précisé. Le bilan des émeutes anti-gouvernementales depuis le 13 août n'est pas connu.

Les incidents les plus violents se sont déroulés dans la province du Sind, fief de l'opposition, où des forces ont été appelées en renfort pour mettre un terme à l'agitation. Des émeutes ont éclaté dans quarante villes et villages du Sind et à Karachi, capitale de la province. De source proche de l'opposition, on affirme que plus de cent personnes ont été blessées dans des affrontements avec les forces de l'ordre. Selon des témoins, la police anti émeutes a dispersé plusieurs centaines de manifestants à Karachi en ouvrant le feu, après avoir tenté en

vain de les déloger avec des balles en plastique et des gaz lacrymogènes. Samedi, l'armée est intervenue à son tour pour assurer l'ordre dans deux villes proches de Karachi, notamment à Thatta, théâtre de violents incidents la veille. Les soldats étaient déployés dans leurs casernes depuis la levée de la loi martiale, le 30 décembre dernier. Des éléments des forces paramilitaires auraient également été dépêchés dans des agglomérations rurales du district de Thatta.

Le MRD (Mouvement pour la restauration de la démocratie), qui regroupe dix partis de l'opposition, dont celui de M^{re} Bhutto, a donné au gouvernement jusqu'au 20 septembre pour annoncer de nouvelles élections, une demande jusqu'ici refusée par le président Zia Ul Haq et son premier ministre, M. Junjo. Dans l'immédiat, le MRD, qui annonce mille arrestations, fait campagne pour la libération sans condition des détenus. Dès vendredi, la majorité de la presse l'a demandé au gouvernement, pour désamorcer la tension. La plupart des journaux ont accusé le gouvernement d'avoir « paniqué » et d'avoir réagi avec une vigueur non justifiée. - (AFP, Reuters.)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : l'investiture du nouveau président

M. Balaguer s'engage à lutter contre la corruption

Saint-Domingue (AFP, AP, Reuters). - Le nouveau président de la République, M. Joaquín Balaguer (conservateur), a entamé, samedi 16 août, son cinquième mandat de président en s'engageant à lutter contre la misère et la corruption. « Je suis prêt à gouverner exclusivement pour le pays. Je ne serai au service d'aucun intérêt économique ni idéologique », a déclaré M. Balaguer lors de la cérémonie d'investiture à laquelle assistait le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et les présidents du Panama, du Nicaragua et du Salvador. Dans son discours devant les deux Chambres réunies, le nouveau chef d'Etat a promis de faire du combat contre la faim, la misère et la corruption les priorités de son gouvernement, sans cependant rien dévaloir de son programme politique ou économique.

M. Balaguer, qui succède au social-démocrate Salvador Jorge Blanco, du Parti révolutionnaire dominicain, a aussi lancé un appel à

la réconciliation politique et a proposé une trêve de deux ans à l'opposition. Exposant son désir de faire respecter « l'ordre et la liberté », il a averti qu'il ne tolérerait pas l'anarchie. Il a ensuite procédé à la désignation de son gouvernement, formé de douze membres de son parti, le Parti réformiste social chrétien, et de quatre indépendants.

M. Donald Reid Cabral prend le portefeuille des affaires étrangères. Il avait présidé, de 1963 à 1965, le triumvirat auquel les militaires avaient confié le pouvoir après le coup d'Etat contre le président Juan Bosch, qui avait été élu en 1962. Un économiste indépendant, M. Roberto Salcedo, a été nommé ministre des finances et M. Rafael Bello, jusqu'à présent secrétaire privé de M. Balaguer, ministre secrétaire de la présidence. Une importante fonction qui équivaut par certains aspects à celle de chef de gouvernement.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 août

Nouvelle avance

L'avance des cours se poursuit lundi matin rue Vivienne. A l'issue de la séance préliminaire, l'indice instantané progressait de 0,45 %.

Hausse de Valeo (+ 3 %), Club Méditerranée (+ 1,8 %), Perrier (+ 1,7 %), Midi (+ 1 %). Recul de Synthelabo (- 2,2 %) et de L'Air liquide (- 2 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	481	481	482
Agence News	1797	1820	1810
Alcatel (L)	775	780	780
Alstom	314	321	318
Banque (C)	1280	1280	1259
Bouygues	1950	1950	1950
Bouygues	1388	1395	1398
B.S.N.	4085	4105	4115
Carrefour	3370	3385	3370
Chargers S.A.	1450	1470	1458
Club Méditerranée	609	610	622
Dunlop	1458	1458	1458
Euro (C)	1189	1198	1187
E.L.F. Aquitaine	289 80	301 90	302
Evilur	2589	3005	3005
Lafarge-Capelle	1383	1380	1380
Michelin	3420	3450	3450
Midi (C)	1715	1730	1740
Midi-Hennessy	2298	2298	2280
Neig. Média	1201	1218	1220
Oréal (L)	3652	3649	3650
Pernod-Ricard	1035	1035	1040
Peugeot S.A.	1050	1070	1064
Saatchi	695	698	698
Sources Perrier	752	765	765
Télécoms	3125	3130	3130
Thomson-C.S.F.	1818	1815	1814
Total-C.F.P.	394 50	395	395
T.T.T.	2579	2579	2583
Valeo	482	482	488

A B C D E F G

M^{re} Françoise Verny quitte Gallimard pour Flammarion

M^{re} Françoise Verny quitte l'équipe de direction des éditions Gallimard, qu'elle avait rejointe à l'été 1982 - après dix-huit ans passés chez Grasset - pour devenir, auprès de M. Charles-Henri Flammarion - PDG du groupe Flammarion - directrice du développement éditorial et audiovisuel des éditions Flammarion, ainsi que directrice d'un département de littératures française et étrangère.

Ainsi donc ce n'était pas la rumeur de l'été 1986, ni des ces feuillets que le milieu littéraire parisien, en manque de sensations, s'est si hien suscité : M^{re} Françoise Verny va chez Flammarion. Cette figure-clé du milieu éditorial français, qu'analysaient Hamon et Rotman dans les *Intellectuels* (1), longtemps éminente grise avant de devenir star médiatique, quitte Gallimard - sans aucun grief, précise-t-elle, sur un triomphe. Le prix Goncourt de son « poulain », Yvonne Quénec (2), s'est vendu à quelque 500 000 exemplaires dans la seule « Collection blanche » (suivent les clubs, les poches et les traductions).

Chez Gallimard, tout allait bien pour M^{re} Verny. On avait cessé de sourire de son « impossible mariage » avec cette maison toute de pas feutrés, des sages et de lenteurs. Mais, justement, tout, peut-être, était désormais trop « joué » d'avance pour cette boulimique de découvertes et de créations. Ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, agrégée de philosophie, M^{re} Verny a, certes, pour Gallimard, le respect et la reconnaissance qu'on porte aux institutions perpétrant l'héritage littéraire. Mais elle était venue, disait-elle à son arrivée, pour « dynamiser les traditions », car elle est curieuse de tout : de Malraux aux best-sellers de Lafont-Carrière, d'Hector Bianchi à des livres qui « amusent follement », mais qu'elle sait impossibles à publier chez Gallimard. Elle aime aller à la recherche d'auteurs, dans tous les domaines.

Elle se passionne aussi pour l'audiovisuel. Elle a elle-même écrit de nombreuses adaptations pour la télévision. Chez Gallimard, elle

avait, à travers l'alliance avec Gauthier, organisé un secteur multimédia. Mais les pesanteurs ont prévalu, et la société Edivisuel, créée à cet effet, a été dissoute en 1985.

« Charles-Henri Flammarion est très désireux de développer l'audiovisuel dans sa maison », explique M^{re} Verny. « Nous souhaitons non seulement mieux tirer parti des romans du fonds Flammarion, mais aussi promouvoir des émissions de télévision à partir d'autres secteurs. Les éditeurs sont encore trop enfermés dans la fiction. Avec la télévision, des projets sont possibles dans le domaine des livres d'art, mais aussi des ouvrages médicaux, pratiques, ou destinés aux enfants. » « J'ai été séduite, ajoute-t-elle, par le réel désir de Charles-Henri Flammarion de transformer les méthodes éditoriales, d'avoir une ouverture vers de plus en plus de domaines, de la littérature à l'extérieur. » (Il a déjà commencé en contenant de petites nités, comme POL ou Bernard Barbaud, mais il souhaite amplifier ce mouvement.)

« Je crois, comme lui, qu'il faut, à l'intérieur même de l'entreprise, éliminer des « passerelles » : par exemple de la médecine à la vulgarisation, des sciences humaines aux documents sur la société, des ouvrages d'histoire fondamentale aux biographies ; je suis favorable à une politique de « transversalité » : les services spécialisés sont indispensables, mais il faut assurer une coordination organique entre eux pour que les livres soient suivis par tous, d'amont en aval. C'est pourquoi un comité de coordination sera constitué sous la présidence de Charles-Henri Flammarion. »

« Bref, conclut M^{re} Verny, je me sens en accord avec le volant de Charles-Henri Flammarion, d'essayer, dans une période difficile pour l'édition, d'être à la fois un éditeur - c'est-à-dire un artisan - et un industriel. »

Flammarion, dont la production est très variée, et qui a eu, depuis le XIX^e siècle, le désir de faire coexister tradition et nouveauté, permettra sans doute à M^{re} Verny de mieux concilier ses passions : celles de la sévère philosophie et celles de l'éditeur ayant le goût des « coups »,

des ventes qui s'envolent parce qu'on a su « flatter » l'auteur, le livre, le moment, et que toute la chaîne a suivi. « Moi, dit-elle, j'aime les livres de qualité, dans la diversité des inspirations. » Or chez Flammarion on publie tout à la fois Georges Dumézil, Françoise Dorin, Fernand Braudel, Gilles Lapouge, Henri Troyat.

« L'arrivée de quelqu'un de la réputation de Françoise Verny, estime M. Charles-Henri Flammarion, prouve que l'alliance de l'ouverture et de la continuité, vous par votre maison, est un signe de force et de dynamisme, susceptible d'attirer une personnalité comme la sienne. Je souhaitais avoir à mes côtés quelqu'un d'ouvert et de passionné par le monde actuel, comme l'est Françoise Verny, qui ne dédaigne aucune forme de littérature ni de production de livres. »

Le travail ne va pas manquer, pour remettre en évidence les richesses de Flammarion et mieux faire connaître le dynamisme réel de domaines encore dans l'ombre. Il faudra, à l'évidence, étoffer rapidement l'équipe actuelle. Mais M^{re} Verny comme M. Flammarion gardent un absolu silence sur leurs projets en la matière.

Quand on sait quel personnage est M^{re} Verny, combien elle suscite de passions - la fascination ou la haine - après plus de vingt ans d'édition et de succès, on imagine sans peine que certains, une fois de plus, vont rêver de la voir échouer (ils parlaient haut à l'été 1982 et nettement plus bas à l'automne dernier...). D'autres, amicaux mais frileux vont se dire : « Ne pouvait-elle donc rester dans la tranquillité de sa réussite ? » Assurément non. Ce n'est pas dans sa nature. Et comme le dit son assistante depuis dix ans, M^{re} Roselyne Dussard, qui a quitté Grasset avec « la patronne », et la suit aujourd'hui chez Flammarion : « Le film est trop passionnant pour qu'on prenne le risque de manquer la suite. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Ramsay.
(2) Les Noces barbares, Gallimard, prix Goncourt, 1985.

Fermeture du musée du Jeu de Paume

Le musée du Jeu de Paume, temple de l'impressionnisme, ferme lundi soir 18 août ses portes, ses collections devant être transférées en musée d'Orsay, dont l'inauguration est prévue au début du mois de décembre prochain.

Le célèbre musée doit renaitre en 1988, après divers travaux d'aménagement, pour accueillir des expositions contemporaines. Les tableaux impressionnistes qui seront accrochés dans la galerie hante de l'ancienne gare d'Orsay à partir de décembre comporteront quelques centaines de toiles qui n'ont jamais encore été exposées en permanence. Malgré un accrochage serré, le musée du Jeu de Paume ne présentera, en effet, que quelques trois cents œuvres impressionnistes, alors qu'il en possède plus du double.

Construit pour servir d'orangerie, le musée était devenu « Jeu de Paume » sous le règne de Napoléon III. En 1947, René Huyghe en avait fait le temple de l'impressionnisme.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 août 1986 a été tiré à 435 333 exemplaires.

EN BREF

Deux gardes-frontières de RDA ont franchi le mur de Berlin.

Deux gardes-frontières est-allemands se sont réfugiés à l'Ouest en franchissant dimanche soir 17 août, le mur de Berlin, quelques jours après le vingt-cinquième anniversaire de sa construction, a annoncé lundi la police de Berlin-Ouest. Les deux hommes, un caporal de vingt-quatre ans et un soldat de vingt et un ans, ont abandonné leur poste sur un mirador au sud de Berlin, et ont fui en profitant d'un endroit du mur caché du mirador suivant par un angle mort. L'un d'eux a fait la courte échelle à l'autre, qui a ensuite hissé son camarade.

Tornado à la Cherté-sur-Loire. - Une tornade d'une rare violence, accompagnée de chutes de grêle, a dévasté la ville de la Cherté-sur-Loire (Nièvre), dimanche 17 août, tuant une personne et faisant une dizaine de blessés par chutes d'arbres nu de toitures. Sur le terrain de camping, où séjournaient quelque deux cents estivants, quinze caravanes ont été détruites. Les campeurs ont dû être évacués. La tornade a aussi coupé la voie ferrée Paris-Clarmont-Ferrand et interrompu le circulation sur la route

nationale n° 7 pendant la soirée. La route entre Clarmont et Bourges a été coupée par la chute d'arbres et d'une ligne électrique de 63 000 volts.

Mort du comédien Pierre Gerin. - Le comédien Pierre Gerin est mort en scène le 15 août à Ajaccio au cours d'une représentation de l'Aiglon, d'Edmond Rostand. Il était âgé de soixante et un ans.

Pierre Gerin jouait Flambeau, le grognard, « l'obscur, la sans-grade » : au cours de la scène où il meurt sur le champ de bataille de Wagram, l'acteur a été pris d'un malaise cardiaque. Deux médecins qui se trouvaient dans le public lui ont donné les premiers soins et l'ont fait transporter à l'hôpital, où il a repris brièvement connaissance avant d'être victime d'un second malaise, qui lui a été fatal.

CENTENAIRE

John Baillie
Un grand tailleur en boutique

Depuis 1883

GRANDE MESURE à partir de 7.200 F

Livraison en 48 h si nécessaire

Sa diffusion (mesure traditionnelle) à partir de 3.980 F

1, rue Auber - 5. pl Opéra

75009 Paris - 47.42 49 17

A TOULON Quatre personnes tuées par la bombe qu'elles transportaient

Des tracts racistes ont été retrouvés sur place

CANNES de notre correspondant régional

Quatre personnes sont mortes au cours de l'explosion de leur voiture, peu après 1 heure du matin en plein centre-ville à Toulon (Var). Selon les premières constatations, ces quatre personnes roulaient à bord d'une Alfa Romeo blanche immatriculée dans le Nord s'apprêtant à commettre un attentat et transportaient un engin explosif de quatre ou cinq kilos qui aurait explosé prématurément.

Sur place, les policiers ont découvert une cinquantaine de tracts, endommagés à la fois par le feu et par les lances des pompiers. Très difficilement lisibles, ils seraient d'inspiration raciste. Intitulés « SOS France » on peut y lire sur fond de carte de France : « Nous nos pères, c'est des Français. Touche pas à ma France. »

Le président de l'association SOS-France dont les tracts ont été retrouvés sur place est M. Claude Nohia, ancien candidat officiel du Front national, puis candidat dissident aux élections européennes de 1984 et aux élections municipales partielles de février 1984 et juin 1985 à La Seyne-sur-Mer. L'association SOS-France créée peu avant les élections de mars 1986 groupe plusieurs anciens parachutistes.

Pour les enquêteurs l'ancien siège de l'association SOS-Racisme, situé à quelques dizaines de mètres de l'explosion, aurait pu être la cible de l'attentat manqué.

L'antenne de Toulon du SRPJ, chargée de l'enquête, renie de faire parler « ces tracts et d'identifier les quatre personnes - il y aurait une femme parmi elles - qui se trouvaient à bord du véhicule. L'explosion a eu lieu dans un quartier où vivent de nombreux Maghrébins.

A la préfecture du Var, M. Vassero, directeur de cabinet, nous a déclaré qu'il était en mesure d'« infirmer totalement que les tracts portent la signature du Front national ». Des attentats racistes ont été commis aux mois de mai et juin derniers, à Marseille, Toulon, Nice, Draguignan et Fréjus par des « commandos de France » qui voulaient protester contre l'« invasion maghrébine ». Le Front national, par la voix de M^{re} Yvonne Piar avait réproché ces attentats.

GUY PORTE.

Rémy
DÉCORATION

SOLES D'ÉTÉ
du 29 juillet au 6 septembre

BIBLIOTHÈQUES, Merisier, Chêne
Louis XIV, XV, XVI, Directoire, L. Proupe
LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE
Noyer de France, Chêne, Merisier
SALONS CUR et STYLE
SALLES à MANGER et CHAMBRES
tous styles, toutes essences de bois
Tout est réalisé d'après des documents
anciens en toutes dimensions
dans les laques et patines anciennes
et toujours

une
collection de lits de repos

de commodes
et de secrétaires
RÉMY
80-82, Fg St Antoine - 43.43.65.58